

Message n° 64

Publication semestrielle par la
Section des anciens
fonctionnaires du BIT du
Syndicat

BIT - Bureau 5-67
CH 1211 Genève 22
Tél.: +41 (0)22 799.64.23
E-mail:
anciens_message@ilo.org

Comité de rédaction :

François Kientzler,
Secrétaire exécutif,
Ivan M.C.S. Elsmark
Françoise Falquet
Marianne Stämpfli

Message No 64

Biannual publication by the
Section of Former ILO
Officials of the Staff Union

ILO - Office 5-67
CH 1211 Geneva 22
Tel.: +41 (0)22 799.64.23
E-mail:
anciens_message@ilo.org

Editorial committee :

François Kientzler,
Executive Secretary
Ivan M.C.S. Elsmark
Françoise Falquet
Marianne Stämpfli

Les contributions signées engagent
uniquement leurs auteurs et ne
reflètent pas nécessairement les
opinions de la rédaction ou du
Bureau. La rédaction se réserve le
droit de rédiger les articles reçus.

The responsibility of opinions
expressed in signed articles rests
solely with the authors, and
publication does not constitute an
endorsement by the editors or the
Bureau of the opinions expressed in
them. The editors reserve the right to
edit the articles received.

ISSN 1998-3042

Arrêté le 27 novembre 2018

Printed in Switzerland

Le mot du Secrétaire exécutif

D'après les informations dont nous disposons environ 1200 retraités du BIT séjournent à Genève ou dans la France voisine et le même nombre est établi dans d'autres pays à travers le monde. Des facilités existent pour accéder au BIT et en particulier à la Caisse maladie (CAPS) ainsi qu'aux informations pour ceux proches de Genève. Mais il n'en est pas de même pour nos collègues retraités dans des pays d'autres continents et surtout pour le personnel qui avait le statut de local. Souvent ces personnels ont été quelque peu oubliés.

A l'occasion de leur venue à Genève pour l'Assemblée générale du Syndicat du personnel de l'OIT (octobre 2018) deux membres du Bureau de la Section des anciens (Abdoulaye Diallo et François Kientzler) ont rencontré les délégués syndicaux régionaux de l'Afrique, des Amériques, de l'Asie ainsi que de l'Europe et Moyen Orient. En effet, nous souhaitons que les personnels locaux et professionnels de ces régions qui partent à la retraite puissent continuer à bénéficier de toute l'attention nécessaire comme celle que nous portons à ceux proches du Siège. Nous avons écouté et entendu les préoccupations des délégués régionaux concernant les futurs retraités et retraités. Parmi celles-ci apparaissent les délais souvent très longs pour la détermination des droits à la pension des personnels locaux, leurs difficultés à pouvoir accéder aux bureaux du BIT une fois à la retraite, les délais de remboursement des soins de santé, la non-reconnaissance de la carte de la CAPS par les établissements hospitaliers ainsi que la non-gratuité du numéro d'appel de la CAPS. La Section des anciens s'engage à prendre à son compte ses demandes et à aider à la recherche de solutions.

Mais nous souhaitons surtout que les retraités locaux s'organisent, s'affilient à la Section des anciens comme au Siège (50,- USD pour une cotisation à vie) et s'organisent en section locale des anciens fonctionnaires du BIT même si la possibilité leur est aussi donnée d'adhérer à l'association des anciens fonctionnaires de leur pays, elle-même regroupée au sein de la FAFICS (Fédération des associations des anciens fonctionnaires internationaux). La Section des anciens de Genève a créé un site internet dont l'accès est public et se fait sans mot de passe (<http://www.anciens-bit-ilo.org>). Nous y postons des informations utiles à tous les anciens fonctionnaires du BIT et nous sommes disposés à y héberger toute information relevante venant des Sections de retraités des régions. N'hésitez pas à nous contacter (e-mail : anciens@ilo.org) ; nous vous aiderons dans votre démarche pour mettre en place une section et intégrer vos informations dans notre site.

Pour conclure je voudrais vous informer que la Section des anciens a ouvert au sein de son site internet une page web sur le Centenaire de l'OIT. Nous avons commencé à y poster vos contributions sur une expérience ou un vécu particulier de fonctionnaire du BIT que vous nous avez faites parvenir ; tout au long des mois à venir l'ensemble des contributions y sera disponible. Mais cette page web vous donne aussi accès par un lien à la page web public du BIT sur le Centenaire. N'hésitez pas à consulter notre site web régulièrement mis à jour.

François Kientzler

Guerre et Paix

Que signifie pour nous aujourd'hui le 11 novembre 1918, cent ans après l'événement, et quelles leçons pouvons-nous tirer pour guider l'avenir? A une époque où se tiennent des commémorations accompagnées de discours politiques, il convient de réfléchir à cette question.

En 1914, qui aurait pensé que l'assassinat de l'archiduc austro-hongrois dans la lointaine province de Bosnie par des nationalistes serbes et croates provoquerait un conflit mondial et marquerait la fin d'une époque? Vu dans une perspective historique, la folie politique, les intérêts nationaux étroits et les alliances militaires ont provoqué une réaction en chaîne, dont les conséquences ultimes dépassaient de loin l'imagination de qui que ce soit. Le bilan fut 18 millions de morts, d'immenses souffrances humaines et d'importantes destructions. Lorsque la paix a finalement été instaurée, ce n'était pas la tranquillité espérée et qui avait entraîné de graves problèmes géopolitiques liés à une polarisation idéologique et sociale, sapant la paix pour laquelle tant de sang avait été versé. C'était l'héritage terrible de la Grande Guerre.

Alors que le temps peut être un obstacle pour percevoir pleinement l'humeur de ceux qui ont vécu la déclaration d'armistice ce jour de novembre 1918, nous pouvons tous ressentir le soulagement commun d'une population épuisée par la guerre et leur grande tristesse face aux terribles pertes et aux souffrances humaines. Nous pouvons également partager leur aspiration à un monde meilleur, dans lequel régneraient la paix, les conflits réglés par des moyens diplomatiques et la justice sociale en vigueur.

Un compromis difficile avait conduit au Traité de paix de Versailles. Il n'a pas réussi à réprimer le sous-courant de l'instabilité et à réconcilier des courants politiques contradictoires. Néanmoins, la création de la Société des Nations a été un pas important dans la résolution pacifique des conflits futurs sur la base de règles communes. Malheureusement, la Ligue ne disposait pas de la force politique et morale nécessaire pour démanteler les tensions politiques grandissantes et l'agression allemande de 1939 avait entraîné le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, avec toutes ses horreurs et ses conséquences.

La Seconde Guerre mondiale a entraîné des sacrifices humains encore plus grands et des souffrances bien plus répandues que la Première, laissant de nombreux pays en ruine. Il était également crucial de faire du monde ce qu'il est aujourd'hui. Cela signifie-t-il que nous sommes entrés dans l'ère de la raison? Malheureusement pas. L'histoire se répète, même s'il est difficile de la percevoir au crépuscule des événements émergents. Avec le temps, il devient clair que nous répétons les mêmes erreurs encore et encore. La triste vérité est que, même si l'humanité progresse dans de nombreux domaines, l'instinct fondamental de l'agressivité et de l'égoïsme demeure aussi vivant que jamais.

Depuis 1945, le monde a connu de nombreuses crises et conflits armés, bien que le manque de volonté politique et le rôle des Nations Unies aient empêché une troisième guerre mondiale. Au-delà des efforts diplomatiques, le risque d'une guerre nucléaire a jusqu'à présent été dissuasif. Nous ne devrions pas faire preuve de complaisance, car, comme tous les moyens de dissuasion, ils ne sont jamais perpétuels. L'épée de Damoclès est suspendue au-dessus de nos têtes.

Mais aujourd'hui, la question de la guerre et de la paix n'est pas la seule préoccupation. De nombreux dangers mortels menacent l'humanité: les changements climatiques s'accroissent avec une rapidité sans faille, les catastrophes naturelles entraînent des pertes en vies humaines et des destructions, l'érosion des droits de l'homme fondamentaux et la liberté se développent, le risque d'une crise économique mondiale se cache - pour ne citer que quelques exemples de nos angoisses présentes.

Au cours des cent dernières années, qu'avons-nous appris et quel avenir offrons-nous à nos successeurs, pas seulement à la prochaine génération, mais aussi aux enfants de nos petits-enfants? C'est une question à laquelle chacun de nous doit prendre la responsabilité de répondre.

L'année 1919 était connue comme «l'année de la paix». En cette fin d'année, espérons un monde meilleur et plus pacifique. Et dans cet esprit, souhaitons une bonne année et *Terra Pax*.

Ivan M.C.S. Elsmark

Nouvelles de la Section

Activités de la Section 2018

Le Bureau de la Section des Anciens du BIT composé de 10 membres, organe exécutif, se réunit en général tous les 15 jours (sauf en été). La Section dispose d'un bureau attenant aux bureaux du Syndicat (présentement bureau 5-67) au 5^e étage. Elle communique avec ses adhérents par e-mail, courriers, son magazine biannuel *Message* et par son site web (<http://www.anciens-bit-ilo.org>). Beaucoup d'efforts restent à faire pour nous rapprocher davantage de nos anciens collègues retraités dans les régions.

La proximité physique avec le Syndicat facilite les contacts permanents et la coopération régulière avec son secrétariat, sa Présidente et sa Secrétaire générale ainsi que les autres membres du Comité. Les échanges portent notamment sur les dossiers d'un intérêt commun tels que la Caisse maladie et la Fonds des pensions. Nous avons apporté notre soutien à l'action du Syndicat contre la baisse des salaires des professionnels à Genève et nous nous sommes réjouis de la grande mobilisation du personnel qui a eu lieu durant le printemps 2018 notamment à cette occasion.

Une des préoccupations constantes de la Section des Anciens est le fonctionnement et le maintien de notre Caisse d'assurance maladie (CAPS). A chaque réunion bimensuelle de notre Bureau ce sujet est à l'ordre du jour. Les craintes sont nombreuses avec des risques d'externalisation du traitement des prestations ou encore le transfert des retraités sur les régimes nationaux de protection sociale. Mais nous savons, hélas, que de nombreux pays n'en ont pas. Nous sommes attachés à l'amélioration de la gouvernance et au management de notre Caisse et préoccupés de la situation au regard de la protection sociale des retraités dans les régions. Mais nous nous sommes réjouis de l'amélioration de certaines prestations entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2018 dans le domaine de la prévention et de la reconnaissance de certaines médecines alternatives.

La Caisse commune des pensions traverse des turbulences, non pour des raisons financières ou d'efficacité mais davantage pour des problèmes internes qui ne créent pas un climat serein de travail. La Caisse a introduit un nouveau système

informatique intégré et les nouveaux pensionnés ont dû parfois attendre des mois avant un premier paiement. Mais il faut mentionner que les paiements des retraités en cours n'ont pas été affectés.

Le Bureau des Anciens a poursuivi son action de rapprochement et de communication avec les retraités. Le site web de la Section (<http://www.anciens-bit-ilo.org>) est régulièrement actualisé et nous mettons à disposition des informations qui les concernent directement, mais aussi sur les actualités du BIT telle que les actions et la grève menées par le Syndicat mentionnées plus haut. Nous investissons beaucoup de temps pour que le site reste vivant et actualisé. Mais nous n'oublions pas pour autant la publication toujours attendue par de nombreux retraités, à savoir *Message*, qui elle aussi demande du travail et des efforts. Merci à ceux et celles qui y contribuent; nous faisons en permanence appel à des bénévoles pour aider dans les traductions ou la relecture ou pour rédiger des articles et de la documentation.

Le Bureau des Anciens intervient au Séminaire annuel de préparation à la retraite et nous en profitons pour avoir à cette occasion des contacts personnalisés. Nous accueillons individuellement chaque participant en échangeant quelques mots avec lui. Ce contact est très important pour inciter le futur retraité à rejoindre la Section des Anciens.

Nous travaillons avec les associations de retraités des autres Organisations internationales de Genève. Ainsi, un séminaire sur le thème « Comment bien vieillir – Stay younger for longer » a pu se tenir le 14 mai dans la Salle du Conseil du BIT en coopération avec les associations d'anciens fonctionnaires de l'OMS, des Nations Unies (AAFI-AFICS) et de l'UIT. Les documents de travail sont disponibles sur notre site web et accessibles à tout public. Après une présentation sur les principales conséquences normales et pathologiques du vieillissement sur la santé mentale, il s'en est suivi plusieurs interventions d'associations membres de la Plateforme des Aînés de Genève, à savoir Pro Senectute, Croix Rouge genevoise, l'institution

genevoise de maintien à domicile (IMAD) et Cité Seniors du côté helvétique et du Centre local d'information et de coordination gérontologique (CLIC) du Pays de Gex du côté français.

Ce séminaire qui a regroupé plus de 200 participants a été le résultat d'une collaboration soutenue de plusieurs mois entre des associations de retraités d'Organisations internationales de Genève œuvrant en synergie. Le séminaire commun précédent - sur l'isolement - remontait à octobre 2014. Nous pensons que de telles actions sont une démonstration de l'utilité des associations et regroupement de retraités.

Nous nous approchons du Centième anniversaire de l'OIT, en 2019, qui sera vraisemblablement une année qui fera date dans l'histoire. Des centaines d'événements sont prévus pour marquer cet anniversaire autant ici à Genève que partout à travers le monde et nous espérons que les media en feront largement l'écho.

Dans le cadre de la préparation des événements du Centenaire, la Section des Anciens coopère avec les services du BIT. Le Directeur général, M. Guy Ryder, a souhaité que les anciens qui ont fait le BIT soient pleinement associés au Centenaire. A deux reprises nous avons, au premier semestre 2018, rencontré les responsables du BIT en charge du Centenaire et nous nous en réjouissons. Sans pouvoir donner de date précise pour le moment, un événement marquant se

tiendra pour les retraités en présence du DG. Nous avons soumis quelques suggestions qui ont dû s'adapter et s'intégrer dans le programme général des événements prévus.

Par lettre circulaire du 30 janvier 2018 nous avons sollicité la contribution des retraités pour évoquer des moments de l'histoire de l'OIT et ils ont été nombreux (à ce jour plus d'une quarantaine) à répondre. Certains de ces témoignages ont été publiés dans le numéro 63 (juin 2018) de *Message* et d'autres le seront par la suite; toutes les contributions seront mises sur notre site web (anciens-bit-ilo.org). Nous allons aussi, transmettre des réponses au service DCOMM qui pourra les intégrer dans des thèmes de communication spécifiques.

La Section des Anciens soutient le Cercle Arts et décoration du BIT, membre de l'Association Sports et Loisirs, qui regroupe une trentaine de membres et qui a pu organiser sa quatrième exposition dans la Salle des colonnades du 1^{er} au 12 octobre 2018.

Les réceptions annuelles des retraités en mai et décembre à Genève, à l'invitation du Directeur général, sont une occasion privilégiée de se rencontrer entre anciens collègues et amis. La participation du Directeur général à cet événement est toujours très appréciée.

François Kientzler

Site Web de la section (www.anciens-bit-ilo.org)

N'oubliez pas de consulter régulièrement le site Web de la Section en complément à la lecture de *Message* comme de nouvelles informations sont ajoutées au site Web régulièrement. Vous pouvez chercher par exemple les dates d'événements futurs tels que le séminaire «Restez jeune plus longtemps» qui s'était tenu en mai cette année et les Réceptions bi-annuelles des retraités (voir sous «Activités», «Réunions d'information» et «Réceptions») ainsi que connaître toutes les dernières informations recueillies par la Section sur le Fonds de pension des Nations Unies, la Caisse d'assurance maladie du personnel et d'autres questions majeures telles que la fiscalité en France. Des liens vers d'autres sites Web que vous souhaiteriez visiter sont activés tels que ceux vers la CAPS, la Caisse des pensions, le BIT,

le Syndicat du personnel, l'AAFI / AFICS et la FAFICS.

L'année 2019 sera celle du Centenaire de l'OIT et nous avons en conséquence ouvert une page Web consacrée aux activités du Centenaire. Toutes les contributions des retraités y sont postées ainsi que des informations sur les événements auxquels les retraités seront invités.

Les trois articles récents les plus importants apparaissent dès que vous entrez dans la page d'accueil. Il s'agit présentement de «CAPS: Règlement entre le BIT et l'UIT», «Dernières nouvelles de la Caisse des pensions» et «Rapport d'activités de la Section». D'autres articles sur de nombreux sujets sont également accessibles

depuis la page d'accueil sous les articles principaux (faites simplement défiler la page vers le bas pour y accéder). Les articles plus anciens sont accessibles dans la rubrique «Archives» sous «Ressources». Tous les numéros de Message depuis 1987 se trouvent également dans les rubriques «Ressources», «Message», «Archives».

Notre souci permanent est d'améliorer notre site Web, donc vos propositions d'informations à inclure ou de moyens de le rendre plus convivial (dans la limite de nos possibilités techniques!) sont les bienvenues. Vos points de vue et suggestions peuvent être envoyés à anciens@ilo.org.

Cherry Thompson-Senior

47^e Conseil de la FAFICS (FAO, Rome, 20-25 juillet 2018)

Comme chaque année durant la période d'été les représentants des Associations de fonctionnaires internationaux, plusieurs dizaines réparties à travers le monde et membres de la FAFICS, se sont retrouvés à Rome. La Section des Anciens fonctionnaires du BIT n'y participe pas mais y est représentée par l'AAFI-AFICS de Genève. François Kientzler, Secrétaire exécutif et Abdoulaye Diallo, Secrétaire exécutif adjoint sont membres de son Conseil et y représentent la Section. Nous ne pouvons pas faire partie des personnes désignées pour la délégation de l'AAFI-AFICS au Conseil de la FAFICS car seuls les membres élus (personnes physiques) peuvent être retenus. Nous pourrions y participer comme observateur mais ce choix n'a pas été fait durant ces dernières années compte tenu des dysfonctionnements passés de la FAFICS.

Toutefois nous souhaitons porter à votre connaissance les résultats des travaux dont nous avons eu connaissance par l'AAFI-AFICS et qui sont des sujets de préoccupations régulières de la Section des Anciens. Concernant le Fonds des Pensions les délégués ont eu connaissance d'un audit de l'OIOS (Office of Internal Oversight) sur la gouvernance de la Caisse. Certaines des recommandations proposées vont contre les intérêts de la FAFICS et mettent en cause sa capacité à représenter l'ensemble des retraités du Système commun. Des représentants de la FAFICS participent en effet aux travaux du Comité de la Caisse des pensions (Pension Board). Une recommandation de l'OIOS propose une élection des représentants au suffrage universel et écarte ainsi les représentants de la FAFICS ; une telle proposition n'est pas acceptable pour la FAFICS qui se verrait ainsi dépouillée d'une de ses missions essentielles. Une autre proposition concerne la représentation des différentes Organisations internationales membres au Comité (Board) de la Caisse des pensions: celle-ci devrait être revue au bénéfice

de l'ONU qui trouverait une majorité absolue au sein du Comité des pensions et verrait des Organisations plus petites écartées (voir article sur la réunion du Comité des pensions de Rome qui a suivi la réunion de la FAFICS).

Les présentations respectives par le DCEO (Acting CEO) en l'absence du CEO depuis un an et par le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies (RSG) pour les investissements des avoirs de la Caisse des pensions ont été appréciées par les délégués car elles apportaient, respectivement des informations positives quant à la gestion de la Caisse et aux investissements. Le résultat de la plus récente étude actuarielle montre une caisse en bonne santé, malgré l'effet peu notable pour le moment de l'amélioration de la longévité des retraités.

Les questions de protection maladie et santé des retraités restent focalisées sur un transfert vers les régimes nationaux des pays de résidence, proposition discutée au sein du « Standing Committee on After Health Insurance and Long term Care », connu sous le nom d'ASHI. Mais pour les représentants des assurés au sein de ce Comité une telle décision par les instances de l'AG de l'ONU laisserait de nombreux retraités sans couverture, car de nombreux pays ne possèdent pas de régimes d'assurances maladie.

Les délégués au Conseil de la FAFICS se sont aussi penchés sur les règles internes de fonctionnement de la Fédération. Des propositions ont été soumises; mais les délégués ont souhaité une plus large consultation auprès de l'ensemble des membres notamment quant au nombre de vice-présidents et des règles d'examen des candidatures. Marco Breschi, retraité de la FAO de Rome a été élu Président de la FAFICS et Pierre Sayour, retraité du BIT a été élu Secrétaire général, notamment. Il s'agit de personnes nouvelles. Des représentants du Bureau de la Section des anciens du BIT ont eu

Message

l'occasion de les rencontrer cet été et d'échanger avec eux leurs préoccupations.

Des informations complémentaires peuvent être trouvées sur les sites web de l'AAFI-AFICS

Genève et de la FAFICS. Pour y accéder entrer dans le site de la Section des anciens (<http://www.anciens-bit-ilo.org>); des liens vous permettent d'entrer dans ces deux sites.

(F.K.)

Exposition du Cercle Arts et décoration octobre 2018



Les amis du Cercle Arts et décoration du BIT étaient venus nombreux, environ une centaine de personnes, pour participer au vernissage de l'exposition qui s'est tenue le mardi 2 octobre 2018 de 17h à 19h dans la Salle des Colonnades du BIT. Le lieu de l'exposition est remarquable par sa situation: grandes baies vitrées laissant filtrer la lumière sans retenue et lieu de passage très fréquenté dans cet immense bâtiment. Cela a été un grand moment et les participants ont pu découvrir en parcourant la Salle des Colonnades le fruit du travail de 19 artistes. La dénomination Cercle Arts et décoration a pris cette année tout son sens par la variété des œuvres présentées, des tableaux et photos abstraits et représentatifs, des sculptures, de la peinture sur faïence, de la fabrication de bijoux et de la décoration florale. Nous devons cette décoration florale à Madeleine Hamilton, Madeleine Brandt et Gudrun Jesse.

Au début de son allocution, François Kientzler, Président du Cercle a demandé à tous les artistes exposants de se regrouper autour de lui. Après

des mots de bienvenue aux invités, il a rappelé que l'exposition a été le résultat du travail mené par les artistes du Cercle durant les mois passés; l'exposition étant un moment privilégié pour le présenter. Le travail d'artistes est souvent un travail isolé voire secret et l'exposition est l'occasion de rassembler autour de soi ses amis pour partager avec eux ses émotions.

Puis le Président a remercié tous ceux et celles qui ont participé à la préparation de cette exposition et en ont permis sa réalisation, en particulier le Service DCOMM du BIT chargé de la communication interne et externe, Mme Kiran Mehra Kerpelman, Alexandre Belopovsky et Marcel Crozet. Les Services INTERSEV, FACILITIES, SECURITES sont aussi des éléments charnières importants dans l'organisation et l'autorisation finale revenant à M. Guy Ryder, Directeur général, qui permet que cette exposition puisse être réalisée. Le Président a mentionné les trois personnes qui exposent pour la première fois cette année dont deux sont

toujours en activité au BIT. Il s'est félicité que le Cercle s'ouvre et attire des plus jeunes. C'est dire l'intérêt porté à ses expositions. A moment de sa rénovation, il y a 5 ans, le pari n'était pas gagné mais chaque année un pas de plus est fait dans la qualité du travail et des oeuvres exposées. Ce fut l'avis général des invités. Le Cercle réunit à ce jour environ 35 membres.

L'année 2019 sera l'année du Centenaire de l'OIT. Le Directeur général du BIT, a souhaité que les retraités soient bien présents à cet événement. Le Bureau de la Section des anciens du BIT, lors de rencontres avec les représentants de l'administration, a manifesté l'intérêt du Cercle Arts et décoration du BIT pour participer à un

moment ou un autre durant l'année 2019 au Centenaire et y apporter sa contribution.

Pour conclure le Président a remercié tous les participants pour leur présence qui est un encouragement au Cercle pour continuer ses activités et développements. Il a souhaité à tous de bien profiter de cette exposition et les a invités au verre de l'amitié qui a été servi dans l'Espace Gobelins. Ce fut un moment très convivial de partage entre amis. (NB: Les photos prises lors du vernissage sont disponibles sur le site web de la Section des anciens du BIT sous *Ressources* : <http://www.anciens-bit-ilo.org>).

François Kientzler
Président du Cercle

Pensions

Dernières nouvelles du Fonds de pension des Nations Unies

65ème réunion du Comité mixte à Rome

Peu de temps après la publication de la précédente mise à jour dans le *Message* 63, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies s'est réuni à Rome du 26 juillet au 3 août 2018 pour examiner la situation actuelle de la Caisse des pensions, et en particulier le rapport du Bureau des services de contrôle interne relatif à la gouvernance du Fonds (voir ci-dessous).

Audit de la gouvernance par le Bureau des services de contrôle interne

Le Comité a accepté six des treize recommandations du BSCI et en a rejeté sept, les plus importantes étant mentionnées ci-dessous. Les recommandations et les commentaires du Comité à ce sujet sont extraits du document A / 73/341 de la 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le document a été examiné par la Cinquième Commission (administrative et budgétaire) en novembre 2018 (<https://www.un.org/press/fr/2018/gaab4301.doc.htm> disponible en anglais seulement).

Recommandations rejetées par le Comité:

- Proposition de modification de la représentation et de la rotation des organisations membres au sein du Comité du

Fonds. Le Comité a rejeté la recommandation dans sa formulation actuelle et annoncé son intention de créer un groupe de travail chargé «d'examiner les questions de participation, de rotation et de représentation juste et équitable, sans présomption de résultat et en tenant compte de l'examen précédent du Comité en la matière».

- Proposition de séparation des fonctions de Secrétaire du Comité et de l'Administrateur de du Fonds et création d'un nouveau secrétariat indépendant du Comité. Le Comité a indiqué qu'il considérerait que la création d'un organe supplémentaire faisant office de secrétariat du Comité était inutile et pourrait avoir des incidences budgétaires. Le Comité a déclaré qu'il établirait des mécanismes garantissant une séparation appropriée des rôles, par exemple en ce qui concerne l'établissement de l'ordre du jour du Comité.
- La proposition selon laquelle le Comité devrait déterminer le nombre de sièges à attribuer aux représentants des retraités et faciliter leur élection directe en tant que membres à part entière du Comité avec droit de vote. À l'heure actuelle, des représentants de la Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux (FAFICS) défendent les intérêts des retraités au sein du

Comité et participent pleinement aux travaux du Comité, à l'exception du fait qu'ils n'ont pas le droit de vote. Le Comité a rejeté cette recommandation car elle compromettrait la nature tripartite du Comité et parce que les retraités ne sont pas affiliés aux organisations membres. Des inquiétudes ont également été exprimées au sujet du coût potentiel et du doute que des élections directes amélioreraient en réalité la représentation des retraités.

Voir Rapport A/73/341 du BSCI à l'Assemblée générale de l'ONU sur l'audit de la gouvernance (<http://www.undocs.org/fr/A/73/341>).

Document A/73/9, Rapport du Comité mixte de la Caisse commune sur l'Audit de la gouvernance du BSCI (<http://undocs.org/fr/A/73/9>) et pour plus d'informations voir commentaires du BSCI sur le rapport du Conseil de la Commission, (<https://oios.un.org/resources/2018/11/bBzlau6P.pdf> disponible seulement en anglais).

Santé financière du Fonds

À la suite de la réunion de Rome, le Comité a publié un communiqué confirmant les informations fournies dans notre précédent article: la bonne santé financière du Fonds. Au 31 décembre 2017, l'actif du Fonds s'élevait à 64,1 milliards de dollars, avec un léger déficit actuariel de 0,05% de la rémunération considérée aux fins de la pension. La performance des investissements pour 2017 a été extrêmement solide (en raison de la vigueur des marchés financiers au cours de cette année, mais qu'il est peu probable que cela se poursuive à moyen terme), avec un rendement nominal de 18,6%, dépassant ainsi le taux de rendement réel de 3,5% assurant la solvabilité à long terme du Fonds. Devenu un fonds mature, le ratio bénéficiaires / participants actifs augmente et les prestations dépassent les contributions d'environ 272

millions de dollars en 2017. Il convient également de noter que le nombre de participants actifs a en fait diminué de 1,2% en 2017 par rapport à l'hypothèse actuarielle de 2017 d'une augmentation de 0,5%. Le Comité est conscient qu'il n'y a pas de place pour la complaisance et qu'il est plus essentiel que jamais que le rendement des investissements atteigne ou dépasse l'objectif de 3,5% de taux de rendement réel annuel.

Les problèmes opérationnels

Le Comité a déclaré qu'après la résorption des arriérés entre août 2015 et le second semestre de 2017, le système IPAS fonctionne désormais de manière satisfaisante, mais il reste encore beaucoup à faire, seules 62% des demandes de pension - contre un objectif de 75% - avaient été traitées en 2017 dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des documents complets.

Ressources humaines

Dans la dernière mise à jour, nous avons indiqué que le Directeur général, Sergio B. Arvizu, était en congé maladie de longue durée depuis août 2017. Il a maintenant été confirmé qu'il quitterait les Nations Unies le 7 janvier 2019. L'Administrateur adjoint du Fonds prendrait sa retraite à la fin août 2018 mais a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2018 alors que le processus de recherche de son remplaçant était en cours. Malheureusement, à la suite d'allégations d'irrégularités dans les procédures de recrutement et de la qualification du candidat retenu pour le poste par les représentants des participants de l'ONU, le candidat a retiré sa candidature. Au moment d'écrire ces lignes, nous ne savons pas où en est actuellement le processus de remplacement de l'Administrateur et de l'Administrateur adjoint.

27 novembre 2018

Cherry Thompson-Senior

Caisse-maladie

Message du Directeur général

Je vous écris pour vous informer de l'issue du litige concernant le retrait de l'Union internationale des télécommunications (UIT) de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé (CAPS). Après la décision unilatérale de l'UIT de se retirer de la CAPS et de recourir aux

services d'une tierce partie pour assurer son personnel en activité ou retraité contre les risques de maladie et d'accident, un différend est apparu au sujet de la part de l'actif net de la CAPS, représenté par le Fonds de garantie de la caisse, qui était censée revenir à l'UIT. D'un commun

accord, le BIT et l'UIT ont décidé que la question serait réglée par voie d'arbitrage.

Constatant que le solde du Fonds de garantie se montait à 61 millions de dollars E.-U. à la date de la séparation avec l'UIT en mai 2014, la sentence arbitrale prévoit le versement au profit de l'UIT d'une somme de 8,9 millions de dollars E.-U. assortie d'un intérêt calculé au taux de 1,4 par cent par an.

L'UIT réclamait initialement 18,6 millions de dollars E.-U. tandis que le BIT en proposait 1,8 million, cette somme représentant la différence nette entre les cotisations versées par les assurés de l'UIT et les prestations payées. La proposition du BIT s'appuyait aussi sur les pratiques comptables et les états financiers vérifiés des deux organisations, dont jamais les organes

directeurs n'ont contesté la validité durant toute la période où l'UIT a participé à la caisse.

Dans sa décision, l'arbitre note qu'en l'absence de base juridique claire pour la répartition de l'actif net de la caisse, cette répartition doit s'effectuer en fonction des critères de solvabilité du Fonds de garantie, tels que définis dans les Statuts de la CAPS.

Le transfert des fonds alloués à l'UIT n'a eu aucune incidence immédiate sur la situation financière de la CAPS, qui reste bonne et suffisamment stable pour continuer de couvrir les assurés du BIT. Une étude actuarielle a été commandée pour faire le point sur les perspectives d'évolution de la situation à moyen et long terme.

18 juillet 2018

Guy Ryder

Quoi de neuf sur les problèmes liés à la CAPS

par *Liz Sommaro* (membre assurée)

Séparation de l'UIT de la CAPS

Dans son Broadcast du 18 juillet 2018, le Directeur général a déclaré dans le troisième paragraphe:

«Il a été décidé que 8,9 millions de dollars sur les 61 millions de dollars disponibles dans le Fonds de garantie à la date de la séparation de l'UIT en mai 2014 seraient transférés à l'UIT avec une provision pour intérêts calculée à 1,4% par an.»

C'est une très bonne nouvelle que la question en suspens de cette séparation ait été résolue. Les personnes impliquées doivent être remerciées pour leur travail visant à amener cette affaire difficile et inhabituelle à un règlement mutuellement convenu dans le cadre de ce "divorce".

Édition 2018 du règlement et des règles administratives de la CAPS

Article 0.1 - Objectif. L'objectif de la Caisse d'assurance-maladie du personnel du Bureau international du Travail (BIT), ci-après dénommé «la Caisse», est d'assurer le remboursement des frais, dans la mesure prescrite par le présent Règlement et par les règles administratives qui en découlent, qui peuvent être engagés pour la protection de la santé - y compris les soins médicaux en cas de maladie, d'accident et de

soins de maternité et les soins de prévention individuelle - par des personnes protégées par le Fonds.

L'article 3.1 - Sources de financement - Le paragraphe 2 stipule que «l'UIT supporte tous les frais de gestion de la Caisse».

L'article 4.19 - La dissolution de la Caisse stipule notamment que "... la liquidation de son actif peut être prononcée sur proposition du Comité de gestion soumise par écrit au vote de tous les assurés.". Il n'y a pas eu de dissolution de la Caisse en tant que tel, mais juste le BIT qui le fait maintenant «seul», mais les assurés ont sûrement le droit d'être consultés sur «qui doit payer quoi» si les statuts et les règles administratives du Fonds ont été modifiés en raison du départ de l'UIT de la Caisse.

Quelle est donc la responsabilité du BIT dans tout cela? Le Bureau ne devrait-il pas être tenu de payer une partie, sinon la totalité, du montant dû à l'UIT, puisque c'est le BIT qui gère le bien-être du fonds et prend les mesures nécessaires pour en assurer une bonne gestion financière? Les membres assurés ne disposent même pas des rapports sur le fonctionnement de la caisse pour savoir quelle est réellement la situation financière (voir ci-dessous).

Vous vous souviendrez que le 1er janvier 2017, les taux de contribution ont été relevés de 3,3 pour cent à 3,5 pour cent. Cela visait à «éviter que le Fonds de garantie ne baisse au minimum statutoire» (source: étude actuarielle de la CAPS 2013 dans le bulletin d'information de la CAPS publié en mars 2016). Nous sommes maintenant confrontés à une réduction de 9 millions de dollars du Fonds de garantie, selon l'émission du Directeur général. Est-il juste que les membres assurés doivent «payer» une part du fonds de garantie pour un règlement aussi élevé? Vous vous souviendrez également que, dans les états financiers audités au 31 décembre 2017, le montant dû à l'UIT s'élevait à 1,8 million de dollars, soit 7,1 millions de dollars de moins que l'accord de 8,9 millions de dollars conclu à présent avec l'UIT - un intérêt de 1,4 pour cent par an doit être ajouté à ce chiffre bien sûr. Incidemment, nous n'avons pas vu les comptes car aucun rapport annuel n'a été publié depuis le rapport 2013-2014. Nous ne savons pas quel intérêt le Fonds a gagné pendant la période en question. Si c'est moins, la différence devrait être supportée par le BIT qui a négocié l'accord. Les membres assurés n'ont jamais été consultés, mais doivent maintenant payer tout ou une partie de ce règlement. Depuis plus d'une décennie, «l'administration du Fonds» est très laxiste et nous pourrions malheureusement devoir payer la note pour cette mauvaise performance!

Factures des cliniques et des hôpitaux

C'est une épine dans mon côté surtout après une expérience récente. J'ai été choqué de devoir payer 900 francs à l'anesthésiste pour une opération de la cataracte de 10 à 15 minutes pour avoir mis quelques gouttes pour anesthésier l'œil!

J'ai mentionné au Secrétaire exécutif qu'il serait plus avantageux pour la CAPS que les membres assurés puissent voir les factures avant leur paiement afin de s'assurer que les services ont bien été reçus ainsi que la durée du traitement.

Il est regrettable que la CAPS puisse payer les factures reçues directement des cliniques et des hôpitaux en une semaine, alors que les retraités doivent attendre 2 mois ou plus pour obtenir un remboursement de 8 pour cent. [Dans mon cas, je n'avais pas reçu de copie (ni de facture originale que j'avais demandé à la Clinique Beaulieu de m'envoyer) et j'ai donc demandé à la CAPS si elle avait reçu quelque chose qui me

concernait et on m'a répondu «oui, et nous l'avons déjà payée».]

Le saviez-vous ?

Anesthésique: Excédent pour les +70 de l'AMG (Association des médecins genevois)

Ce «surplus» pour les plus de 70 ans est-il appliqué ailleurs en Suisse ou uniquement dans le canton de Genève? Si cette règle n'est pas appliquée dans d'autres cantons, il est peut-être très important de savoir quels établissements de santé situés en dehors de la région de Genève peuvent être fréquentés par des personnes assurées retraitées.

Le Secrétaire exécutif devrait en tenir compte lors de la conclusion d'accords spéciaux avec les établissements de santé.

Choix de cliniques

CAPS Lettre d'information (mars 2017) indique qu'en 2017, l'une de nos priorités sera de conclure des accords avec des établissements de santé en dehors de la région de Genève. Cette lettre d'information énumère onze cliniques et hôpitaux, dont six à Genève. La lettre d'information indique également que «Tous ces accords ont été conclus afin de vous garantir un accès plus facile aux services et de vous garantir les tarifs les plus bas.».

Espérons que nous devrions recevoir une lettre d'information à jour sur ce sujet indiquant les progrès accomplis en vue de la conclusion des accords avec les établissements de santé. Il semble qu'il n'est pas facile de prendre des dispositions avec les hôpitaux et les cliniques, surtout si d'autres agences des Nations Unies participent également à ce processus, à savoir l'ONUG, UNIQA et l'OMS, car le processus de négociation prend beaucoup plus de temps pour parvenir à un accord mutuellement acceptable. Peut-être que le BIT devrait «faire cavalier seul» et négocier un accord en utilisant l'argument du «paiement rapide des factures».

Rapport sur les opérations de la CAPS en 2013 et 2014

Où en sommes-nous concernant la publication de *copies papier* de ce rapport? Le rapport est sur le site Web de la CAPS depuis un certain temps. Il semble que le secrétariat ait du mal à faire imprimer le rapport et à le distribuer à tous les membres assurés; Les autorités supérieures ne

doivent-elles pas intervenir et prendre des mesures pour autoriser et faciliter l'impression et la distribution?

Déjà en 2009, le Chef auditeur interne, dans son rapport au Conseil d'administration (GB.304 / PFA / 6/2), au paragraphe 29, a déclaré: «L'IAO a souligné la nécessité pour le Comité de gestion d'améliorer la communication avec les assurés en que le rapport annuel sur les opérations de la CAPS soit préparé et publié annuellement en temps voulu... ».

Rapport sur les opérations de la CAPS en 2015, 2016 et 2017

Il est regrettable que la situation financière de la CAPS pour ces années ne soit pas connue à ce stade avancé de l'année. Tout ce que nous avons reçu, ce sont des promesses de les rendre disponibles (compte rendu des décisions du comité, etc.). Il n'est pas raisonnable que les membres assurés ne sachent pas quelle est la situation réelle du Fonds, en particulier maintenant que l'on nous a dit que nous devons verser à l'UIT plus de 9 millions de dollars dans un avenir assez proche, si cela n'est pas déjà fait, bien sûr !

Quand seront-ils distribués sur papier aux personnes assurées les règlements et les règles administratives de la Caisse maladie pour le personnel assurée (édition 2018)?

Nous avons été informés qu'une *copie papier de la mise à jour 2018* serait distribuée, mais rien d'autre concernant les statuts et règlements n'a été reçu depuis la publication des modifications y relatives en mai 2018. Tout membre assuré a le droit de recevoir ces règles, cas dans chaque caisse de santé, et il est certainement dans l'intérêt de tous que ces informations soient facilement accessibles afin qu'elles puissent être observées.

Divulgaration d'information

Comme il a été souligné à plusieurs reprises, la CAPS ne semble pas tenir compte de la politique du BIT en matière de divulgation d'informations - Avis du Directeur général n° 8 (version 1) du 11 avril 2008. Comme le Directeur général l'a lui-même déclaré, déclaration faite l'année dernière devant la CFPI à Vienne «... l'obligation de travailler ensemble de manière ouverte, transparente et objective, afin de rendre les décisions stables, transparentes et compréhensibles pour les destinataires de celles-ci». Nous plaçons notre espoir dans le nouveau

Comité de gestion pour que les communications s'améliorent rapidement.

Éléments ayant une incidence sur la solvabilité du CAPS:

Post Ajustement: Quelle est la situation concernant l'effet qu'une réduction du post-ajustement aura sur le revenu de la CAPS? [Le personnel de la catégorie des services généraux n'ayant pas ce problème, sa contribution à la CAPS reste la même.] Nous espérons que cela sera pris en compte dans l'étude actuarielle annoncée par le Directeur général.

Couverture d'assurance complémentaire: Que pouvons-nous faire, membres assurés, pour contribuer à réduire les coûts pour la CAPS? Une solution consisterait peut-être à recourir de temps en temps à l'assurance complémentaire pour 80% des factures et à la CAPS pour les 20 % restants.

Vérification et interrogation des factures:

Certains médecins et chirurgiens ont des honoraires très élevés. Je vous recommanderais : (1) de demander un devis avant une intervention chirurgicale ou une intervention majeure; et (2) demander une copie d'une facture des cliniques et des hôpitaux pour vérifier si elle est conforme au traitement reçu.

Personnes à charge volontairement couvertes

(article 1.6): Le taux de cotisation est très faible pour les conjoints couverts « automatiquement ». De nos jours, de nombreux conjoints, sinon tous, travaillent (ou ont des pensions séparées), mais seuls les gains professionnels de l'assuré principal ou obligatoire sont pris en compte (3,5 %). Nul doute que le taux de contribution des conjoints devrait être augmenté à un niveau plus «raisonnable». Il se situe actuellement à 1,07 % pour une couverture CAPS de 80.0 %.

Les temps ont changé - lorsque la CAPS a été créée, la plupart des époux n'avaient ni profession ni revenu. Il semble raisonnable de demander aux époux qui ont un revenu ou une pension dépassant un certain seuil de cotiser plus à la CAPS, compte tenu des avantages qu'ils retirent de leur dépendance d'un fonctionnaire en fonction ou à la retraite.

Le comité de gestion devrait étudier cette question, car non seulement le taux de cotisation est en cause, mais aussi le « Supplementary Benefits Threshold Level » commun pour obtenir

Message

le montant de remboursement à 100 %. Un niveau de couverture plus équitable pour tous devrait être fondé sur un taux de revenu commun des ménages, mais dans ce cas il serait peut-être beaucoup plus coûteux d'administrer ce système que de simplement augmenter le taux de couverture des conjoints.

Conclusion: Avec un budget à croissance zéro en fonctionnement depuis de nombreuses

années, le Directeur général fait un excellent travail pour maintenir très stable notre « bateau ». Nous sommes très reconnaissants pour son leadership et les améliorations qu'il a apportées au travail de la direction de la CAPS au cours des deux dernières années. Nous espérons sincèrement que, dans le prochain siècle de l'OIT, il continuera !

6 novembre 2018

Nouvelles du BIT

Vers le centenaire: célébrer les cent ans de l'OIT

Tous les anniversaires sont spéciaux mais les centièmes sont exceptionnels. En 2019, l'Organisation internationale du Travail va célébrer son centenaire – aussi appelé «OIT100» – et l'année promet d'être une étape historique pour notre Organisation.

«L'année du centenaire ne sera pas qu'une affaire de célébrations», explique le Directeur général adjoint et président du Groupe de travail sur l'OIT100, Greg Vines. «Cette année sera celle de la reconnaissance des réalisations historiques de l'OIT au cours du siècle écoulé, de leur contenu et de leur impact, et sera l'occasion de fixer le cap de l'Organisation pour l'avenir».



Préparer l'avenir du travail

L'anniversaire sera le moment d'examiner avec honnêteté et esprit critique les grands enjeux du monde du travail et les changements qui s'y produisent, et comment l'OIT et ses Etats Membres peuvent y répondre et les façonner le plus efficacement, a déclaré le Directeur général.

La Commission mondiale sur l'avenir du travail présentera son rapport historique lors d'un grand événement le 22 janvier; ce rapport devrait fournir les bases de discussion avec les membres et de mobilisation des partenaires tout au long de l'année.

Etapas majeures de 2019

Après le coup d'envoi donné en janvier, les activités se dérouleront tout au long de l'année, impliquant toutes les régions, et un grand nombre d'Etats Membres, de partenaires sociaux et d'autres organisations devraient y participer.

Une campagne mondiale innovante donnera aux membres du personnel et aux bureaux les moyens de communiquer auprès des publics élargis de l'OIT, au-delà de ses publics habituels, et se déploiera tout au long de l'année. Le 11 avril – l'une des dates fondatrices de l'OIT – un «Tour du monde» en 24 heures relaiera les Bureaux de l'OIT à travers le monde lors d'un formidablement événement en direct. Bien d'autres choses encore sont au programme.

L'apogée de l'année sera la 108e Conférence internationale du Travail en juin. La CIT discutera du rapport de la Commission mondiale et de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement devraient s'exprimer devant les délégués au Palais des Nations.

Beaucoup d'autres événements commémoratifs auront lieu, dont une bonne partie à l'occasion des dates-clés de la création de l'OIT, au niveau mondial et régional. Plusieurs publications, expositions et autres événements sont planifiées. Des dispositions sont actuellement prises pour célébrer le centenaire avec la famille des Nations Unies au sens large.

Le centenaire laisse augurer une année remarquable et un tournant décisif pour l'Organisation. Les fonctionnaires du BIT, actuels ou anciens, auront un rôle important à jouer pour

faire en sorte que cette célébration transmette l'image d'une Organisation confiante et tournée vers l'avenir à l'aube de son second siècle.

Suivez toute l'actualité et les événements sur le site web du centenaire de l'OIT – www.ilo.org/100

Alexander Belopopsky

Chef de la communication interne
Département de la communication

La 107ème Conférence Internationale du Travail Genève, 28 mai au 8 juin 2018

Conformément à la Constitution de l'OIT et aux principes en vigueur, la 107ème Session de la Conférence Internationale du Travail a eu lieu à Genève du 28 mai au 8 juin 2018.

Tel qu'approuvé par le Conseil d'administration du BIT, l'ordre du jour était constitué de trois questions inscrites d'office:

- a) Rapport du Président du Conseil d'administration et du Directeur général,
- b) Programme et Budget et autres questions,
- c) Informations et rapports sur l'application des Conventions et Recommandations d'une part,

et d'autre part, de plusieurs questions techniques inscrites par le Conseil d'administration, entre autres:

- a) Coopération efficace pour le Développement et l'appui des objectifs de développement durable (discussion générale),
- b) Abrogation des Conventions nos 21, 50, 64, 65, 85 et 104 et retrait des Recommandations nos 7, 61 et 62,
- c) Propositions d'amendements à la Convention maritime(2006).

En application du principe tripartite et de la rotation régionale, le Bureau de la Conférence élu est le suivant:

Président : M. Samir Murad (Jordanie)

Vice-Président Gouvernement: M. Jean-Jacques Elmiger (Suisse)

Vice-Président Employeur: M. Khalifa Mattar (Emirats Arabes-Unis)

Vice-Président Travailleur: Mme Adiko Gono (Japon).

En conformité avec les pratiques en vigueur, les Présidents et Vice-Présidents des 7 Commissions de la Conférence ont été élus par les

Gouvernements, les Employeurs et les Travailleurs.

En plus des discussions relatives aux questions à l'ordre du jour dans les Commissions et des débats en plénière, la Conférence a été honorée par la présence de son Excellence Mr Juan Manuel Santos Calderon, Président de la Colombie. Au cours de cette même Session, la Conférence a reçu leurs Excellences Messieurs Michel Daniel Higgins, Président de l'Irlande et Faustin- Archange Touadéra, Président la République Centrafricaine invités au Sommet organisé le 7 juin 2018 au Palais des Nations sur « le Monde du Travail: l'Emploi et le Travail décent au service de la paix et de la résilience ».

Conformément à la tradition, une séance spéciale de solidarité avec la Palestine a été organisée et à laquelle tous les participants et délégués tripartites ont été conviés; elle a bénéficié des interventions de M. Guy Ryder, Directeur général du BIT ainsi que des Présidents du Groupe des Employeurs et des Travailleurs.

Les travaux se sont déroulés en plénière et dans les Commissions. Dans son discours de clôture du 8 juin 2018 le Directeur Général du BIT a mis en évidence l'importance des discussions et des décisions prises lors de cette 107ème Session de la Conférence de l'OIT qui se prépare à célébrer en 2019 son Centenaire en préservant sa spécificité comme étant la seule Agence spécialisée des Nations-Unies à dimension tripartite qui valorise le TRAVAIL et les TRAVAILLEURS.

Abdoulaye Lélouma Diallo
Secrétaire exécutif adjoint
de la Section des anciens

Histoire

Avant que les couleurs ne s'estompent Souvenirs à l'occasion du Centenaire de l'OIT

Dans ce numéro, nous avons le plaisir de publier de nouveau des articles de nos anciens collègues dans notre série de mémoires. Chacun a une histoire à raconter, ramenant des souvenirs du «bon vieux temps» au BIT, avec une vigueur et une fraîcheur que les dossiers ne peuvent jamais reproduire. Ces contributions sont d'une grande utilité pour cristalliser les multiples facettes du kaléidoscope historique des activités passées au BIT et le rôle joué par chaque responsable. Nous voudrions ici remercier tous ceux qui ont contribué et nous espérons que d'autres suivront avec leurs pensées et leurs points de vue à inclure dans les prochains numéros du *Message*.

Ivan M.C.S. Elsmark

Autrefois, même l'avenir était plus radieux. *

par Peter Auer

La Commission mondiale sur l'avenir du travail, créée en 2017 comme deuxième étape de l'initiative sur l'avenir du travail lancée en 2013 par le Directeur général du BIT, Guy Rider, est en pleine activité et organise toute une série d'événements de nature technique qui devraient déboucher sur la publication d'un rapport important en 2019.

Il me semble opportun à cette occasion de rappeler une autre initiative intéressante menée il n'y a pas si longtemps dans le même domaine. En 2000, le ministère français du Travail et le Directeur général du BIT de l'époque, Juan Somavia, ont lancé une série de colloques sur le même sujet, présenté sous l'appellation plus large «L'avenir du travail, l'emploi et la protection sociale». J'avais alors été chargé par le Directeur général de coordonner ces différentes manifestations en étroite collaboration avec le ministère français du Travail. Par la suite, l'OIT a réuni des experts du BIT dans ce domaine, le ministère français, les partenaires sociaux et des chercheurs du monde entier dans le cadre de 3 conférences tenues en 2001, 2002 et 2005 respectivement.

La première de ces conférences, organisée à Annecy en 2001, a examiné la nécessité de disposer de politiques visant à protéger les travailleurs face à l'incertitude croissante engendrée par la mondialisation et les changements technologiques et organisationnels. En conséquence, la conférence a abordé le thème très vaste des transformations du travail et de l'emploi résultant de ces changements, de l'impact

de ces transformations sur le travail et la société, ainsi que des mesures économiques, politiques et sociales susceptibles d'améliorer la sécurité des travailleurs. (Pour plus de détails, voir le compte-rendu des travaux de la conférence : Peter Auer et Christine Daniel «The future of work, employment and social protection : the search for new securities in a world of growing uncertainties » IIES, OIT, 2002).

La deuxième conférence, qui s'est tenue à Lyon en 2002, a axé ses travaux sur la dynamique du marché du travail et a examiné les parcours des travailleurs et des chômeurs, les approches du cycle de vie, l'évolution des réglementations et la nécessité de mettre en place des politiques bien intégrées. Le concept de sécurité tout au long de la vie, les transitions protégées sur le marché du travail avec des périodes de travail, d'éducation et de formation de durée variable, ainsi que la protection contre les risques à des périodes particulièrement difficiles du cycle de vie ont été au cœur de cette réunion. L'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale a été considéré comme un élément particulièrement important des marchés du travail modernes et dynamiques caractérisés par une augmentation de la part des femmes dans la vie active. (Voir Peter Auer et Bernard Gazier "The future of work, employment and social protection: the dynamics of change and the protection of workers" IIES, OIT 2002).

La troisième réunion, tenue de nouveau à Annecy en 2005, a constaté que la mondialisation a effectivement amélioré le bien-être général des

pays qui y ont participé et contribué à une réduction globale de la pauvreté. Elle a aussi souligné que, pour le grand public, la mondialisation était de plus en plus fréquemment perçue comme un facteur de destruction d'emplois, avec des répercussions négatives sur le parcours de vie des gens et un important moteur d'augmentation des inégalités. S'il a été constaté que les pays les plus touchés étaient ceux qui participaient peu, voire pas du tout, à l'économie de la mondialisation, il a également été reconnu que rares étaient les politiques permettant de dédommager efficacement les perdants de la mondialisation. La conférence a analysé les tendances et schémas d'internationalisation de l'emploi et, après avoir examiné quels étaient les perdants et les gagnants, a proposé de nouvelles politiques de compensation, fondées sur les droits des travailleurs et les normes du travail ainsi que sur des politiques sociales et du marché du travail de nature à instaurer un système efficace de protection sociale et d'adaptation à l'emploi qui conduise à une mondialisation plus juste. (Voir Peter Auer, Geneviève Besse et Dominique Méda "The internationalization of employment: challenge for a fair globalization", IIES, OIT, 2005.)

En conclusion, cette série de conférences organisées par la France et l'OIT, a posé nombre des bonnes questions et proposé un cadre pour l'établissement de normes du travail et de politiques du marché du travail avec pour objectif de piloter la mondialisation aux niveaux national et international afin de la rendre plus équitable. Toutefois, la crise financière de 2008, qui a nécessité des interventions ponctuelles pour faire face aux effets négatifs sur l'emploi, a réduit la capacité de mise en place de cadres de politique

sociale et du marché du travail à long terme susceptibles d'accompagner de manière plus durable les chocs de la mondialisation. L'assouplissement quantitatif a bien fonctionné pour les investisseurs privés, mais il s'est accompagné d'une réduction des dépenses publiques consacrées aux politiques sociales et du marché du travail.

A la lumière des récentes tentatives menée par une grande puissance économique pour réduire la mondialisation et instaurer la préférence nationale, et compte tenu également de la montée du nationalisme en Europe et ailleurs dans le monde, on est en droit de se demander si le paradigme "laisser faire la mondialisation, mais compenser les perdants" est encore accepté comme feuille de route pour l'élaboration de normes et de politiques. Nous constatons en effet que les politiques d'indemnisation sont remplacées par des mesures protectionnistes, et on peut se poser la question de savoir si la série de conférences d'Annecy n'était pas trop optimiste quant à la possibilité d'encadrer la mondialisation avec des normes et des politiques.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la phrase « autrefois, même l'avenir était plus radieux » car l'idée selon laquelle il est possible de gouverner la mondialisation pour la rendre plus équitable est moins répandue aujourd'hui qu'au début des années 2000. C'est l'un des défis majeurs que devra examiner la Commission mondiale sur l'avenir du travail.

* Il s'agit d'une variante de l'expression allemande "früher war auch die Zukunft besser" attribuée à l'humoriste Karl Valentin

Presque 100 ans d'efforts de l'OIT pour protéger les droits des interprètes Comment faire face au changement technologique – en résumé

par Sally Christine Cornwell

Les efforts constants de l'OIT pour protéger le droit des artistes (ceux associés à la musique, au théâtre, aux travaux audiovisuels, etc.) sont peu connus de son histoire. Jusqu'à ce que la technologie pour recueillir ou « fixer » les performances dans les films ou les disques (phonogramme) soit perfectionnée, les interprètes se passaient en direct et les accords sur la rémunération étaient

principalement faits entre les interprètes et ceux qui les engageaient.

Avec le développement et l'augmentation de l'utilisation, de la diffusion des enregistrements et des films dans les années 1920, les interprètes devinrent de plus en plus concernés par leur rémunération vu que le nombre croissant de copies de leurs travaux. En outre, ils estimaient

avoir le droit de protéger l'intégrité de leurs travaux ; ce serait un droit moral. Alors que les œuvres d'auteurs étaient protégées par des lois internationales datant des années 1880, il n'en existait pas de semblables pour les interprètes. À partir de 1920, l'OIT a reconnu que les artistes étaient des travailleurs qui devaient être rémunérés non seulement pour leur performance initiale mais aussi pour toutes utilisations commerciales ultérieures découlant de leur travail.

Après trente années de consultations entre les gouvernements et les différents détenteurs des droits, la Convention internationale pour la protection des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (la Convention de Rome) a été adoptée en 1961. L'OIT, l'UNESCO et l'OMPI s'en sont partagés l'administration. La ratification a été lente mais plus de 90 Etats membres l'ont maintenant ratifiée.

La Convention de Rome a marqué une avancée décisive en reconnaissant que les interprètes avaient un droit de consentement quant à l'utilisation de leurs travaux et pouvaient réclamer une rémunération dans certains cas. Dans le même temps, la Convention a présenté des options afin d'éviter ou de limiter les droits de rémunération. Les syndicats représentant les interprètes n'ont jamais été entièrement satisfaits avec les termes de la Convention mais obtenir une plus grande protection internationale semblait être un objectif improbable.

Depuis 1961, des développements technologiques et des moyens plus sophistiqués (câbles, vidéos, DVD, satellites, technologies digitales) ont tout simplement multiplié les moyens par lesquels les travaux des interprètes pouvaient être copiés (même changés), reproduits, réutilisés et rediffusés. Il y a plus de 20 ans, l'OMPI a mis à jour et renouvelé ses traités internationaux de copyrights et de phonogrammes mais les efforts pour assurer une protection internationale similaire pour les interprètes en audiovisuel n'ont pas abouti.

En 2012, cependant, une conférence de l'OMPI a adopté le Traité de Beijing sur les interprétations audiovisuelles. Cet accord traite principalement des droits sur la propriété intellectuelle des

interprètes en audiovisuel (droits éthiques, et droits pour l'autorisation à la reproduction, distribution, location et diffusion au public) pour des travaux qui ont été « fixés » dans des exécutions audiovisuelles. Il y a, néanmoins, des options pour restreindre les droits telles que : remplacement des autorisations avec rémunération et/ou transfert des droits contre des redevances ou rémunération. Le Traité de Beijing avec environ 17 ratifications entrera en vigueur quand 30 Etats l'auront ratifié.

Avec ces développements, quel est le rôle de l'OIT ? Elle n'a pas été très impliquée dans le Traité de Beijing. Le Comité intergouvernemental sur la Convention de Rome le plus récent s'est tenu en 2009. Toute réunion future dépend de « nouveaux » développements, probablement lors de l'entrée en vigueur du Traité de Beijing. Quel est l'avenir de la Convention de Rome une fois que le Traité de Beijing entrera en vigueur ? Certains syndicats de travailleurs ont exprimé des doutes quant à l'efficacité du nouveau traité et souhaitent avoir des clarifications sur les différentes implications.

Après 100 ans de défense des droits des interprètes, est-ce que l'OIT continuera dans cette voie ?

Il est évident que le souci constant de l'OIT pour l'emploi et les conditions de travail des interprètes, dont la plupart ont des emplois atypiques, se maintiendra. Le Forum global de L'OIT sur les relations de l'emploi dans les médias et les secteurs culturels en 2014 fourni une feuille de route. La réunion de l'OIT a été suivie par un manuel syndical : « Soutien aux travailleurs atypiques dans les arts, les médias et les secteurs de divertissements » préparé en 2016 par des membres européens de l'Alliance internationale des arts et des loisirs. La feuille de route et le manuel syndical décrivent tous les aspects critiques de la vie professionnelle des interprètes.

La question demeure : à savoir si l'OIT a un rôle à jouer dans la défense des interprètes et lequel quand leur travaux sont « fixes » et utilisés et réutilisés sous différentes formes.

Ils ont dit...

La connaissance s'acquiert par l'expérience, tout le reste n'est que de l'information.

Albert Einstein

Grace Sampson: 50 ans de service

par H.F. Rossetti

Grace a rejoint le personnel de la succursale de Londres le jour du Nouvel An 1926. Elle avait eu 16 ans exactement quatre semaines plus tôt. Elle a pris sa retraite le dernier jour de 1975 et, ce jour-là, elle a achevé son service non interrompu pendant **cinquante** ans avec le BIT à Londres. Si, au siège ou dans tout autre bureau extérieur, s'il y a jamais eu un employé du BIT possédant une expérience de service aussi longue qu'elle, je serais très surpris. Je serai également surpris que son record ait été égalé.

En 1926, Albert Thomas était Directeur, ce qui signifie que Grace Sampson a travaillé au Bureau de Londres sous les directives de chacun des directeurs généraux. Lorsque David Morse était Directeur général, il s'était organisé pour qu'elle soit invitée à Genève en mission officielle lors de la session de la Conférence en juin 1967, en reconnaissance de son long et dévoué service. Et pourtant, elle a continué à travailler pendant huit ans encore.

Mme Sampson avait assuré des missions à deux reprises. En 1945, à Copenhague en tant que membre du Secrétariat à la réunion de la Conférence technique préparatoire maritime. L'année suivante, à Bruxelles, en tant que membre du personnel de l'Office à la première session du Comité des textiles et, immédiatement après, à la première session du Comité des bâtiments, du génie civil et des travaux publics. Elle a donc eu très tôt l'occasion de se familiariser avec le nouveau développement des activités de l'OIT d'après-guerre, sous la forme de commissions d'industrie.

Le gros du travail de Mme Sampson a bien sûr été effectué au Bureau de Londres. Cela ne signifie pas qu'elle soit restée au même endroit. Le bureau que la jeune fille de 16 ans a rejoint le 1^{er} janvier 1926 (le jour du Nouvel An n'était pas alors un jour férié) était situé au 26 Buckingham Gate, près du palais de Buckingham. Plus tard, le Bureau de Londres dans lequel elle a servi se trouvait à Victoria Street, Parliament Street, Piccadilly, puis New Bond Street, pour sa dernière année de service. En plus de ces bureaux, le domicile du directeur se trouvait à Rudgwick dans le Sussex, où le personnel s'est établi pendant plusieurs années au cours de la Seconde Guerre mondiale après le

bombardement du Bureau de Victoria Street. Grace m'a dit que la fille du médecin local avait été recrutée pour aider à la dactylographie. J'ai rencontré Mme Sampson pour la première fois pendant ma visite à M. Burge, alors directeur, lors d'un week-end pendant cette période d'exil de guerre.

M. Burge a été le deuxième, et le Directeur qui est resté le plus longtemps, des Directeurs du bureau de Londres (1924 à 1945). Mme Sampson travailla pour lui pendant près de 20 ans. Plus tard, elle servait sous la direction de MM. Robbins, Pickford, GA Johnson), Sir Guildhaume Myrddin-Evans, et M. Slater.

J'ai succédé à M. Slater en 1970. Grace Sampson avait alors terminé sa quarante-quatrième année de service et il n'était pas étonnant qu'elle me regarde avec un œil un peu fatigué - le septième directeur avec lequel travaillé ! (Mais Grace n'était pas arrivée au bureau de Londres à temps pour travailler avec le tout premier directeur, très tôt en 1920, J.E. Herbert.)

Mais si son œil était légèrement fatigué, rien ne le laissait penser. Elle était et restait toujours pleine d'énergie et d'enthousiasme. Lors de mon arrivée, elle était commise à la bibliothèque, puis occupa le poste de bibliothécaire, mais elle était une bibliothécaire différente. Sa grande mémoire et sa longue expérience ont rendu inutiles les catalogues, les fiches et autres dispositifs utiles pour aider les personnes mal informées. Elle apportait une aide inestimable à tous ceux qui cherchaient un document au bureau de Londres, à écrire ou à téléphoner, à condition que ce soit la vérité de l'OIT qu'ils recherchaient. De temps en temps, elle a brièvement fait appel à des souvenirs ou jeté un coup d'œil rapide sur les étagères avant de dire: « Je pense que ce rapport sur la consommation alimentaire et les enquêtes diététiques dans les Amériques présenté par l'OIT à la onzième Conférence sanitaire panaméricaine à Rio de Janeiro en 1942 pourrait vous aider dans vos enquêtes ».

Son départ le 31 décembre 1975, après 50 ans de travail acharné, fut un jour triste pour le bureau de Londres et le BIT dans son ensemble. Sans Grace, nous ne nous retrouvions pas pour résoudre des énigmes et pour nous aider de

toutes les manières innombrables qui lui venaient si naturellement. Comme je l'ai dit au début, il semble douteux que l'Organisation ait en poste un fonctionnaire de longue date qui s'intéresserait

davantage à son travail ou qui servait le BIT avec plus de dévouement.

Cette contribution par H.F. Rossetti, Directeur du Bureau de Londres 1965 à 1970, était publiée pour la première fois en anglais dans ILO World, janvier 1976.

Histoire du bateau **ALBERT THOMAS**

par *Siegfried E. Schoen*



I. Introduction

Albert Thomas devint en 1919 le premier Directeur du BIT.

Comment auriez-vous réagi 55 ans plus tard à la vue d'un bateau portant nom de l'ancien directeur, battant pavillon des Nations Unies, dans les eaux territoriales du Bangladesh?

Je laisse au lecteur le soin d'imaginer sa réaction ; je voudrais raconter ici comment un bateau portant ce nom est arrivé si loin du lac de Genève.

II. Le Projet BGD/72/003 et l'achat du bateau **HAMAYA MARU**

De janvier 1971 jusqu'à décembre 1976, le BIT a exécuté au Bangladesh un projet de coopération technique dénommé « Centre de formation Narayanganj du personnel de pont pour la navigation intérieure » (PROJET BGD/72/003).

Le BIT, le PNUD et les autorités gouvernementales du Bangladesh pour la navigation intérieure, coopéraient au projet. Pour atteindre ses objectifs principaux, la formation

effective de personnel de pont, le document de projet prévoyait l'acquisition d'un bateau approprié. La Branche Maritime (MARIT) du BIT et l'Autorité gouvernementale en charge avaient été pressenties pour trouver un tel bâtiment.

L'instabilité politique et les troubles que connut le Bangladesh durant la mise en œuvre du projet causèrent des retards dans les opérations prévues. Dans cette situation, l'acquisition d'un bateau adéquat pour former du personnel, a dû se faire par sélection directe et non en suivant les procédures habituelles des offres publiques internationales. Finalement, la recherche d'un bateau dans des pays asiatiques voisins conduisit à identifier comme acceptable, le HAMAYU MARU, un bateau japonais.

Le journal de bord nous fournit les indications techniques suivantes :

Longueur:	29.69 m
Largeur:	6.10 m
Tirant d'air:	2.70 m
Tirant d'eau:	1.70 m
Tonnage brut:	155.92 tonnes

Moteurs: 4 temps, 6 cylindres, 600 CV
Construction: 30 avril 1966 par Chantier
Kurinouura, Japon

Avant d'être acheté par le BIT, le HAMAYA MARU était utilisé comme ferry, surtout pour le transport de personnes, entre un groupe d'îles japonaises.

D'après une définition simple, un bateau peut être classé comme une pièce d'équipement. En tant que chef à cette époque de la branche Equipement et Fourniture (BEF), il entraînait dans mes attributions d'aider MARIT à négocier et conclure l'achat de ce bateau.

Comme je ne connaissais pas tous les arcanes de l'acquisition de bateaux, et sans aucune expérience dans ce domaine, un audit interne me conseilla de contacter à la FAO à Rome le département shipping and transport. J'appris là-bas que la FAO détenait une flotte de bateaux sur une base régulière, qui étaient principalement utilisés pour le transport de grains et autres produits alimentaires. Je reçus de ce département un briefing approfondi qui me fut extrêmement utile par la suite au Japon.

Le contrat de vente du HAMAYU MARU contient en gros les points suivants :

- le bateau et les transformations à y apporter pour le transformer de ferry en un bateau capable de prendre la mer.
- un équipage capable de manœuvrer le bateau sans assistance extérieure du Japon au Bangladesh.
- Au total pour un coût de \$US 239.555



Un draft du contrat de vente, préparé conjointement par des officiels de MARIT, LEGAL et moi-même, constitua la base de ma

prochaine mission au Japon ayant pour but la conclusion du contrat.

Suite à de longues négociations avec la compagnie japonaise qui possédait le bateau, j'ai signé au nom du BIT le contrat d'achat en son bureau de Tokyo en novembre 1974 (voir la photo de la signature de l'acte avec Albert Thomas la surveillant de son mur). La contrepartie nationale était un représentant de la compagnie vendeuse.

Après un séjour hectique de cinq courts jours à Tokyo, je quittai le Japon avec le sentiment enivrant d'avoir conclu avec succès le contrat d'achat du bateau. J'avais toutefois oublié le dicton qui dit de ne « jamais glorifier une journée avant la tombée de la nuit ».

Quelques semaines après mon retour à Genève, le proverbe prit de l'actualité. En effet, j'avais reçu un message télégraphique de Tokyo avec le texte suivant : Bateau a quitté son port japonais – hier - à 18 heures. Certificat pour navigation en mer pas encore reçu. Salutations.

Waouh, le bateau parcourait les océans, mais le certificat japonais le déclarant apte à prendre la mer n'avait pas été obtenu, Comment cela était-il possible ? Après tout, cette négligence aurait pu avoir de lourdes conséquences s'il arrivait un accident au détriment de l'équipage et/ou du bateau. Après une nuit d'insomnie, le jour suivant apporta un autre télégramme plus détaillé confirmant : a) la réception par le bureau du BIT à Tokyo de la *certification sur papier* de la navigabilité du bateau ; et b) que l'inspection du bateau par le Bureau des voies maritimes japonais avait donné une *approbation verbale*, avant que le bateau quitte le Japon. Ma pression sanguine revint à la normale.

III. Nouveau baptême du HAMAYA MARU comme étant le ALBERT THOMAS et conclusion.

Avec la signature du contact d'achat, la propriété du bateau changeait obligeant les nouveaux propriétaires à trouver un autre nom que HAMAYU MARU. L'idée de le baptiser Albert Thomas fut lancée, pour autant que je me souviens, par Patrick Denby, alors directeur de FINAD. Sa proposition fut acceptée par le Directeur général, M. Francis Blanchard, et subséquemment, par le représentant local du

PNUD et par les Autorités pour la navigation intérieure du gouvernement du Bangladesh.

Pourquoi a-t-on choisi ce nom ? Il était extrêmement signifiant pour le BIT. Albert Thomas ne fut pas seulement le premier directeur du Bureau (1919 - 1932), mais fut également le meilleur ambassadeur de son mandat fondateur, à savoir la promotion de la Justice Sociale dans le monde du travail par une approche tripartite.

Au début de l'année 1975, après 3 semaines de navigation au départ du Japon, via Singapour, le ALBERT THOMAS arriva sain et sauf au Bangladesh, ayant ainsi démontré son excellente navigabilité en haute mer. Arrivé là, il fut mis au service du projet BIT de navigation sur les voies intérieures.

IV. Remerciements et remarques personnelles

Je voudrais remercier les collègues qui m'ont aidée lors de la rédaction de ce papier : Ivan Elsmark, Max Kern, Jaques Rodriguez, and Uwe Seier.

Quant au bateau, son destin m'est devenu inconnu après que la propriété en fut transférée aux Autorités de la navigation intérieure à la fin du projet, en décembre 1976.

Lors de mes 26 années passées au BIT (1968-1994) en tant que professionnelle dans les marchés publics internationaux, j'ai eu à faire avec des centaines de projets de coopération technique et , en conséquence, à l'achat de milliers d'espèces d'équipements – pour donner un exemple d'équipement exotiques – l'achat d'un modèle de chemin de fer offrant la possibilité de simuler le trafic et de former en Egypte le personnel à de possibles explosions, et pour un autre, l'achat de détonateurs pour un projet au Népal qui formait à la construction de routes!

Cependant, l'achat du HAMAYU MARU/ALBERT THOMAS fut pour moi une expérience, à la fois, inoubliable et unique en raison du lien établi avec le nom de l'une des personnalités les plus remarquables de l'OIT : Albert Thomas.

Partenariat actif - une approche constructive de l'OIT

par Björn Grünwald

La démocratie a tendance à devenir son propre ennemi. Oui, ça a l'air bien sur la planche à dessin, mais reste une proposition douteuse à gérer dans la vie réelle. Assez difficile lorsqu'elle est appliquée localement, sa tentative à l'échelle nationale fait ressortir de nombreuses imperfections et déséquilibres. Et sur le plan international - bienvenue à l'ONU!

Le BIT a été conçu comme une réaction et aussi comme une alternative à la violence de plus en plus répandue de l'usage militaire dans la société civile pendant la Grande Guerre. A tel point que cela est devenu une priorité dès le début des discussions après l'armistice, à savoir la fourniture d'instruments permettant de gérer les conflits, au lieu de la violence. Une alternative à la révolution russe, pour ainsi dire. Seul le fait que l'Organisation n'ait pas été invitée à appliquer ses principes dans cette partie du monde, même si l'Union soviétique en est devenue membre, estimant que l'OIT était un lieu de rencontre utile pour ses ambitions politiques générales. Il est

donc devenu l'un des principaux théâtres de la guerre froide.

70 ans après, avec l'effondrement du communisme, il y avait une opportunité pour une alternative constructive. L'OIT a réagi très rapidement et a proposé au début de 1992 une approche de partenariat actif, offrant conseils et assistance aux pays qui se lançaient dans le processus très complexe de transition d'une économie planifiée et d'un régime totalitaire défaillants à la démocratie et à l'économie de marché.

Pour gérer cela, une équipe multidisciplinaire a été constituée et sept experts de haut niveau ont été recrutés pour agir en qualité d'émissaires auprès de seize de ces pays. Les tout premiers projets pour la Russie, la Bulgarie et l'Ukraine ont été lancés dès 1992, alors que l'équipe était en train de se rassembler. Il a été décidé de baser l'équipe à Budapest, où elle a ouvert ses portes en janvier 1993. C'était un exploit de taille que de pouvoir lancer quelque chose dans un budget

ordinaire de deux ans - facile peut-être dans une entreprise mais effectivement pas pour une organisation internationale mobile de la famille des Nations Unies. Malheureusement, cela signifiait qu'il ne pouvait y avoir aucun fonds important alloué pour notre première année, juste assez pour couvrir les frais de bureau, les salaires et certains frais de déplacement, mais même cela a été une grande réussite.

Cependant, nous étions en affaires et avions des objectifs pour le prochain exercice biennal. Sauf que le succès même de cette initiative a attiré l'attention des pays membres de l'OIT et exigé la création de leurs propres équipes multidisciplinaires. Ce qui signifiait que nous devions partager les fonds réservés avec neuf autres équipes de ce type dans le monde, ce qui nous laissait presque aussi pauvres qu'auparavant. De plus, en 1994, le Congrès américain n'a pas pu s'entendre sur son budget fédéral, ce qui l'empêchait également de payer sa part de 25% de l'ensemble des opérations de l'ONU, ce qui a effectivement bloqué tout espoir d'extension des opérations de notre équipe multidisciplinaire. Impasse.

Sept experts tentant de couvrir seize pays d'Europe centrale et orientale en transition, ainsi qu'un soutien à huit autres pays d'Europe orientale et d'Asie centrale, avec pratiquement aucun fonds disponible pour des projets majeurs était une gageure. Après trois ans de tels efforts homéopathiques, si même cela, nous étions totalement épuisés et presque prêts à abandonner. La Conférence régionale de l'OIT pour l'Europe, qui s'est tenue à Varsovie à la fin de 1995, a ensuite eu lieu. Notre équipe, l'équipe multidisciplinaire d'Europe centrale et orientale ou CEET, y était invitée. Nous y sommes allés, convaincus que nous serions critiqués

massivement pour la médiocrité des livraisons, à la fois par les 26 pays que nous avons été chargés de soutenir et par les 24 autres pays européens. À notre grande surprise, nous avons été unanimement loués par les trois électeurs de nos 26 pays et, de manière générale, applaudis par les 24 autres!

Comment était-ce possible? Nous étions considérés comme le seul grand organisme international à tenter sérieusement de rencontrer nos concitoyens dans leur pays, travaillant ensemble et prêts à discuter leurs arguments et à les écouter, plutôt que de simplement leur dire quoi faire. Dans l'évaluation de la politique de partenariat actif entreprise par le Conseil d'administration du BIT après cinq ans, le vice-Premier ministre de l'Ukraine a exprimé de manière convaincante que chaque dollar du BIT valait plus que dix dollars de la Banque mondiale, précisément parce que les membres de la CEET ont fait attention à leurs priorités et les ont écoutées.

Alors, fin heureuse? Eh bien, pas tout à fait - même si beaucoup a été accompli au cours de ces premières années de dialogue du BIT avec un demi-continent, il a expérimenté le tissu même de leurs sociétés. Le BIT et d'autres acteurs ont commis de nombreuses erreurs, mais beaucoup a également été accompli au cours des premières années où tout était possible, car il n'existait alors aucune règle établie sur ce qu'il fallait faire et comment le faire.

Comme l'a dit le premier ministre polonais de l'industrie, «il s'agit simplement de recréer le magnifique aquarium à partir de ce qui reste de la soupe de poisson que les communistes en ont faite lorsqu'ils ont pris la relève!

De la Conférence et de la Division d'édition et de traduction

par Roberto P. Payró

Il fut un temps où le programme des publications était un service important, responsable de l'édition et de la traduction d'ouvrages et de publications périodiques, mais aussi des rapports de conférences et autres documents officiels, de traductions, de l'impression, de la distribution et de la vente. Lorsque je suis arrivé à la Division en 1950, elle était dirigée par J.E.A. Johnstone,

canadien, ex-professeur de grec, que l'on disait avoir du sang iroquois. Il était entré au BIT en 1927 et avait travaillé pendant la guerre au *Working center* (centre de travail) du BIT à Montréal. M. Johnstone était une personnalité respectée de tous pour son total engagement aux objectifs de notre Organisation et la rigueur dont il faisait preuve dans les publications qui furent

dès les premières années de l'existence de l'OIT l'une de ses bases.*

Année après année, la tâche la plus ardue assignée à la Division se déroulait lors des sessions annuelles de la Conférence internationale du Travail. Voici quelques souvenirs de ces trois semaines en juin de chaque année, au cours des années courant jusqu'à mon transfert à New York, au Bureau de liaison de l'OIT auprès des Nations Unies en 1957.

Les discours prononcés lors des séances plénières de la Conférence étaient pris verbatim par les sténo-rédacteurs. Pour l'espagnol, nous eûmes des personnes aussi remarquables qu'Enrique Martín, Sorel et Manuel Carrillo (avant qu'il soit transféré à l'interprétariat). Ils étaient ensuite retranscrits par eux-mêmes ou d'excellents transcripteurs de sténo tels de Hoyos, Ricardo Díaz Corpión, Isabel et Rosa Miragaya et plus tard, Emilio Forcada et Virgilio Garrote. Rarement, un interprète estimait nécessaire de redicter un discours qui ne s'était pas révélé suffisamment fidèle à l'original, dans la langue d'interprétation. Dans la plupart des cas dont je me souviens, c'était Dick Roome qui arrivait dans les étages du Palais où se trouvait le « pool », pour redicter l'un ou l'autre paragraphe qu'il estimait n'avoir pas été saisi correctement dans sa première version (Dick était un excellent traducteur et un collègue de premier ordre, ce qui peut expliquer pourquoi il était toujours prêt à aider ceux d'entre nous qui étaient assignés au Service d'enregistrement de la conférence). Plutôt à contrecœur, M. Johnstone laissait des collègues de son service se conduire en interprètes. Mais en conséquence, nous avons été chanceux d'avoir pour l'espagnol, des collègues aussi talentueux que Juanita Riley, Ana María Etchegorry et Manuel Carrillo, tandis que du côté anglais, il y avait Dick Roome, Michael Bell, Kitty Leibovitch, Jim Connolly, Patrick Denby et Hugh Jones.

Les manuscrits dactylographiés de tous les discours étaient envoyés au Service d'enregistrement de la conférence. Nous étions parfois heureux de constater que le texte avait été amélioré par nos collègues du « pool » qui savaient combien nous avions souffert de la mauvaise qualité de l'interprétation (mais bien plus souvent, de ce que le style et le contenu de la plupart des transcriptions nécessitaient pour être publiés. L'interprétation ne se prête que rarement à la publication immédiate comme un texte rédigé

avec soin, à moins que l'interprète ne se trouvât être l'un des rares réellement talentueux que j'ai connu, tels Kitty Natzio, Albert Kouindjy, George Dunand, Roger Glémet, Mme Kerr ou, plus tard, Camille Amacker, ou encore, s'il avait décidé du temps qu'il serait prêt à consacrer à préparer la traduction d'un discours mis préalablement à sa disposition, avant de passer dans les cabines des interprètes).

Suivait une nouvelle étape. Les manuscrits d'une séance entière étaient distribués dans un ordre quelconque aux rédacteurs, réviseurs et traducteurs en service. (Jusque dans les années 1970, le personnel du Conference Record Service d'enregistrement de la conférence travaillait de 9.00 h. du matin jusqu'à la finalisation des tâches. En règle générale, il y avait seulement trois personnes dans chaque équipe de chacune des trois langues ; le chef du Service devait rarement être appelé en renfort, parce qu'il souhaitait que le travail régulier hors conférence, se poursuive normalement. La composition de ces équipes variait d'année en année. Une année, l'équipe espagnole fut composée de Martínez Mont, Sire et Altimiras ; l'année suivante, Elena Ochoa et Juanita Riley servirent avec Martínez Mont. Par la suite, Pepe Osuna dirigea l'équipe, secondé par Araquistáin, Payró ou Xavier Caballero. Les équipes française et anglaise furent plus stables : Pierre Boulas fut presque toujours à la tête de la première, secondé par Bernard Spy, André Lang, Guy Cotté, Raymond Bas ou François Moret. L'équipe anglaise était composée de Nora Moffat, Molly Healey et Pat Norsky (née Boyd) et de temps en temps, Robert Caldwell.

Nous quittions rarement le Palais avant minuit ; lorsque les rapports de la Commission de la Conférence commençaient à arriver, nous pouvions travailler jusqu'à 3, 4 ou 5 h du matin. Je me souviens qu'un jour, au début des années 1950, Osuna, Araquistáin et moi-même travaillâmes quasiment deux journées non-stop (car l'édition espagnole du Compte rendu provisoire avait pris une journée de retard).

Une personne de chaque équipe linguistique était chargée par M. Johnstone de conserver soigneusement ce qui se passait au cours des séances plénières. Cet enregistrement, appelé le « squelette », servait à noter, non seulement l'ordre dans lequel les questions étaient traitées, ainsi que les noms et l'accréditation de chaque intervenant (y compris ceux qui avaient soulevé

des motions de procédure), mais aussi, dans la mesure du possible, les noms des interprètes du moment. Ceci était utile : il nous indiquait ce que nous pouvions attendre quant à la qualité d'une transcription, donnant ainsi un aperçu du temps qu'il faudrait y consacrer pour mettre un discours en forme.



J.E.A. Johnstone, fonctionnaire, 1927-62

La plupart des discours étaient sérieusement révisés, car nous estimions nécessaire que quiconque lirait le Compte rendu provisoire ou utiliserait le Compte rendu des délibérations, devait trouver que la concordance des textes anglais, français et espagnol était excellente ou, tout au moins, satisfaisante. Les discours préparés étaient relativement faciles, même quand ils étaient débités rapidement, lorsque le délégué s'efforçait de terminer avant l'expiration du délai imparti de 15 minutes. Mais souvent et même de plus en plus fréquemment, un délégué se sentait en veine d'improvisation, et nous nous retrouvions confrontés à quelque chose de bien pire que la tour de Babel. Il y avait quelques excellents orateurs, comme Léon Jouhaux, Pierre Waline, Sir Guildhaume Myrddin-Evans, Alfred Roberts ou Arutiunián, mais la plupart appartenait à une tout autre espèce. (Pendant quelques années, je m'étais spécialisé dans l'amélioration et l'amincissement des discours de M. Sripathi, délégué des travailleurs de l'Inde, et de ceux du délégué des travailleurs cubains qui s'exprimait longuement et à toute allure, avec deux fois plus de passion et de pathos que n'en montrait la plupart de ses collègues.)

Ensuite, l'équipe principale de rédaction vérifiait les tas d'ébauches dactylographiés, y introduisait des marques typographiques, et faisait des corrections stylistiques ou même sur le fond,

pour s'assurer que le dossier de chaque séance était complet, la liste des orateurs à jour, et que toute question de procédure avait été traitée conformément au règlement de la Conférence et à une pratique de longue date. Il est arrivé au cours des années de la guerre froide, que le monde s'arrêtât quand un délégué s'était opposé au point de vue d'un orateur, et que - selon les nouvelles règles fixées par la Conférence - le Président et ses conseillers devaient examiner les passages incriminés d'un discours ou de plusieurs, et décider s'ils devaient être radiés du registre ou conservés. (Parfois, des passages que l'on nous avait dit un jour de supprimer, devaient être rétablis le lendemain dans le cadre d'un rectificatif.)

L'étape suivante consistait pour le chef du Service enregistrement de la Conférence à autoriser l'envoi aux imprimeurs des lots de textes dactylographiés. A l'époque de M. Johnstone, celui-ci examinait personnellement toutes les épreuves dans les trois langues, avant d'accepter leur transmission aux imprimeurs, aussi pressés fussent-ils de les recevoir après minuit, délai théorique, aux premières heures du matin.

Les rapports du Comité de la Conférence exigeaient encore plus de soins. Nous avions été entraînés à penser en termes de cycles complets, de sorte que nous savions que notre travail pouvait avoir une valeur pérenne. Les rapports techniques soumis à la Conférence et ceux relatifs aux discussions conséquentes formaient un tout qui ne trouvait pas nécessairement sa conclusion avec l'adoption de nouveaux instruments de droit. Nous ne savions que trop bien que les précédents ensembles de rapports pouvaient prendre une valeur certaine pour des débats sur un sujet nouveau, mais présentant des similitudes, inscrit à l'agenda d'une conférence ultérieure. Les éditeurs vérifiaient méticuleusement l'exactitude de la forme et du fond de l'original et des traductions des rapports et des propositions d'instruments, les conclusions et les annexes. Jusqu'à la dernière minute, ils prenaient en compte de nouveaux éléments et les changements communiqués par chaque secrétariat, après que le Comité concerné eut terminé ses délibérations et arrivé à une conclusion. (Kundig me raconta un jour que, sachant que Johnstone refusait que même une seule page du rapport ou des annexes du Comité d'application soit envoyée à l'imprimeur avant que le Comité ait terminé son travail tard le dernier vendredi avant la clôture de

la Conférence, il avait menacé de ramasser toutes les épreuves qu'il aurait pu trouver dans le bar des délégués, dénotant ainsi que le travail de typographie avait déjà commencé. Le rapport, dans son entièreté, devait être distribué le lundi suivant, de sorte qu'il semblait normal que Kundig en prépare le plan d'impression à l'avance, d'autant plus que le rapport du Comité d'application des normes était toujours de loin le plus volumineux. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que les usages furent modifiés et que les imprimeurs furent autorisés à commencer le travail de typographie dès le lundi ou le mardi ; ceci entraînait évidemment plus de travail pour faire les corrections et ajouts inévitables en cours de la phase de typographie).

Les pages ronéo des rapports des comités étaient couvertes de corrections manuscrites. Enormément de temps était consacré à recouper le contenu final des rapports dans les trois langues, avant de décider de les envoyer à l'imprimerie.

Quelle était la suite du processus ? Il n'y avait pas que le staff chargé de l'impression qui attendait impatiemment les lots de copies que nous lui envoyions. De toute évidence, lino-dactylographes et compositeurs Monotype prendraient plusieurs heures à préparer la composition et corriger les erreurs, mais il fallait aussi que nos propres correcteurs et censitaires relisent attentivement les épreuves au fur et à mesure qu'elles étaient produites, et marquent les corrections indispensables. Ils avaient à nouveau le même volume de relecture, une fois que le personnel de l'imprimerie en avait terminé avec la mise en page et imprimé une première épreuve. C'est souvent à ce stade avancé qu'ils devaient incorporer des modifications de dernière minute envoyées par le Service d'enregistrement de la conférence. Comme attendu, elles concernaient surtout le rapport de la Commission de la Conférence sur l'Application des Conventions et Recommandations et plus particulièrement ses annexes. De nombreux délégués avaient en effet pris l'habitude d'envoyer des amendements aux résumés de leurs interventions au cours des délibérations du Comité, surtout quand le débat avait tourné contre eux et que les pays qu'ils représentaient allaient figurer dans la Liste Spéciale.

Le travail d'imprimerie, organiser et contrôler tous les travaux exécutés à l'extérieur sur des

machines à l'ancienne, servies par des personnes fières de leur expérience au monotype et au linotype, la qualité de reliure des épreuves, mais aussi veiller à ce que les spécifications du BIT et les normes de qualité, exigeaient d'apporter le plus grand soin à la correction des épreuves, ainsi que dans divers travaux techniques effectués par notre personnel d'impression. Le BIT était fier de la qualité de ses rapports et publications. Comment aurait-il pu en être autrement alors qu'il était notoire dans le monde de l'impression que la plupart des publications avaient été traitées par des rédacteurs à plein temps, avant d'être traduits dans une autre langue par des traducteurs d'un professionnalisme reconnu internationalement, le tout étroitement contrôlé par le personnel de la Section impression à diverses étapes du processus ?

A cette époque, le chef de toutes les sections traitant de publications, était Auguste Larvor, un homme convivial hors de son propre enclos, mais un patron sévère lorsqu'il s'agissait de ses subordonnés qui étaient dirigés selon de vieux préceptes que certains appelaient le fouet du maître, mais sûrement pas un gant de velours. Larvor, comme ses deux successeurs immédiats, R.E. Charlton et Fred Richardson, était sous la surveillance constante de Johnstone, le chef de la section Impression vérifiant chaque page de travaux produits par le BIT, et déterminé à faire respecter par les imprimeurs commerciaux et les personnels de la section Impression, la règle d'or qu'il s'était fixée, selon laquelle les publications périodiques du BIT paraissaient dans les délais prescrits et les rapports de la Conférence au plus tard 24 heures après la date prévue de publication. Chaque mois de juin, il faisait tout son possible pour observer la règle voulant que le Compte rendu provisoire des séances de la Conférence de la veille, soit disponible avant que ne commence la séance du jour, pour chaque délégué, dans la salle des séances plénières et dans les diverses salles des commissions. Il arriva qu'une séance commence sans le rapport de la veille, avec au maximum deux heures de retard regardées comme encore tolérable, lorsqu'un rapport du Comité de la Conférence relatif à une Résolution ou à l'Application des Conventions et Recommandations, avait buté sur un élément technique lors de la première ou de la seconde discussion, alors qu'il était inscrit à l'ordre du jour de la plénière peut-être six ou sept heures seulement après avoir été finalisé et envoyé à l'impression. La même procédure s'appliquait

également quand il avait été annoncé dans le Bulletin quotidien qu'un projet de Convention ou de Recommandation serait mis aux voix à une date et une heure donnée.

Qu'est-ce que le BIT sous-traitait à des imprimeurs externes à cette époque ? Tout ce qui avait trait à la Conférence internationale du travail, y compris la liste des délégués et les textes originaux de toute Convention ou Recommandation adoptée (qui devaient être prêts en l'espace d'une nuit, avant la clôture de la Conférence, pour que le Président de la Conférence puisse y apposer sa signature). Le Bulletin officiel, les procès-verbaux du Conseil d'administration, la Revue internationale du travail, la Série législative, le bimestriel Occupational Safety and Health, les publications bi-hebdomadaires Industrie et Travail, l'Annuaire des statistiques du travail, le Budget (qui était alors une affaire annuelle), toutes les Etudes et Manuels, les Rapports du directeur général aux conférences régionales (et les comptes rendus des délibérations de ces conférences) et toutes les publications spéciales, étaient également imprimés par les entrepreneurs extérieurs.

Il n'existait pas l'époque de version typographique des rapports sur ce que nous appelons maintenant des réunions sectorielles. En d'autres mots, les rapports des commissions d'industrie et autres secrétariats similaires étaient confiés à la Section « ronéo » (les machines « ronéo » d'alors étaient beaucoup plus lentes que les machines offset qui firent leur apparition à la fin des années 1970). Les rapports et autres textes émanant de telles réunions furent imprimés par la suite dans le Bulletin officiel. Le même principe était appliqué aux travaux concernant la liberté d'association, disponibles sous forme de ronéos au début et seulement imprimés beaucoup plus tard dans une série spéciale du Bulletin officiel.

Dans les années 1950, la Section impression avait un chef (Larvor) et un chef adjoint (Charlton) et pas moins de quatre correcteurs et un « bibliothécaire » pour chacune des trois langues principales. Ils ont lu et corrigé au minimum deux fois chaque épreuve en attente d'impression au BIT et les épreuves de toute publication du BIT confiée à des imprimeurs extérieurs. C'était l'époque où les éditeurs anglais savaient tous, qu'aucune erreur passerait inaperçue si Charlton avait fait la relecture, et que Richardson, Eich, Thompson et Norris pouvaient se montrer être

aussi perfectionnistes à condition d'avoir le temps. C'était l'époque où les éditeurs français ne pouvaient qu'applaudir le travail de Deshusses ou Dittert, mais peut-être contester certaines corrections introduites par un Bachelet ou un Neuenschwander. C'était aussi l'époque où les éditeurs espagnols étaient trop heureux d'avoir leurs épreuves revues par des correcteurs merveilleux comme Félix Lorenzo, Salvador Oriza, Enrique Benavent et, plus tard, Luis Echevarria.

A tous, nous devons beaucoup. Ils n'auraient jamais laissé passer des fautes ou erreurs factuelles, ils relevaient les passages où des mots avaient disparus, ils questionnaient des chiffres qui ne sonnaient pas comme attendu, ils nous enseignaient l'ABC de l'impression et de la correction d'épreuves et, au moins dans mon cas, ont contribué à améliorer mes capacités de rédaction en annotant brutalement les épreuves dactylographiées que je soumettais pour préparer un draft plus élaboré. De plus, ils ont éveillé notre intérêt à améliorer la publication d'ouvrages du Bureau, à mieux connaître les métiers de l'édition et encouragé à visiter des entreprises dans ce domaine. Enfin, ils travaillaient toujours avec les rédacteurs et réviseurs comme faisant partie d'une même équipe.

Bien qu'il dépendît d'un chef différent, le Stenographer and Typing Pool était un autre élément essentiel dans la chaîne du traitement des rapports de la conférence. Que ce soit sous la direction de Mme Cacopardo, Mme Lawrenson, Rosita Daly ou Isabel Miragaya, le Pool dactylographique était toujours prêt à donner un coup de main. Son personnel prenait en dictée des traducteurs, des épreuves dactylographiées lourdement corrigées, ou, comme avec moi, des textes manuscrits. En effet, pour aussi longtemps que je me rappelle, certains correcteurs ont toujours agi de la sorte, se rendant disponibles pour la préparation des épreuves, l'édition de ces épreuves ou diverses tâches pratiques, alors que les rédacteurs se trouvaient déjà submergés par le travail.

Pouvez-vous imaginer ce que donnait le personnel de notre Section Impression durant ces trois semaines ? Un seul exemple vécu personnellement. L'édition espagnole du compte rendu provisoire était imprimée par Kundig dans des locaux relativement modestes près de la vieille ville. Les typographes, certains suisses,

d'autres irlandais, un turc bizarre, quelques allemands, ne savaient pas pour la plupart, un mot d'espagnol. Il était assez pénible de composer une ligne entière, mot par mot, d'un manuscrit en bon espagnol, mais il s'y ajoutait des corrections manuscrites, orthographique, des écritures illisibles, venant de mains différentes, entre les lignes, dans les marges ou sur des bouts de papier attachés à la copie était bien difficile. Nos correcteurs occupés avec leurs propres tâches, devaient répondre à toutes les questions des typographes et les aider à démêler ce que le personnel du BIT travaillant dans l'urgence, avait voulu dire. La même situation arrivait à la Tribune de Genève où étaient imprimées les versions anglaises et françaises des Rapport provisoires.

Il s'agissait de la période de travail la plus lourde chaque année. Nous, les rédacteurs, réviseurs et traducteurs et le petit secrétariat composé de Lucile Harrison, Juliette Palacios et Claire Chan, partagions avec le personnel de la Section impression, sans aucun doute le plus lourd du travail chaque mois de juin, en y consacrant peut-être le plus d'heures, parce que les correcteurs et les censitaires (copistes) travaillaient en deux longs quarts. Ce fut une dure école, mais une expérience enrichissante qui m'a laissé de nombreux souvenirs inoubliables.

*Roberto P. Payró, ancien chef
Service d'édition et de traduction, décédé en 2017*

* Par la suite, je devins chef du Service, jusqu'à ma retraite en 1984

Le centenaire de l'OIT 100 ans de crises surmontées *par Takayuki Ando*

Alors qu'on célèbre du fond du cœur le centenaire de notre organisation mère l'OIT, il ne faut pas oublier que les longs chemins qu'elle a parcourus durant ces cent années n'ont pas nécessairement été plats et aisés. L'OIT a supporté non seulement les très dures années de la seconde guerre mondiale, obligeant le BIT à se séparer de 90% de son personnel (de 400 à 40) et à se réfugier à Montréal, mais également bien d'autres difficultés sérieuses durant sa longue histoire.

En raison de l'espace alloué à chaque contribution, je ne peux que toucher brièvement celles-ci. L'une des plus sérieuses et durables difficultés que l'OIT a eu à affronter a été la confrontation entre l'universalisme et le tripartisme, deux principes de base auxquels l'organisation se doit d'adhérer. La divergence d'opinions marquée sur ce point et le fort antagonisme entre le groupe employeur (ainsi que certains gouvernements, en particulier les Etats unis) d'une part, et les Pays de l'Est d'autre part, ont beaucoup dérangé le fonctionnement homogène de l'OIT, particulièrement durant la Conférence et autres réunions tripartites.

Ceci a duré bien des années, en fait depuis le milieu des années trente quand l'URSS est devenue membre de l'OIT, jusqu'au début des

années 1990 quand la confrontation Est-Ouest a finalement disparu.

Parmi les autres difficultés que j'ai ressenties personnellement, l'introduction de sujets politiques a créé une certaine confusion lors des Conférences, d'abord en 1963-64 à cause de la confrontation entre les états membres sur le problème de la discrimination raciale (Apartheid) en Afrique du Sud. J'entends encore le chahut et les vociférations dans le hall du Palais des Nations. Puis, au début des années 70, l'accusation ferme par les Etats unis de « politisation de l'OIT », en rapport aux conflits entre les états membres sur les relations Palestine-Israel, etc., qui ont conduit les Etats unis à suspendre le paiement de leur contribution au budget annuel de l'Organisation et finalement à se retirer de l'OIT pendant plusieurs années (1977-1980). Ceci a obligé le Bureau à prendre des mesures draconiennes pour diminuer ses activités, y compris des réductions de personnel.

Il ne faudra jamais oublier les efforts fournis d'abord par Wilfred Jenks, et après son tragique décès, par François Blanchard pendant ces dures années pour maintenir la position inébranlable du BIT.

L'OIT peut fonctionner efficacement si le monde fonctionne d'une manière harmonieuse et

ordonnée. Souvenons-nous des mots gravés en latin sur la première pierre de l'ancien BIT : « Si vous voulez la paix, cultivez la justice sociale », ainsi que ceux du Préambule de la Constitution de l'OIT : « Une paix universelle et durable ne

peut être établie que sur la base de la justice sociale ».

Takayuki Ando, fonctionnaire du BIT, 1956-86

Histoire de COOP du BIT ou un long itinéraire a travers le siècle dans le monde de la coopérative

par Igor Vokatch

«Depuis plus d'un demi-siècle, le Service des coopératives de l'OIT, connu sous diverses appellations à différentes époques, est l'un des plus grands et est probablement le plus grand dépositaire mondial des connaissances sur la coopération...» Alliance coopérative internationale, directeur, P.W. Watkins, 1970.

«Je suis un coopérateur et, à ce titre, j'ai la plus grande confiance en la vertu et l'efficacité de l'esprit coopérative». Albert Thomas, Premier Directeur du BIT, Coopérateur français et membre du Comité central de l'Alliance coopérative internationale.

Albert Thomas et le mouvement coopératif international

Quelques mois seulement après la création de l'OIT elle-même, en mars 1920, la Conférence internationale du Travail (CIT), à sa troisième session, adopta une résolution demandant au Bureau, «étant donné les relations étroites entre les questions du travail et ceux de la coopération», et pour «accorder une attention particulière à l'étude des différents aspects de la coopération liés à l'amélioration de la situation économique et sociale des travailleurs», a ainsi créé un secteur de la coopérative au sein de la Division des Renseignements et des Relations.



Comité international des Relations intercoopératives, 9-10 février 1931

À la suite d'une décision unanime du Conseil d'administration, le Service des coopératives a été créé au sein du BIT à l'initiative d'Albert Thomas en tant que Centre international de recherche, de

documentation, d'information et de conseil en matière de coopérative, ainsi que de liaison avec les organisations coopératives. Le Service a été conçu pour donner suite aux activités de l'OIT en

faveur du mouvement coopératif dans le monde entier. Le programme d'activités du service coopératif englobait toutes les formes de coopération et son champ d'observation économique et sociale couvrait un vaste horizon. Les activités du Service des coopératives ont été menées en parfaite harmonie et en collaboration avec les principales organisations coopératives internationales et nationales.

Recueillir, analyser et évaluer les informations sur tous les aspects des activités coopératives et les mettre à la disposition des États membres intéressés sous forme de publications spécialisées constituait la tâche principale. Ces informations ont été mises à la disposition des organisations coopératives, des personnes engagées dans la recherche, des institutions et des administrations publiques. Elles ont également été utilisées en partie pour la préparation de diverses publications par le Bureau, en particulier dans la Revue internationale du Travail. L'édition du « Répertoire international des organisations coopératives (de 1920 à 1988) » et des « Informations coopératives » publiée trimestriellement (de 1924 à 1978) ont aidé le mouvement coopératif à prendre conscience de son développement mondial et de la multiplicité de ses formes.

Des informations sur la coopération ont également été publiées dans le périodique « Informations sociales ». En outre, il était possible de consacrer au mouvement coopératif une section de l'Annuaire international du travail, publication triennale du BIT depuis sa création. Cette section a présenté sous une forme concise la documentation la plus complète pouvant être obtenue sur environ 500 organisations coopératives nationales établies dans 47 pays, ainsi que sur des organisations et institutions coopératives internationales. Aussi, le Directeur du BIT a inclus plusieurs paragraphes sur des questions d'actualité liées aux coopératives dans son rapport annuel.

Albert Thomas a mis cet instrument de recherche et de liaison à la disposition de l'Organisation et du mouvement coopératif. Il a participé plusieurs fois aux congrès de l'ICA (Alliance coopérative internationale). Il y a participé pour l'ultime fois au très représentatif 14^e Congrès de l'ICA à Vienne en 1930. La discussion a porté principalement sur la politique économique et

Albert Thomas a animé le Comité de politique économique et prononcé un discours.

Il convient de noter que le service coopératif de du BIT a été dirigé à ses débuts par une série de collaborateurs français, tels que M. Georges Fauquet (1920-1932) et son successeur, Maurice Colombain (1932-1947), intitulé Section des Questions de coopérative et du Service des organisations coopératives; le Service des coopératives a par la suite pris la dénomination de Direction générale des institutions rurales et apparentées, Direction générale des coopératives, Programme des coopératives, Unité coopérative.

Comité international des relations inter-coopératives

Afin de renforcer son influence et son rôle dans le mouvement coopératif international, le Comité de correspondance pour la coopération a été créé en 1923 par le BIT à son siège à Genève. Au cours de la 17^e session, le Conseil d'administration a approuvé la création du Comité de correspondance, composé d'experts nommés par les coopératives les plus qualifiées au regard des missions du Comité. La création de ce comité a apporté une contribution importante au mouvement de coopération au sein de l'OIT, tant sur le plan théorique que pratique. En outre, cela a permis à l'ICA d'être informée de l'ordre du jour de la Conférence.

En grande partie grâce aux efforts du BIT, les questions relatives à la coopération ont été inscrites à l'ordre du jour de la Conférence économique internationale de 1927 à Genève. La Conférence a rassemblé un grand nombre de participants du mouvement coopératif. Le service des coopératives du BIT a présenté deux documents traitant de l'importance de l'organisation coopérative dans la commercialisation des produits céréaliers et laitiers et de la fixation des prix par les coopératives.

En février 1931, le Comité de correspondance pour la coopération devint le Comité international pour les relations inter-coopératives. Il a été créé à la suite des actions entreprises par Albert Thomas lors du XI^e Congrès international de la coopération tenu à Gand en 1924 (voir photo page 27), où la discussion majeure sur les relations inter-coopératives a eu lieu à l'initiative conjointe de l'ICA et de la Confédération internationale de l'agriculture, conséquence d'une

résolution adoptée par la Conférence économique internationale en 1927.

Le développement des relations entre les mouvements coopératifs de l'agriculture et des consommateurs était l'un des objectifs du Comité international sur les relations inter-coopératives. Le Comité comprenait des représentants de l'ICA et de la Confédération internationale de l'agriculture. Albert Thomas a fait de ce comité un instrument grâce auquel il a donné autant d'élan et d'influence au mouvement coopératif qu'à l'institution qu'il dirigeait. Son double objectif était de promouvoir le développement de relations morales et économiques entre les organisations de coopératives de consommateurs et les coopératives agricoles et de servir d'organe de liaison entre le mouvement coopératif dans son ensemble et l'institution internationale officielle.

Son Président a toujours été le directeur du BIT et son secrétariat a été assuré par le Service des coopératives du BIT. La création de ce comité et son fonctionnement ont parfaitement caractérisé la diversité, l'unité et la continuité de l'action déployée par Albert Thomas, non seulement au sein de l'OIT, mais également au sein du mouvement coopératif français et international. Un lien fort avec le mouvement coopératif a ainsi été établi. Un autre objectif du comité était de maintenir le mouvement coopératif dans son ensemble en contact avec les institutions internationales, en particulier les organisations économiques de la Société des Nations, le BIT et l'Institut international de l'agriculture. Les travaux de ce comité, très estimés, ont été paralysés en 1939 par le déclenchement de la guerre.

Entre les deux Guerres mondiales, la recherche et l'information étaient les principales activités du BIT dans le domaine des coopératives. Le programme d'activités pratiques (coopération technique) a vu le jour en 1932. La première mission d'assistance technique en coopération a été effectuée par des fonctionnaires de l'OIT au Maroc à la demande du gouvernement marocain. Maurice Colombain a donné son avis sur la politique de développement des coopératives. De retour au Maroc en 1937, il est réputé avoir donné un élan au mouvement, en le faisant évoluer vers le logement et l'artisanat et en argumentant en faveur du développement de coopératives dans divers secteurs.

L'exil involontaire à Montréal et l'Après-guerre (1940-1949)

En 1940, le service coopératif du BIT a déménagé avec du personnel réduit à Montréal où son «Centre de travail» était situé dans des locaux mis à disposition par l'Université Mc Gill. Au cours de l'été 1942, le service coopératif du BIT, en collaboration avec la Ligue coopérative des États-Unis et la World Wide Broadcasting Foundation, organisa un congrès inopiné et donna l'occasion aux principaux coopérateurs de l'hémisphère occidental de s'adresser personnellement à une audience pan-américaine pour faire connaître ses réalisations, exposer ses problèmes et exprimer ses espoirs. Les résultats de ce Congrès ont été consignés dans la brochure intitulée «Le mouvement coopératif dans les Amériques», publiée à Montréal en 1943. La préface a été rédigée par Henry A. Wallace, Vice-président des États-Unis.

En 1943, le service des coopératives du BIT a lancé une enquête internationale dans le but de définir le rôle des organisations coopératives dans l'économie durant la période de guerre et de l'Après-guerre. Le mouvement coopératif a eu l'occasion de se préparer, grâce à la formation et à une action spécifique, à prendre sa part dans la vie économique nationale et internationale après la guerre. Des études et des rapports sur la coopération ont été préparés pour des publications générales du BIT, pour différentes Conférences et Commissions du BIT ou pour d'autres Organisations internationales. Le Service des coopératives du BIT a préparé et publié deux guides importants qui attirèrent l'attention de tous les organismes concernés par la réhabilitation et la reconstruction pour mener à bien la coopération sous ses diverses formes et sur ses avantages spécifiques, en tant que moyen de rétablir la santé de la vie économique et de réparer les destructions causées par la guerre. Ces ouvrages étaient respectivement intitulés «Organisations coopératives et secours d'après-guerre (1944)» et son ouvrage d'accompagnement, «Le mouvement coopératif et les problèmes actuels», avec une référence particulière à la réhabilitation et à la reconstruction (1945); les deux ont parlé de la collaboration entre l'OIT et le mouvement coopératif international dans le monde de l'Après-guerre.

Lors de la 26e session de la Conférence de l'OIT tenue à Philadelphie en 1944, le résultat notable

fut la décision de créer un comité de représentants chargé de faire le lien entre le BIT et le mouvement coopératif et de permettre la présence régulière des représentants d'Organisations internationales coopératives à la Conférence en qualité d'observateurs.

En décembre 1948, lors de la 107^e session du Conseil d'administration du BIT, l'Alliance coopérative internationale obtint un statut consultatif auprès du BIT.

Dans les années d'Après-guerre sous David Morse, Directeur général, il est très significatif que le service coopératif ait été inclus dans le Département Education des travailleurs et Relations (à présent inclus dans ACTRAV) et du Service des relations patronales (inclus dans ACTEMP). Ceci démontre la prise en compte des intérêts de groupes non représentés par ces deux services. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que l'OIT a lancé le programme d'éducation ouvrière. Au fil des années, les activités dans ce domaine ont été soumises à de nombreux changements, mais son objectif d'aide aux organisations de travailleurs a été maintenu et a rencontré le succès.

Avant la Guerre, la Commission internationale des relations inter-coopératives (1931-1939), présidée par le Directeur du BIT a connu le succès mais ne faisait pas vraiment partie du BIT. Par la suite, il avait été décidé d'aller de l'avant et, en mai 1946, le Conseil d'administration du BIT, à sa 98^e session, décida la création du Comité consultatif de la coopération. Le Comité a ensuite élu président à l'unanimité M.T.H. Gill, Président de l'ICA et de la Cooperative Wholesale Society (Royaume-Uni). La première réunion a eu lieu à Genève en octobre 1949 afin d'étudier un certain nombre de questions, notamment les possibilités de l'action coopérative dans les pays sous-développés. Dans ses recommandations, il a souligné le besoin d'une étude du droit des coopératives, afin d'aider les gouvernements des pays concernés à établir ou à améliorer "un cadre juridique adapté aux conditions particulières de développement du mouvement coopératif".

Le Comité devait être composé de représentants du Conseil d'administration et des mouvements coopératifs et de membres ad hoc spécialement invités à y participer. C'est ainsi que le Comité a vu le jour, avec pour objectifs complémentaires d'apporter le point de vue, l'expérience et les

conseils des organisations coopératives pour l'examen des problèmes qui préoccupent le BIT, et d'étudier des sujets purement coopératifs comme la législation, les statistiques, l'éducation, les relations inter-coopératives, etc.

Ultérieurement, des suggestions ont été faites par diverses régions du monde concernant l'élargissement du Comité consultatif de la coopération. À sa création, il comptait environ 15 à 20 personnes. Compte tenu de l'élargissement de la taille du Comité (environ 50), le Conseil d'administration du BIT a décidé en 1953 que le Comité devrait désormais fonctionner en tant que Comité de correspondance pour la coopération. Des membres pourraient être convoqués occasionnellement pour des consultations sur des questions spécifiques.

Pionnier des Programmes d'assistance technique du BIT

À la fin des années 40 et au début des années 50, le BIT entrait dans une nouvelle phase de ses activités qui visait à relancer les effets de la mission au Maroc décrite ci-dessus. Il a été non seulement nécessaire de rédiger des conventions et des recommandations, mais également de donner les instruments nécessaires aux agences, en particulier dans les pays les moins avancés, pour faciliter l'introduction et l'application des principes incorporés dans ces mesures. Certains pays dans le monde en étaient au début de leur développement économique et social et le BIT était convaincu que le mouvement coopératif pouvait les aider dans tous les aspects de leur développement. En diffusant l'idée d'une approche coopérative, le Bureau a servi de pont entre les pays d'Europe et d'Amérique, où le mouvement coopératif existait depuis de nombreuses années, et les nouveaux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dotés de grandes potentialités de développement. Cette période se caractérise également par l'intensification de la participation des gouvernements au développement des coopératives ainsi que par le grand intérêt des Organisations internationales pour le potentiel des coopératives. Les mouvements coopératifs se sont considérablement développés avec de nombreuses ressources gouvernementales et internationales.

En 1948, David Morse a pris ses fonctions de Directeur général. Entre 1949 et 1953, le BIT a

intensifié ses activités dans le domaine de la coopération. Les projets allaient d'enquêtes générales ou de la planification d'ensemble des mécanismes administratifs et promotionnels à des mesures concernant des activités spécifiques telles que les banques coopératives, les coopératives de consommation, les coopératives industrielles, les systèmes coopératifs d'éducation et de formation, etc. Les efforts du BIT, seul ou en collaboration avec d'autres Organisations internationales, ont souligné le rôle potentiel de la coopération dans le développement économique et social et ont de même profité directement au mouvement coopératif dans de nombreux pays. Un certain nombre de réunions se sont tenues sous les auspices du BIT en se consacrant spécialement à l'examen des questions de coopératives par des experts en coopération.

La coopération figurait également à l'ordre du jour ou dans les discussions d'autres organes de

l'OIT. Ainsi, la 26^e session de la CIT a inclus des références spécifiques à l'opportunité d'encourager les organisations coopératives. Les Conférences régionales de l'OIT en Asie (1947 et 1950) et au Proche et Moyen-Orient (1947) ont toutes deux adopté des résolutions distinctes concernant le développement des coopératives dans leurs régions respectives et ont fait référence à la valeur de l'action coopérative dans des Résolutions sur les impératifs économiques nécessaires au progrès social et aux conditions de vie et de travail des producteurs primaires. La cinquième Conférence des États américains membres de l'OIT (avril 1952) a adopté une résolution sur la coopération, dans laquelle elle a notamment recommandé qu'une enquête générale soit menée sur les progrès réalisés par le mouvement coopératif et a proposé la convocation d'une réunion d'experts sur la coopération.

A suivre

Un héros inconnu retraité. Basé sur des événements réels.

Un ami m'a raconté une histoire. La voici...

Un vendredi soir, j'étais devant un écran de PC en train d'écrire un mémoire de ma vie. Mon humeur optimiste a été interrompue par un ressentiment amer de voir le texte disparaître à une vitesse étonnante, détruisant tout le texte. Commenant par la dernière lettre que j'ai tapée. En paniquant, j'ai commencé à appuyer au hasard sur tout ce que je pouvais sur le clavier, comme un pianiste ivre. Miraculeusement cela a fonctionné; l'auto-suppression s'arrêta aussi brusquement qu'elle avait commencé.

Hélas, ma victoire fut de courte durée. Le fichier sur lequel je travaillais devenait comme un nuage, ou un marais, ou une crème (60%), avec le curseur dans le bourrage. J'ai perdu la possibilité de le modifier ou de l'envoyer à PRINT. Je suis un «homme mort», pensai-je. Non seulement ils regardent en direct ce que je produis à l'écran, mais ils peuvent également interrompre à tout moment le vol de mon extase.

Soudain, une lumière rouge menaçante envahit la pièce. «Oui, vous êtes un homme mort», reprit le flash rouge en lettres majuscules, lisant dans mon cerveau à ne sais pas quelle distance. Je ne pus dire «Impressionnant» qu'en n'en croyant pas mes

yeux. Frappé d'horreur et de frissons dans le dos, je me suis mis à quatre pattes sous le bureau comme le «Manuel de guerre des ménages» nous ordonne de faire en cas d'attaque nucléaire.

Scintillante, la «lumière rouge» s'estompa à une vitesse lente et astucieuse. J'ai donc gagné. L'ennemi a déserté le champ de bataille à la suite de ma manœuvre opportune. Au premier soleil, j'étais toujours sous le bureau transpirant de sueurs froides et de la fatigue que la victoire me coûta.

Ma glorieuse victoire reposait sur deux postulats. Numéro un: la retraite est une embuscade. Numéro deux: la défaite est une victoire, à la Pyrrhus, la plus destructrice. Bien sûr, ma victoire a surpassé Trafalgar, Waterloo et El-Alameyn réunis. Mais pas Stalingrad, certes.

Pour cela, je suis encore un peu faible dans les tripes. Pour la première fois, un petit homme comme moi, unique sur cette planète, a infligé une défaite écrasante au tout-puissant international e-Intruder «Red Light» qui nous surveille subrepticement de derrière les écrans. Ne l'appelons pas encore la «Mère de toutes les batailles».

Message

Sur la base des règles de la guerre, je voulais envoyer un ultimatum à l'e-Intruder pour qu'il le signe en utilisant des citations appropriées du *New Oxford Dictionary of English Slang et Rude Words* (épuisé), mais je l'ai ensuite écarté de ma pensée. Le «feu rouge» était tellement démoralisé qu'il n'a laissé aucune adresse IP lors de sa fuite du champ de bataille. Un lâche. La grâce de mon vainqueur ne connaissait pas de limites. Il s'est notamment manifesté par le fait que je ne souhaitais pas que

l'intrus soit «mieux mort que rouge». En effet, à la suite de l'engagement ci-dessus pour la réunion en ligne, le «feu rouge» ne m'a jamais rendu visite. C'était Probablement tenir compte de la sagesse des gens: une fois battu - deux fois timide.

Mis en attente de l'histoire par Alexander Samorodov, retraité du BIT.

Alexander Samorodov

Aquaculture

En arrivant au Bangladesh en 1984, comme membre du Programme Mondiale du travail, j'ai constaté que le Bureau du BIT avait un solde de fonds inutilisés de dollars EU 4.000 à retourner au siège. Après avoir voyagé dans le pays et vu la quantité de bassins, petits lacs et terrains non exploités, j'ai proposé qu'un mini-projet, avec le premier exportateur de gambas du pays, soit envisagé.

Avec le biologiste marin, nous avons préparé un programme d'initiation audiovisuelle, puis sommes partis dans la partie sud du pays organiser des rencontres avec les possibles intéressés, paysans, propriétaires et autres. La plupart des participants voulurent faire des essais avec l'aide de notre spécialiste et de nos homologues du BMET...

C'est avec une grande satisfaction que j'ai lu l'article du 17 février dernier paru dans *The Economist*, expliquant que la pisciculture au Bangladesh avait multiplié par 19 sa production entre 1984 et 2016, pour atteindre un total de 2,2 millions de tonnes! Non seulement des centaines de milliers d'emplois mieux payés ont été créés, mais le poisson est devenu accessible, à moindre prix, tant dans les villes que dans les zones rurales. Les possibilités d'emploi dans l'année ont plus que doublé comparées à celle du riz. Un autre et important plus, est la meilleure alimentation en protéines, vitamines et minéraux, faisant grandir plus et mieux les enfants. La baisse du prix des poissons dans les marchés, permet aux ouvriers urbains de virer plus de fonds à leurs familles rurales.

William Mellgren

« Labour joke » (plaisanterie au travail)

Dans le monde du travail, il existe une richesse illimitée de relations humaines. Un seul épisode, que je souhaite raconter ici, peut montrer comment l'ambiance se déroule et contribue à faire du lieu de travail un environnement suggestif et créatif. J'ai participé à Lima, au Pérou, à une réunion des directeurs de l'OIT de la région sud-américaine. Elimane Kane était l'autorité supérieure qui dirigeait la réunion, il était directeur général adjoint au siège. Parmi les autres directeurs, Carlos Alberto de Brito, directeur du Bureau à Brasilia était présent. C'était le mois du carnaval de Rio, l'un des festivals les plus célèbres du pays. Dans une conversation informelle, j'ai indiqué que je passerai au Carnaval à Rio.

Quand j'arrivais à Montevideo, ma secrétaire ne savait pas comment me dire que j'étais officiellement non autorisé à aller au Carnaval de Rio. Après une conversation préparatoire elle m'a finalement présenté un télégramme (ce n'était pas encore l'heure de la communication numérique) qui avait été envoyé par Elimane Kane. Elimane faisait valoir que le Carnaval était l'endroit d'abus de toutes sortes contre l'être humain et donc incompatible avec un fonctionnaire international.

Maria Elisa, employée de bureau dévouée et attentionnée a été attristée par ma situation qui allait à l'encontre de mes souhaits personnels. Elle a été soulagée quand j'ai ri de l'interdiction d'Elimane Kane.

J.C. Alexim

Les bureaux extérieurs de l'OIT face aux changements politiques, aux conflits civils et aux coups d'Etat

Le Bureau sous-régional du Pacifique Sud en 1987

Au cours des 100 ans d'histoire de l'OIT, de nombreux bureaux extérieurs de l'Organisation ont été témoins de changements brutaux de gouvernement - beaucoup par la force, d'autres du fait de renversements inattendus de la majorité électorale. Représenter l'OIT dans ces circonstances a posé de vrais problèmes au personnel qui a dû faire le maximum pour maintenir un bureau opérationnel à la hauteur des

principes les plus élevés de l'OIT. Cet article relate les principales difficultés auxquelles le Bureau de l'OIT à Suva a été confronté entre fin 1986 et fin 1987. Cette période a été marquée par la victoire électorale surprise d'un parti travailliste de l'opposition, suivie d'un coup d'État militaire, d'une période de conciliation et finalement d'un deuxième coup d'État décisif et plus brutal.



Bureau Suva, mars 1989

Devant de gauche à droite : Dirk Jena, Violet Whippy, Mere Sakitoto, Raagini Prasad, Alette van Leur, Laisa Levula, Ilispaci Jinta, Meli Tunisau ; derrière de gauche à droite : Moira McDonald, Nisha Azimullaj, Arthurleen Lilo, Nelien Haspels, Christine Cornewell, Merry Johnson, Harry Hatton

Suva : une plaque tournante pour les programmes dans le Pacifique Sud

En 1986-87, l'OIT comptait trois Etats Membres (Fidji, Iles Salomon et Papouasie-Nouvelle-Guinée) et un programme de coopération technique très vaste et diversifié, réparti dans plus de 12 petits Etats insulaires du Pacifique Sud. La couverture géographique du Bureau était considérable. Les programmes allaient du développement rural à la formation professionnelle dans les métiers de base, en passant par les droits et revenus des femmes, la gestion hôtelière et touristique, la sécurité et la santé au travail dans la foresterie, la population et le développement, l'éducation des travailleurs, la formation maritime et les techniques d'emploi à forte intensité de main-d'œuvre, jusqu'à des services de conseil portant sur le développement des entreprises, les politiques de l'emploi et de la sécurité sociale et les normes internationales du travail.

L'appui que pouvait apporter le Bureau de l'OIT à Suva à ces programmes dépendait dans une large mesure de la fiabilité et de la régularité des moyens de communication ainsi que de déplacements sur de longues distances entre Fidji et les Etats insulaires, représentant environ un tiers du globe "aquatique". Les défis étaient phénoménaux : à cette époque les télécopieurs n'étaient pas encore largement répandus, il n'y avait pas d'Internet ni d'accès à des lignes de téléphone directes; en outre, le nombre de compagnies aériennes était limité, et les vols peu fréquents.

Les moyens disponibles (téléphones par l'intermédiaire d'une centrale téléphonique à Suva, messages télex et virements télégraphiques de fonds et vols réguliers) étaient essentiels pour assurer la liaison avec les partenaires tripartites et les experts de l'OIT en dehors des Fidji.

Fidji : Un numéro d'équilibriste

Chacun des États insulaires du Pacifique Sud a une histoire, une identité culturelle et des systèmes politiques et économiques qui lui sont propres. Le Bureau de l'OIT pour le Pacifique Sud était (comme c'est toujours le cas) basé aux Fidji et le personnel du BIT a été particulièrement sensible à l'histoire, à la diversité ethnique et aux mesures spéciales de gouvernance de ce pays. La population est constituée de peuples autochtones fidjiens, d'autres insulaires du Pacifique, de descendants de travailleurs indiens engagés pour les récoltes et de descendants des premiers colons chinois et européens. Après l'indépendance du Royaume-Uni, les lois régissant la propriété foncière ainsi que la Constitution ont été élaborées avec le plus grand soin de manière à protéger les droits des différents groupes et à assurer l'harmonie. Ce numéro d'équilibriste a plus ou moins bien fonctionné jusqu'en 1987.

Des vents politiques perturbent le Bureau de l'OIT

Pendant de nombreuses années avant la période 1986/87, le Parti de l'Alliance, mené par des Fidjiens de souche, a dirigé le gouvernement. Les relations avec l'OIT étaient excellentes depuis l'ouverture du Bureau en 1975.

Au début des années 80, deux événements ont assombri les relations entre le Bureau de l'OIT et le gouvernement. Le premier sujet de conflit portait sur l'utilisation de la main d'œuvre communautaire dans la vie villageoise fidjienne, dont le parti d'opposition de l'époque considérait qu'elle ne respectait pas la convention de l'OIT sur le travail forcé. Cette situation a conduit les membres nationalistes du Parti de l'Alliance (le Taukei) à envisager de dénoncer la convention. Le deuxième sujet d'inquiétude était lié au fait que le gouvernement craignait que le projet d'éducation des travailleurs mené par l'OIT ne soit utilisé pour renforcer le Parti travailliste. Au début de 1986, le Bureau de l'OIT à Suva a été prié de mettre un terme à ce projet sauf contrôle plus strict sur les activités syndicales. Les relations étaient suffisamment tendues pour qu'un Directeur général adjoint du siège du BIT se rende à Suva pour rencontrer le Premier ministre et le ministre du Travail, ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs. L'atmosphère a ainsi été apaisée pendant quelque temps. A la fin de 1986, le Parti travailliste fidjien multiethnique, coalition du Parti travailliste et du Parti de la Fédération nationale indo-fidjienne, a

créé la surprise en obtenant la majorité aux élections parlementaires.

Le gouverneur général a fait prêter serment au nouveau gouvernement quelques mois plus tard, durant le premier trimestre de 1987. Le nouveau Premier ministre était d'origine fidjienne et fondateur du Parti travailliste fidjien. Les discours d'investiture ont souligné le rôle important de l'OIT aux Fidji, qu'il s'agisse de normes internationales du travail ou de coopération pour le développement. Le Directeur du Bureau de l'OIT qui était présent a reçu une tape amicale dans les côtes de la part du Coordonnateur résident du PNUD avec un commentaire selon lequel l'OIT pouvait aller de l'avant.

Moins d'une semaine après la prise de fonction de ce gouvernement, le nouveau ministre des Finances, dirigeant syndical d'origine indienne et personnalité clé du Parti travailliste, a convoqué le représentant de l'OIT dans son bureau. Il a demandé à l'OIT d'agir très rapidement pour obtenir des fonds afin de lancer des projets de création d'emplois et de développement des entreprises. Le temps était compté.

Jusqu'au 12 mai 1987, le Bureau de l'OIT à Suva a eu le vent en poupe.

Les coups d'Etat

Le 13 mai, un coup d'État a eu lieu mené par le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka. Celui-ci a suivi un modèle de manuel scolaire, et on a dit que la thèse qu'il avait présentée à l'université militaire australienne de Duntroon portait sur les différents types de coups d'Etat. Les parlementaires du Parti travailliste ont été regroupés et emprisonnés avec des syndicalistes. L'armée s'est emparée de la radio et des télécommunications. Les transports aériens et maritimes ont été perturbés, des fournisseurs et des industries clés ont dû ralentir leurs activités. Les barrages routiers et les couvre-feux ont maintenu la population sous contrôle.

La tension est restée à un niveau élevé au cours des mois qui ont suivi alors que les différentes entités politiques nationales et le gouverneur général cherchaient à trouver un compromis et des solutions acceptables. Les restrictions ont été maintenues mais quand le couvre-feu a été assoupli, il est devenu possible de voyager. Toutefois, les efforts de conciliation ont échoué. En septembre 1987, un deuxième coup d'Etat militaire a eu lieu, avec des mesures beaucoup

plus sévères, notamment un couvre-feu strict, l'emprisonnement des syndicalistes et autres militants et journalistes. Le Coordonnateur-résident des Nations Unies a mis en place un Comité de sécurité et déclaré une situation d'urgence, ce qui a limité les déplacements du personnel des Nations Unies aux Fidji.

Ces mesures ont eu un impact dévastateur sur l'économie au cours des mois suivants. Le tourisme a chuté. Du fait de l'incertitude de la situation et de l'absence de primauté du droit, les entreprises ont fermé et des personnes qualifiées ont commencé à quitter le pays. Peu de temps après, la Constitution a été abrogée et les Fidji ont quitté le Commonwealth. Certaines ambassades ont rappelé leurs ambassadeurs et les hauts commissaires ont été remplacés.

Choix difficiles pour le Bureau de l'OIT

Depuis le premier coup d'État jusqu'à plusieurs mois après le second coup d'État, le Bureau de l'OIT à Suva a été confronté à un certain nombre de problèmes. La préoccupation immédiate était la sécurité : pour les experts techniques internationaux, répartis dans le Pacifique ; pour le personnel local de coopération technique ; et pour le personnel local appartenant à des groupes ethniques différents. Les communications avec le Bureau régional et le siège, à l'intérieur des Fidji et avec les autres États insulaires étaient très compliquées car les moyens habituels de communication avaient été coupés ou étaient soigneusement surveillés. En outre, il était difficile d'obtenir des informations sur la situation politique et la sécurité des partenaires sociaux de l'OIT et de défendre les principes fondamentaux de l'OIT dans cet environnement hostile. Enfin, au sein du Bureau, tout était fait pour éviter les discussions politiques, mais il est rapidement devenu évident que le personnel d'origine indienne estimait plus sage de partir. Dans les mois qui ont suivi, le roulement de personnel a été considérable et il a été difficile de maintenir un équilibre ethnique dans le recrutement.

Nous avons trouvé des solutions à certains de ces problèmes. Immédiatement après le premier coup d'État, le Bureau de l'OIT a pu utiliser les installations de communication par satellite des ambassades étrangères pour envoyer des messages au Siège et au Bureau régional. C'était une décision délicate alors que nous tenions à conserver notre statut international et notre caractère tripartite. Comme il n'était pas juste de

demander au personnel local d'effectuer des tâches susceptibles de le mettre en danger, c'est un expert associé qui a été chargé de faire les déplacements à l'aéroport en brandissant son laissez-passer, au volant de notre encombrante Toyota Crown sur laquelle flottait le drapeau de l'OIT. Téléphoner, dactylographier et transmettre certains télex, dans des langues autres que l'anglais, autant de tâches qui ont été confiées à la haute direction.

Les contacts importants que nous avions établis avec les partenaires sociaux étaient difficiles à maintenir pendant les heures de bureau et pendant le couvre-feu du soir, mais en traversant les jardins et les haies après le coucher du soleil pour nous rendre chez les gens, nous sommes restés en contact et avons pu nous enquérir de leur situation. Pendant les périodes paisibles, même les rencontres sur les terrains de golf permettaient d'obtenir des informations utiles sur l'évolution de la situation politique.

Le Comité de sécurité de l'ONU était chargé de conseiller et de guider le personnel de l'ONU en cas d'urgence. Il y avait une tension constante au sein du comité quant aux mesures qui pourraient être prises pour ne pas exaspérer le gouvernement militaire. Pour sa part, l'OIT avait décidé que lorsque, grâce à nos contacts, nous apprendrions qu'il y avait un risque de troubles civils dans la ville, nous renverrions le personnel du bureau chez lui dans la grande camionnette blanche laissée à notre disposition par un projet syndical régional récemment achevé. Nous appellerions le PNUD pour l'informer de la fermeture du bureau et proposerions de raccompagner le personnel du PNUD grâce à notre camionnette. Nous étions très heureux d'avoir ce fourgon !

Cette période a été très triste pour nous tous qui aimions les îles et leurs habitants. Avec les deux coups d'État, quelque chose avait été cassé. De nombreux espoirs avaient été anéantis et la vie dans le Pacifique a changé radicalement et pour longtemps*. Quelques temps après le coup d'État, le Directeur et le Directeur adjoint du Bureau de l'OIT à Suva ont été invités à rencontrer celui qui était devenu le Brigadier général à la tête du pays, Sitiveni Rabuka. Il nous a demandé de lui expliquer les principes et le fonctionnement de l'OIT. L'exercice était très périlleux : des syndicalistes et des féministes étaient détenus, la CISL avait envoyé une mission d'enquête aux

Message

Fidji, les conséquences du tripartisme et l'application des normes de l'OIT sur le travail forcé restaient une source de discussion et de confusion. Nous avons joué franc jeu et nous nous sommes quittés sur une poignée de main.

S'il y a eu un point positif dans cette tourmente, c'est que les défis et les crises nous ont réunis en tant que collègues du BIT. Nous avons noué de solides liens d'amitié qui sont toujours présents. Une réunion à Fidji avec certains membres du Bureau de l'époque, personnel international comme personnel national, est d'ailleurs à l'étude.

Sally Christine Cornwell, Mary Johnson

* L'incertitude politique a subsisté pendant un certain nombre d'années après les deux coups d'État de 1987. Un relatif apaisement a permis à l'OIT de poursuivre son travail pendant cette période. La photo ci-jointe du personnel de l'OIT à Suva a été prise en 1989. L'histoire s'est cependant répétée plusieurs années plus tard, lorsqu'un nouveau coup d'État a eu lieu en 2000, remplaçant une nouvelle fois un gouvernement élu dirigé par une coalition multiraciale. La période 2000-2006 a été très instable, ce qui a conduit à un nouveau coup d'État en 2006. Une crise constitutionnelle a eu lieu en 2009, entraînant une prise de pouvoir brutale. Après une interruption de plusieurs années, des élections législatives ont eu lieu en 2014. L'actuel Premier ministre, qui avait joué un rôle déterminant dans le coup d'État de 2006, a alors été élu.

Visages et souvenirs du passé

par *Liz Sommaro*

La vie au département des services financiers, ou à l'époque le Budget et du Contrôle, PAIE (Unité centrale des salaires et l'Unité des Claims) et TRESOR (Service de la trésorerie et des investissements)- il y a eu tellement de changements dans les noms c'est difficile de les suivre tous ! Qui peut dire que la finance et la

comptabilité est un travail ennuyeux et fastidieux? C'était le temps où nous avons apprécié nos contacts quotidiens et nos différences, et pour faciliter notre vie professionnelle nous nous sommesentraînés. Nous avons été très fidèles à notre organisation et avons apprécié nos vies en tant que fonctionnaires internationaux.



Les dames de ce groupe -pour la fête de retraite de M. Erbüke - représentaient au moins 16 nationalités qui, comme vous pouvez le constater, ont vraiment apprécié la compagnie de l'entourage autour d'eux. Pouvez-vous les nommer tous- indice: photo datée de mars 1993.

Qui peut oublier l'incident quand, après une très forte pluie, de l'eau coulait du plafond près du bar des délégués R.3, un collègue a mis un grand récipient pour cuire la viande (cuisine du BIT)

remplie d'eau et de poisson en plastique et un homard avec une légende « Donations -Fonds pour la rénovation du toit ». Nous travaillions à l'époque sur une énième version d'un document

de la PFAC concernant les travaux de rénovation à réaliser - nous ne savons toujours pas qui a pris l'argent et le homard!

Mais qu'est-ce qui rendent la vie quotidienne et les contacts plus faciles à gérer entre les fonctionnaires de tant de nationalités différentes avec leurs propres langues et cultures ? Eh bien, voici quelques photos des rassemblements pour les déjeuners, les promotions et les fêtes d'adieu, appréciées par les « travailleurs » de Finance. Les brunchs canadiens (organisé par le Secrétariat du Trésor), où tous les invités- comptables et patrons- apportaient un plat ou des boissons régionales qu'ils ont préparées, ils ont eu beaucoup de succès car nous avons tellement de cultures diverses dans le Service. Barbara Farrish-Walker, l'un des patrons, a aidé à faire la vaisselle pendant que d'autres nettoyaient le local que nous avons emprunté.

L'atmosphère était toujours joyeuse; le fait de mieux se connaître dans une atmosphère

harmonieuse favorisait de bonnes relations de travail dans notre vie quotidienne. Les fêtes d'adieu comprenaient les invités que le retraité souhaitait être présent, mais aussi toujours les chefs, pas seulement pour les discours et les cadeaux, mais par respect mutuel des deux côtés. C'était aussi un moyen de remercier les collègues des autres départements pour leur soutien et leur assistance au fil des ans, car sans eux, le travail ne pourrait pas être achevé et finalisé - un véritable « travail d'équipe » pour accomplir les tâches.

La plupart d'entre nous restent en contact, même à la retraite, pour parler du « bon vieux temps » et sommes très fiers que l'OIT ait atteint l'âge de 100 ans et que nous avons contribué, bien que peut-être dans une tout petite mesure, à sa survie.

Pour ceux qui nous ont quittés et ne sont plus là pour voir cet anniversaire, ou ne pourront pas venir à Genève pour les célébrations de l'année prochaine, vous êtes et serez pour toujours dans mon / nos cœur (s).

Nations Unies

Hommage à Nelson Mandela

Une statue de Nelson Mandela a été inaugurée au siège des Nations Unies à New York lundi en l'honneur du 100^{ème} anniversaire de la naissance de l'ancien président sud-africain.



Statue de Mandela à l'ONU New York

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré lors de la cérémonie d'inauguration que M. Mandela « symbolisait les

plus grandes valeurs des Nations Unies : paix, pardon, compassion et dignité humaine ». Sa lutte contre l'apartheid « est une étape importante dans les droits de l'homme et la liberté », a ajouté le chef de l'ONU, remerciant le gouvernement sud-africain pour avoir fait don de cette statue.

Une réunion de haut-niveau, le Sommet de Mandela pour la Paix, était organisée lundi à l'ONU pour encourager les dirigeants de la planète à réitérer leur engagement envers la paix mondiale, la prévention des conflits, la résolution des conflits, la consolidation de la paix, la promotion et la protection des droits de l'homme et les initiatives de développement sur le long-terme.

Les Etats membres de l'ONU avaient décidé en décembre 2017 d'organiser un sommet pour le 100^{ème} anniversaire de la naissance de Nelson Mandela.

(ONU).

Déclaration de l'ONU concernant l'UNRWA

L'ONU a dit regretter la décision des Etats-Unis de cesser son financement à l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens.

Vendredi, le Département d'Etat américain a annoncé la décision de Washington de ne plus verser de contributions financières supplémentaires à l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

« Nous regrettons la décision des États-Unis de ne plus apporter de financement à l'UNRWA, qui fournit des services essentiels aux réfugiés de Palestine et contribue à la stabilité dans la région », a dit Stéphane Dujarric, le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, dans une déclaration de presse rendue publique vendredi soir. « Les États-Unis ont toujours été le principal contributeur à l'UNRWA. Nous apprécions son soutien au fil des ans », a ajouté le porte-parole d'António Guterres.

M. Dujarric a souligné que l'UNRWA bénéficie de la pleine confiance du chef de l'ONU. « Le Commissaire général Pierre Krahenbuhl a mené un effort rapide, novateur et infatigable pour surmonter la crise financière inattendue à laquelle l'UNRWA a dû faire face cette année », a-t-il dit.

En janvier 2018, le gouvernement américain avait déjà considérablement réduit sa contribution à l'UNRWA. L'aide des Etats-Unis à l'agence onusienne pour l'année en cours était passée de 360 millions à 60 millions de dollars.

Suite à l'annonce de cette réduction consécutive de la contribution américaine, le Commissaire

général de l'UNRWA avait élargi la base de donateurs, levé de nouveaux financements considérables et exploré de nouvelles pistes de soutien pour parer aux difficultés financières. En outre, l'Office a pris des mesures de gestion internes extraordinaires pour accroître son efficacité et réduire les coûts. L'ensemble de ces efforts avait permis à l'agence onusienne de pouvoir annoncer le 16 août la reprise normale de la rentrée scolaire qui a eu lieu mercredi dernier dans ses 711 écoles.

L'UNRWA a été créé en 1949 au lendemain de la guerre israélo-arabe de 1948 qui a provoqué le déplacement de 750.000 réfugiés palestiniens. Depuis 68 ans et en dépit des conflits et tensions et dans la région, l'Office a continuellement apporter des services vitaux aux réfugiés palestiniens vivant en Cisjordanie (Jérusalem-Est comprise) et dans la bande de Gaza ainsi qu'en Jordanie, au Liban et en Syrie. Plus de 5,2 millions de Palestiniens sont aujourd'hui enregistrés par l'agence onusienne comme réfugiés.

« L'UNRWA dispose d'un solide bilan en matière de dispenses de services de qualité dans les domaines de l'éducation, de la santé et d'autres services essentiels, souvent dans des conditions extrêmement difficiles, aux réfugiés de Palestine qui en ont grandement besoin », a rappelé M. Dujarric. Par la voix de son porte-parole, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé les autres pays à aider à combler le déficit financier restant de l'UNRWA afin que l'agence onusienne « puisse continuer à fournir cette aide vitale, ainsi qu'un sentiment d'espoir pour cette population vulnérable ».

Santé

Ces articles ne doivent pas être considérés comme une alternative à une consultation avec un professionnel. L'état de santé de chaque individu concerné ne peut être évalué que par un professionnel de la médecine qualifié.

Prévenir l'ostéoporose : comment booster son capital osseux ?

De nombreuses femmes découvrent, le plus souvent à la ménopause vers 50 ans, une fragilité osseuse, appelée ostéoporose, qui expose à des risques de fractures. A l'occasion de la journée

mondiale contre l'ostéoporose en octobre 2017 un tour d'horizon des principaux conseils à adopter le plus tôt possible pour prévenir le risque a été fait.

Sport et prévention dès l'enfance

Une activité sportive renforcée – au moins 3h30 par semaine – avant la puberté, dès le plus jeune âge en période de croissance, permet de favoriser le développement osseux selon de récentes études. Les sports avec un effet ostéogénique (relatif à la formation de tissus osseux) le plus important sont le football, le basket-ball et le handball, s'ils sont pratiqués jeunes. Ces sports d'équipe garantissent une accumulation de masse osseuse plus forte que d'autres sports aux effets moins ostéogéniques comme la natation.

Un régime anti-inflammatoire tout au long de la vie

Selon une étude publiée en janvier 2017 dans le *Journal of Bone and Mineral Research*, les femmes qui adoptent un régime pro-inflammatoire ont deux fois plus de risque de se fracturer la hanche que les femmes adoptant le régime le moins inflammatoire. D'où l'intérêt de miser sur un régime méditerranéen à base de fruits, de légumes, de poissons, d'oméga-3 et de céréales complètes. Sans oublier la vitamine D (sardines, maquereaux, foie de veau, œufs et l'huile de foie de morue) indispensable pour le développement et la régénération de l'os.

Calcium, vitamine D et sport après la ménopause

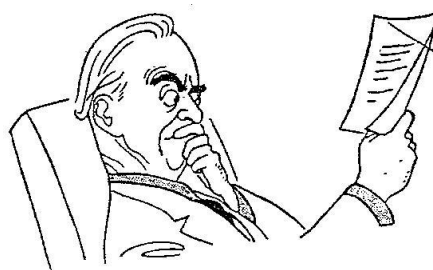
À l'apparition d'une première fracture ou en prévention, les femmes ménopausées doivent veiller à avoir un apport calcique suffisant en consommant des yaourts, du fromage, mais aussi des fruits et légumes comme le brocoli ou l'épinard et les fruits secs (noix, amandes, figues séchées). Il est important aussi de surveiller l'exposition au soleil pour les apports en vitamine D. Attention aussi à une consommation excessive de café et d'alcool. Si deux verres de vin rouge

sont bénéfiques contre l'ostéoporose, trois peuvent aggraver la maladie.

Côté sport pour prévenir la fonte osseuse, la marche est un très bon compromis pour celles qui doivent éviter les sports à impact tout en travaillant le cardio. Le weekend, on peut s'offrir une grande marche d'une heure à allure vive ou une randonnée, avec des bâtons de marche nordique, par exemple, pour solliciter également le haut du corps et les bras.

Astuce dont les seniors auraient tort de se priver, sautiller avec prudence pendant deux minutes tous les jours renforcerait les os des hanche des personnes âgées et éviterait les risques de fracture en cas de chute, selon des chercheurs du National Center for Sport and Exercise Medicine (NCSEM) de l'université de Loughborough (Royaume-Uni).

Ces recommandations sont également applicables aux hommes, qui eux aussi, peuvent être atteints par des maux tels que ceux décrits ci-dessus, au moment où ils sont concernés par l'andropause.



*L'optimiste pense qu'une nuit est entourée de deux jours,
le pessimiste qu'un jour est entouré de deux nuits.*

Troubles de l'équilibre, troubles de la marche chez les personnes âgées

Quelles que soient leurs causes spécifiques, les troubles de l'équilibre et les troubles de la marche constituent des facteurs importants de risque de chute et donc un risque accru d'hospitalisation et de décès.

Troubles de l'équilibre

Ils sont courants chez les personnes âgées, ils doivent être pris au sérieux car ils peuvent

correspondre à la présence d'un problème neurologique ou autre.

On les ressent surtout lors de la marche ou lorsque la personne se met debout. Ils peuvent être plus ou moins sévères (entraînant éventuellement des chutes), interférer avec les tâches quotidiennes, être associés à d'autres symptômes (douleurs, faiblesse musculaire, vertiges, etc.). Ils peuvent être extrêmement

invalidants dans la vie quotidienne, et restreindre considérablement l'autonomie de la personne.

Leurs causes sont nombreuses, entre autres :

- Certains médicaments, en particulier les psychotropes (benzodiazépines, neuroleptiques, antidépresseurs), les antiépileptiques, les médicaments utilisés en cardiologie, etc.
- les troubles de l'oreille interne ou du cervelet, organes de l'équilibre
- les troubles neurologiques
- les troubles musculaires
- l'hypotension orthostatique (baisse de la pression artérielle au moment du passage à la station debout), très fréquente chez les personnes âgées

En cas de **vertiges intenses**, les causes possibles sont, entre autres (*voir QNT 99, avril 2015*) :

- la maladie de Ménière
- la névrite vestibulaire
- le vertige paroxystique positionnel bénin

Autres causes possibles :

- hypoglycémie (baisse du sucre dans le sang)
- hypertension intracrânienne (p.ex. tumeur)
- sclérose en plaques
- crises de migraine
- épilepsie
- maladie de Parkinson
- baisse de l'acuité visuelle

La solution dépend évidemment de la maladie en cause, d'où la nécessité d'une évaluation médicale complète.

Lorsque les pertes d'équilibre sont liées à la prise de médicaments, il faut diminuer les doses ou changer de médicament.

Dans les autres cas, en fonction de l'affection en cause, il sera possible d'atténuer les symptômes grâce à un traitement pharmacologique ou une rééducation.

La prévention des chutes est primordiale à cause du risque de fracture et de complications graves. Il faut adapter l'habitation en supprimant les obstacles, enlever les tapis, et pouvoir facilement alerter l'entourage ou les urgences en cas de chute (en portant un bracelet électronique notamment).

Les troubles de la marche

Ils sont également fréquents chez les personnes âgées. Un tiers des personnes de 65 à 74 ans et deux tiers de celles de plus de 85 ans rapportent

des difficultés pour marcher 400 mètres. Dans une étude récente, plus d'un tiers des personnes âgées de 70 ans ou plus vivant à domicile, présentaient des troubles de la marche, la prévalence allant de 24% chez les 70-74 ans à 46% chez les 85 ans ou plus.

La marche normale est une activité inconsciente, automatique et coordonnée résultant de l'interaction entre systèmes nerveux et musculo-squelettique. Les caractéristiques de la marche varient d'une personne à l'autre, avec une tendance à la diminution de la vitesse de 15% par décennie après 70 ans. Cette diminution semble être principalement provoquée par une réduction de la longueur du pas plutôt que par la cadence de marche. Chez les hommes et les femmes de 70 à 79 ans en bonne santé, la vitesse de marche est habituellement d'environ 1,2 m/sec et 1,1 m/sec, respectivement.

Les troubles de la marche sont nombreux, en voici quelques-uns :

Marche instable, non coordonnée, « ébrieuse », déficit moteur d'origine ostéo-articulaire, boiterie, steppage (pied tombant), démarché en canard, petit pas, hésitation, diminution du ballant des bras, demi-tour en bloc, raideur, marche irrégulière et inégale, marche bras écartés, marche précautionneuse, raccourcissement du pas, ralentissement de la vitesse, difficulté de démarrage, augmentation du ballant des bras, blocage.

Ils signalent un risque accru d'événements adverses ultérieurs, en plus de constituer un des principaux facteurs de risque de chute comme nous l'avons dit au début de cet article. Selon une étude prospective, une vitesse de marche inférieure à 1m/sec serait corrélée à un risque cinq ans plus tard d'hospitalisation et de décès de 50% à 60%. Ces troubles signalent aussi un risque accru de voir apparaître des troubles cognitifs et un déclin fonctionnel.

Dans une autre étude, les troubles de la marche précédaient l'apparition d'une démence à cinq ans, principalement de type non Alzheimer. Au total, les troubles de la marche sont un excellent *marqueur de fragilité* chez les personnes âgées : ils sont importants à évaluer car ils peuvent fournir des informations diagnostiques et pronostiques précieuses. Cette évaluation est facilement réalisable au cabinet médical et permet d'orienter et d'adapter en conséquence la prise en charge.

Une multitude de pathologies peuvent entraîner des troubles de l'équilibre et de la marche chez les personnes âgées : atteintes neurologiques et musculo-squelettiques, mais aussi cardiovasculaires (artériopathie périphérique, hypotension orthostatique, insuffisance cardiaque) ou respiratoire (BPCO : *Broncho Pneumopathie Chronique Obstructive*). Les médicaments, principalement les psychotropes, peuvent également participer à ces troubles.

Évaluer les troubles de la marche par des tests diagnostiques :

Timed Up and Go

Ce test, très simple et rapide à effectuer, consiste à mesurer le temps nécessaire pour se lever d'une chaise, marcher trois mètres, tourner de 180°, revenir à la chaise et s'asseoir. Un temps supérieur à 14 secondes est associé à un risque de chute accru.

Tests de double tâche

Les tests de double tâche consistent à évaluer la marche tout en effectuant une tâche annexe, par exemple parler, compter à l'envers ou porter un verre d'eau. Dans une étude chez des personnes âgées en EMS (établissement médico-social), le fait d'arrêter de marcher lorsqu'une conversation s'engageait prédisait la survenue de chute à six mois avec une très bonne spécificité. Ce test très simple peut par exemple être effectué lorsque le patient se rend de la salle d'attente à celle de consultation.

Que faire en présence de troubles de la marche ?

Trois types d'intervention peuvent être envisagés.

Interventions pour améliorer la marche

En fonction des atteintes responsables des problèmes de marche, un programme adapté d'exercices physiques, par exemple dans le cadre d'un groupe de gymnastique pour aînés ou sous supervision d'un physiothérapeute, peut être proposé. Un séjour hospitalier de réadaptation à la marche peut également être indiqué chez les patients les plus fragiles.

Une adaptation des médicaments à risque, en particulier tous les psychotropes, devrait être faite. Le traitement des problèmes cardio-vasculaires ou pulmonaires associés peut également améliorer les performances de marche. Si nécessaire, il faut envisager une prise en charge spécialisée de certaines pathologies neuro-

logiques, ostéo-articulaires ou musculaires. Enfin, la prescription de moyens auxiliaires adaptés (cane, déambulateur, orthèse, etc.) permettant de sécuriser la marche est souvent très utile.

Prévention des chutes

Les troubles de la marche étant un facteur de risque majeur pour les chutes chez les personnes âgées, les interventions de prévention des chutes, qu'elles soient de type prévention primaire ou secondaire, font donc partie intégrante de la prise en charge des troubles de la marche.



Prévention du déclin fonctionnel

Les personnes âgées présentant des troubles de la marche étant particulièrement fragiles et à risque de présenter un déclin fonctionnel, des mesures de soutien pour conserver le plus longtemps possible une indépendance fonctionnelle sont indiquées. Cela comprend les mesures de prévention tertiaire (réduire les conséquences de chutes potentielles) et peut impliquer un bilan gériatrique global associé à des interventions multidisciplinaires afin d'améliorer le pronostic fonctionnel de ces personnes âgées.

Conclusion : Les troubles de l'équilibre et de la marche sont un problème auquel les médecins prenant en charge des personnes âgées sont fréquemment confrontés. Leur évaluation est facilitée par l'utilisation d'instruments standardisés et permet d'identifier des patients particulièrement vulnérables et à haut risque d'événements défavorables. Des interventions

préventives permettent d'améliorer le pronostic fonctionnel de ces patients.

Il ne faut donc pas hésiter à consulter son médecin si l'on a constaté un problème d'équilibre ou des troubles de la marche, même légers.

David Cohen

Sources:

D'après Rochat S, Büla CJ, Dunand G. Chutes et personnes âgées. *Prim Care* 2006;6:200-3.

Guideline for the prevention of falls in older persons. American geriatrics society, British geriatrics society, and American academy of orthopaedic surgeons panel on falls prevention. *J Am Geriatr Soc* 2001;49:664-72. [Medline], **Tinetti ME, Williams TF, Mayewski R.** Fall risk index for elderly patients based on number of chronic disabilities. *Am J Med* 1986;80:429-34. [Medline]

Cet article est reproduit avec l'aimable autorisation du magazine trimestriel de l'Association des Anciens de l'OMS (AOMS) et de l'auteur, le Dr David Cohen. QNT 111, avril 2018.

Argent et fiscalité

Fiscalité (suite) : Prélèvement à la source en France à partir de janvier 2019

Dans le dernier Message (No 63-2018) nous avons évoqué les changements devant intervenir à partir de janvier 2019 pour les citoyens domiciliés en France et redevables de l'impôt sur le revenu. Après un été plein d'hésitation sur la capacité de l'État à mettre en œuvre techniquement la réforme proposée une décision finale a été prise ; elle sera bien appliquée !

Pour les personnes en activité l'impôt sera directement retenu à la source par l'employeur qui paie déjà les nombreuses cotisations sociales (parts employeur et salarié) et qui donc à présent devra aussi s'acquitter d'une nouvelle obligation à savoir retenir l'impôt que le salarié doit, puis le transmettre ensuite aux Services fiscaux. Mais comme les retraités ne disposent plus d'employeur leur impôt sera directement prélevé sur leur compte bancaire. Cela ne devrait pas modifier grandement la pratique en vigueur, une majorité de contribuables parmi lesquels figurent les retraités, ayant déjà opté pour ce système. Le prélèvement se fera sur 12 mois et les paiements en numéraire interdits au-dessus d'un impôt annuel de 300 €.

Le montant de l'impôt qui sera prélevé mensuellement figure sur l'avis d'imposition reçu à la fin de l'été 2018 et les prélèvements commenceront en janvier 2019. Toutefois cela ne modifie en rien l'obligation de déclaration fiscale annuelle qui devra être faite au printemps (2019). Les contribuables continueront à recevoir leur

déclaration pré-remplie par courrier ou pourront les consulter sur leur espace personnel qu'ils auront ouvert sur le site du Ministère (<http://www.impots.gouv.fr>). Au plus tard à la fin de l'été ou très rapidement pour ceux qui font la déclaration par internet, les contribuables connaîtront le montant de l'impôt effectif de 2019 et celui prévisionnel de 2020. Les Services fiscaux pourront procéder à un remboursement si un trop perçu apparaît ou à une demande de solde. Les Services fiscaux incitent les contribuables à créer leur espace personnel sur internet pour y faire l'ensemble de leurs démarches administratives : déclaration, modalités de paiement, modifications éventuelles, etc. Mais la déclaration papier reste possible même si l'objectif est Zéro papier.

Nous vous conseillons de bien lire la notice jointe à votre avis d'imposition reçu à la fin de l'été 2018 et qui donne des informations détaillées sur les questions que vous pourriez vous poser. Lors du Séminaire de préparation à la retraite qui s'est tenu au BIT du mardi 13 au vendredi 16 novembre 2018 une séquence a porté sur la taxation en France. L'intervenant a été un responsable des Services fiscaux de Bellegarde sur Valserine. Notez-bien qu'il est possible de s'adresser aux Services fiscaux de sa circonscription pour des informations complémentaires sur vos situations particulières.

François Kientzler

Le temps de lire

Les femmes au travail Tendances 2016

xx+120 pp, BIT 2017, broché, ISBN 9789222310623 (imprimé), ISBN 9789222310630 (pdf), ISBN 9789222312917 (epub), ISBN 9789222312924 (mobi), prix CHF 25, USD 25, GBP 16, EUR 22

Ce rapport analyse la marge de progrès depuis vingt ans jusqu'à aujourd'hui sur la situation des femmes dans le monde du travail. Il examine les tendances et disparités globales et régionales du marché du travail, présente une étude approfondie des disparités entre hommes et femmes dans la qualité du travail et explore les facteurs politiques d'un changement en profondeur. Les discussions et recommandations correspondantes se concentrent sur trois

dimensions principales: la ségrégation sectorielle et professionnelle, l'écart salarial entre hommes et femmes, les disparités dans le cadre politique pour l'intégration professionnelle et familiale. Le rapport examine également le lien entre salaires et inégalités au niveau des ménages, tout en analysant le rôle de la politique salariale et des partenaires sociaux.

Disponible également en anglais et espagnol.

Questions informatiques

Nouveau règlement sur la protection des données dans l'UE

par *Heinz Lübbe*

Récemment, j'ai voulu prendre rendez-vous en ligne pour un test de laboratoire. Tout est simple et normal. Le nom, l'adresse, l'âge, etc. devaient être remplis. À la fin du formulaire, il y avait une référence au nouveau « Règlement sur la protection des données » de l'Union Européenne et j'ai dû l'accepter. J'ai d'abord pensé qu'il s'agissait d'un autre document de 20 pages dans un jargon juridique incompréhensible, comme on le connaît dans les EULA (End User Licence Agreements). Mais alors j'ai été curieux et choqué quand j'ai dû accepter une liste de 6 pages d'entreprises et d'activités qui devraient recevoir et "évaluer" ou traiter mes données. Pour une simple demande de rendez-vous, cela me semblait beaucoup et j'ai donc jeté un coup d'œil à la liste. Pour de nombreuses entreprises et leur utilisation de mes données, j'avais des doutes quant à la nécessité de tout cela. J'ai donc arrêté la demande sans remplir le formulaire. J'ai pris rendez-vous par téléphone directement et sans fournir toutes les informations. Mais j'ai voulu examiner de plus près ce nouveau « Règlement sur la protection des données » qui a conduit à cette inscription.

Divers articles de journaux et Wikipédia ont déclaré que le nouveau règlement général de l'UE

sur la protection des données (GDPR) est entré en vigueur le 25 mai 2018 après une période transitoire de deux ans. Sur des points essentiels, elle est conforme au règlement existant depuis 1995, mais le nouveau règlement n'a plus besoin d'être mis en œuvre par les pays et est directement valable dans l'UE. De plus, toutes les institutions extérieures à l'UE qui collectent des données au sein de l'UE ou traitent des données auprès des citoyens de l'UE doivent également respecter le nouveau règlement.

Néanmoins, il existe diverses clauses d'ouverture qui permettent aux pays d'adopter leurs propres dispositions plus strictes dans certains cas. L'objectif de la nouvelle version est de donner aux personnes le contrôle sur leurs données personnelles. De plus, des réglementations uniformes sur la protection des données à caractère personnel devraient s'appliquer au sein de l'UE, ce qui permettrait de normaliser et de simplifier l'échange et le traitement des données pour les institutions publiques et les entreprises privées. En outre, on espère certainement que ce règlement servira d'exemple pour d'autres pays et partenaires économiques, car il s'applique également aux prestataires de services en dehors

de l'Union Européenne qui collectent des données au sein de l'UE.

En quoi consiste ce nouveau règlement et qu'est-ce qu'il signifie pour nous, en tant qu'auteurs et propriétaires des données ? Toutes les informations qui peuvent être attribuées à une personne physique sont appelées données personnelles. L'identification va du nom, de l'adresse ou du numéro de téléphone aux données IP sur Internet ou aux données GPS des téléphones mobiles ou des systèmes de navigation. Les possibilités d'attribuer des données à une personne sont aujourd'hui considérables. Les propriétaires, c'est-à-dire nous, devons maintenant donner leur accord pour le stockage et le traitement des données. A cette fin, les institutions qui collectent les données sont tenues de fournir des informations sur l'utilisation et le traitement de ces données (voir exemple ci-dessus). L'objectif de la collecte doit être clair dès le début et doit être précis et légitime. Les collecteurs de données ont besoin d'une autorisation écrite pour ce faire. La conséquence de cette demande est simple: celui qui ne l'accepte pas ne peut pas utiliser le service offert.

Dans de nombreux cas, il est tout à fait normal que vous deviez fournir vos données personnelles pour un service. Le médecin recueille des données sur les patients. Comment les services bancaires, les réservations en ligne, etc. peuvent-ils être effectués sans données personnelles? Mais il y a aussi des cas où on se demande s'il est vraiment nécessaire de collecter une telle quantité de données. Selon le règlement, seules les données absolument nécessaires doivent être collectées et conservées aussi longtemps que nécessaire pour le traitement. D'autre part, il est douteux que chaque personne commence maintenant à analyser les règles de protection des données de chaque fournisseur afin de découvrir des applications douteuses.

Une autre disposition importante du nouveau règlement est le droit de toute personne de consulter ses données, de rectifier les erreurs et d'exiger que les données soient effacées. Cela donne aux auteurs plus de contrôle sur leurs données. Les données collectées doivent être préparées de manière à être compréhensibles pour les personnes qui les fournissent. Sur demande, les personnes peuvent même transmettre leurs données à d'autres utilisateurs. Le responsable du traitement des données à

caractère personnel devrait effacer activement les données lui-même s'il n'y a plus de raison de les conserver et de les traiter. Lors de l'effacement de données, il convient de noter que, dans certaines situations, il existe des dispositions légales pour l'archivage des données, par exemple pour les médecins, les prestataires de services financiers ou les institutions publiques. D'autre part, les entreprises Internet et les médias sociaux doivent supprimer les données personnelles sur demande.

Un autre aspect très intéressant de la réglementation pour nous, utilisateurs de l'informatique, est la protection des données par le biais du "Privacy by design" et du "Privacy by default". Elle repose sur l'idée simple que la protection des données ne doit pas être garantie par des réglementations si la protection des données est déjà intégrée dans la conception technique des procédures de traitement. D'une part, la protection des données devrait être prise en compte lors de la conception des logiciels, du matériel et des procédures et, d'autre part, les paramètres standard des logiciels devraient garantir la protection des données dès la toute première utilisation. Cela devrait également protéger les utilisateurs qui n'effectuent pas immédiatement des réglages de sécurité en raison de l'ignorance, de la paresse ou d'une mauvaise évaluation des circonstances. Elle ne peut pas libérer les utilisateurs de l'obligation d'effectuer des paramétrages de sécurité, mais elle devrait faciliter le contrôle de la protection des données individuelles.

Afin de mettre en œuvre le règlement, des superviseurs de la protection des données doivent être nommés dans les institutions publiques et les grandes entreprises pour contrôler et faire respecter le dispositif de réglementations. En plus, des efforts sont actuellement faits pour lutter contre les abus et les infractions au règlement par des sanctions sévères. Quiconque ne respecte pas les dispositions relatives à la protection des données doit être prêt à en subir les conséquences.

Cela ouvre un vaste champ d'activité aux avocats et crée de l'incertitude, en particulier pour les petits prestataires qui n'ont pas les moyens de régler de tels litiges juridiques. Certaines publications internationales ont bloqué l'accès des clients européens. Les petits sites Web et les fournisseurs de services ont fermé leurs pages parce qu'ils enregistrent également leurs clients ou

le spectre des utilisateurs via des adresses IP. Selon le règlement, les données personnelles doivent être transparentes et contrôlables à tout moment. Qu'est-ce que cela signifie pour une association ou un journal local ? Comment les données doivent-elles être stockées et mises à la disposition des auteurs sur demande afin qu'ils n'aient pas de problèmes?

Comme presque toujours, ce règlement constitue un premier pas dans un domaine difficile. Son

application pratique montrera où il y a encore un besoin de clarification et d'amélioration. Il y a eu des critiques de la part de diverses associations et organisations. Pour certains, le règlement ne va pas assez loin, d'autres voient leurs droits restreints. Pour les auteurs de données à caractère personnel, le règlement crée au moins certaines possibilités de contrôle du traitement des données et, peut-être à l'avenir, il ralentira également l'obsession de certaines grandes entreprises pour la collecte de données.

Et encore ...

Prix Nobel de la paix 2018 : Nadia Murad et Denis Mukwege



Le docteur congolais, gynécologue qui soigne les femmes violées en République Démocratique du Congo, et Nadia Murad, ex-esclave sexuelle du groupe Etat islamique, sont les deux lauréats du prix Nobel de la paix 2018. Tous deux sont récompensés pour leur combat contre les viols de guerre. Denis Mukwege, dans une courte déclaration devant la presse depuis sa clinique de Panzi à Bukavu, a dédié son Nobel « aux femmes meurtries par les conflits et confrontées à la violence de tous les jours », tandis que Nadia

Murad a tenu à dire que ce prix signifiait beaucoup pour « toutes les femmes » victimes de violences sexuelles.

C'est un prix Nobel de la paix très symbolique et très fort qu'a décerné ce vendredi 5 octobre 2018 le Comité Nobel norvégien, puisqu'il récompense deux personnes très impliquées dans la lutte contre les violences faites aux femmes en temps de guerre, le Congolais Denis Mukwege et la Yézidie (Iraq) Nadia Murad. *(Comité Nobel)*

L'avenir du travail : penser est aussi du travail

par *Heinz Lübke*

Un monde merveilleux de communication sans limite. N'est-il pas incroyable que nous puissions toujours et presque partout communiquer avec la famille, les amis et les collègues? Nous pouvons

recevoir des appels, des messages, des photos, des voix et des vidéos sur le téléphone portable à tout moment. Nous pouvons communiquer via WhatsApp ou utiliser la téléphonie vidéo avec

Skype. Les journaux, les services de nouvelles télévisées et Twitter nous envoient les dernières informations du monde entier avec des images et des vidéos. Nous pouvons recevoir et répondre aux courriels immédiatement ou voir par nous-mêmes sur Facebook, Instagram etc. ce que nos amis font ou mettre à jour nos informations.

Qui aimerait être dans une file d'attente à un guichet alors qu'il peut tout traiter en ligne beaucoup plus rapidement et recevoir des informations supplémentaires? Les possibilités sont aujourd'hui presque illimitées.

Mais comment cela affecte-t-il la vie quotidienne? Partout on peut voir des gens regarder leurs appareils mobiles et parfois ne pas prêter attention au trafic. Parfois, il peut être ennuyeux si l'interlocuteur continue de regarder son portable et de donner l'impression que la conversation n'est pas si importante pour lui. Il devient particulièrement curieux lorsque les gens regardent leur téléphone portable pour voir si des messages ont été reçus ou envoyés là où il n'y a pas de réseau du tout, par exemple en haute mer. Il s'agit de « messages fantômes » auxquels réagissent les utilisateurs permanents de la communication mobile.

Tout cela n'est certainement pas si important lorsque vous avez du temps libre ou que vous êtes à la retraite. Mais cette communication illimitée peut aussi entraîner des problèmes au travail. Outre la communication électronique, il existe également une communication « normale » sur le lieu de travail. Les collègues viennent poser une question ou échanger les dernières informations. Avec les espaces ouverts, il arrive que des communications indésirables provenant des environs soient ajoutées.

Lors d'une récente visite au WEF, j'ai appris que de nombreux employés sont maintenant équipés d'écouteurs pour neutraliser le bruit. Cela ne signifie pas que la communication sur le lieu de travail n'a pas d'aspects positifs. La coopération est encouragée là où elle est nécessaire. Mais il y a aussi des situations dans lesquelles elle peut gêner le travail.

J'ai pris connaissance de ce problème lorsque j'ai lu dans un magazine une interview du professeur Cal Newport de l'Université de Georgetown au sujet de son livre « Deep work ». Il définit le « travail profond » comme suit: Le travail profond

est la capacité de se concentrer sur une tâche mentalement exigeante sans distraction. Cela comprend les tâches innovatrices ainsi que l'acquisition de nouvelles compétences ou le travail sur un problème complexe. Newport oppose cela à un « travail superficiel » : des tâches intellectuellement peu exigeantes qui peuvent souvent être accomplies avec peu d'attention.

Le professeur Newport explique dans son livre que sauter entre « travail superficiel » et « travail profond » ne fonctionne pas. Les messages, quelle qu'en soit la forme, sont encore actifs indirectement dans le cerveau environ 10 à 30 minutes plus tard et « perturbent » le processus de pensée. L'excellence intellectuelle véritable et les idées vraiment bouleversantes ne surgissent pas en passant, entre ceci et cette conversation, entre un message WhatsApp et l'autre e-mail.

Mais comment maîtriser l'équilibre entre un travail mental intensif et une disponibilité et une communication constante? La réponse rapide à une demande de renseignements n'est-elle pas aussi considérée aujourd'hui comme un critère d'efficacité et de serviabilité?? La génération qui a grandi avec le portable dans les mains est-elle encore capable de « travail profond », parce que même à l'école cela est rarement pratiqué? La concentration est difficile et doit être apprise. Est-ce qu'une seule personne peut résoudre ce problème par elle-même? Les Allemands regardent leurs téléphones portables 53 fois par jour en moyenne. Alexander Markowetz, professeur d'informatique à l'Université de Bonn, l'a découvert dans une étude sur le comportement de 300 000 utilisateurs de smartphones. Toutes les 18 minutes, ils interrompent ce qu'ils font sur le moment.

Mais l'oisiveté, le silence et l'introspection ne jouissent actuellement pas de bonne réputation. Les longues heures de travail, peu de temps libre et de nombreux rendez-vous sont presque devenus un symbole de statut dans le monde du travail moderne. Surtout, la technologie séduit pour simuler l'agitation et se persuader qu'on est très productif en ce moment. Le professeur Newport croit que les entreprises qui relèvent ce défi auront un avantage économique à l'avenir. Ils seront plus novateurs et plus productifs. « Pour réussir, vous devez offrir ce que vous pouvez de mieux », dit Newport, « une tâche qui exige une grande concentration ».

Mais l'homme n'est pas seul au monde, et toutes les interruptions ne sont pas auto-infligées. Par conséquent, selon le professeur Markowitz, nous devons commencer à nous considérer les uns les autres dans notre communication et nous imposer une nouvelle étiquette de communication. Cela devrait être enseigné à l'école. Les entreprises doivent créer les conditions pour que la communication intensive et le travail concentré ne soient pas une

contradiction mais des éléments équitables du processus de travail. Cela ne va pas être facile!

Sources:

Cal Newport: Deep Work: Rules for Focused Success in a Distracted World, 2016, ISBN: 978-1455586691, Grand Central Publishing, Hachette Book Group; Alexander Markowitz: Digitaler Burnout, Warum unsere permanente Smartphone-Nutzung gefährlich ist, 2015, ISBN: 9783426276709; Droemer Verlag

Le Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (GIEC)

Comme cela était prévu, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) a rendu public le 8 octobre 2018 son rapport sur les effets d'un réchauffement de 1,5°C de la température mondiale. Cette limite que 97 Etats s'étaient engagés à respecter fin 2015, lors de la COP 21, aura tout de même de graves conséquences sur la planète.

Le rapport de 250 pages a nécessité la participation de 86 auteurs principaux de 39 pays et de dizaines d'experts pour la relecture. Sa structure et son contenu sont validés par l'ensemble des gouvernements membres. Ce n'est donc pas uniquement un travail scientifique, mais aussi le résultat des orientations nationales de la plupart des Etats.

Voici quelques-uns des principaux points du rapport: Sans surprise, selon le rapport, les émissions de gaz à effet de serre (GES) des activités humaines sont la principale cause du réchauffement climatique. Il n'y a plus de doute là-dessus. Ce réchauffement se produit à raison de 0,17°C par décennie depuis 1950. Ainsi, au rythme actuel, le monde connaîtrait une hausse de 1,5°C de la moyenne des températures entre 2030 et 2052. En 2017-2018, nous avons déjà atteint 1°C d'augmentation depuis l'époque

préindustrielle. L'objectif de l'accord de Paris est donc de ne progresser que de 0,5°C maximum d'ici à 2100.

La trajectoire est mal engagée pour limiter la hausse à 1,5°C. Même si les Etats respectaient leurs engagements pris à la COP21, ce qui n'est pour l'instant pas le cas pour la majorité des pays, la planète se réchaufferait de 3°C d'ici à la fin du siècle. Une telle situation entraînerait des catastrophes irréversibles autant pour les humains que pour beaucoup d'autres espèces vivantes.

Même si on respectait l'accord de Paris, les territoires les plus vulnérables pourraient ne pas avoir le temps de s'adapter. C'est le cas des petites îles situées au niveau de la mer. Ce dernier devrait continuer à monter pendant plusieurs siècles.

Et sous la surface, les océans subissent déjà des changements sans précédent. Des basculements pour certains écosystèmes devraient être observés dès +1,5°C. Les espèces dépourvues de capacité à se déplacer assez vite souffriront d'une importante mortalité. De même, il faudrait des millénaires pour lutter contre les changements dans la chimie océanique produits par l'acidification.

Bibliokleptomanie

est un euphémisme moderne qui adoucit le mot horrible du libraire kleptomane en le recouvrant du mystère de la langue grecque. La liste des voleurs de livres, si elle incluait tous ceux qui s'y sont mis sans être repérés ou qui ont emprunté

sans rendre, comprendrait sans doute les hommes les plus illustres de tous les âges. Elle comprendrait des hommes instruits, des hommes sages, de bons hommes, les plus hauts dignitaires d'Eglise et d'Etat, et même un pape. Et ce pape

n'était rien moins qu'Innocent X. Certes, il n'était pas pape, mais simple Mgr Pamphilio, lorsqu'il vola un livre du peintre Du Moustier, son seul crime détecté. Mais qui dira que c'était son seul crime? Certes encore, Du Moustier était lui-même un chef: il se vantait d'avoir volé un livre qu'il cherchait depuis longtemps dans un étal du Pont-Neuf. Néanmoins, il a vigoureusement objecté l'avoir volé. Quand donc, dans le train du cardinal Barberini, en allant rendre visite à l'atelier du peintre à Paris il glissa subreptissemment sous sa soutane un exemplaire de «L'Histoire du Concile de Trente». Il dit rudement au cardinal qu'un saint homme ne devrait pas amener des voleurs dans son train. Avec ces mots, et d'autres de nature aussi diffamatoire, il a récupéré «L'Histoire du Concile de Trente» et a chassé le futur pontife. Les historiens dateront de cet incident la haine de la couronne et du peuple français qui distinguèrent le règne pontifical d'Innocent X.

Parmi les personnages royaux, les Ptolémées étaient des voleurs de livres à grande échelle. Un département entier de la bibliothèque d'Alexandrie, appelé de manière significative «Books from the Ships», consistait en de rares volumes écrits par des navigateurs de retour à terre. Certes, les Ptolémées avaient une conscience. Ils ont pris soin de faire des transcriptions justes de ces manuscrits précieux, qu'ils ont présentées aux visiteurs; comme le dit Aristote, l'échange, étant involontaire, ne pouvait être facilement différencié du vol. Brantôme nous raconte que Catherine de Médicis, à la mort de Marshall Strozzi, s'est emparée de sa très précieuse bibliothèque, promettant un jour de la payer à son fils, mais la promesse n'a jamais été tenue.

Don Vincente, frère de ce couvent de Poblat dont la bibliothèque a été pillée et dispersée lors du pillage des monastères sous la régence de la reine Christine en 1834, est peut-être le plus grand des voleurs. Il s'est installé comme marchand à Barcelone, mais il est tombé si amoureux de ses achats accumulés qu'il ne pouvait se résoudre à les vendre. Une fois lors d'une vente aux enchères, il a dû se désaisir d'une copie des «ordonnions pour les enfants du monde», une grande rareté, peut-être unique. Trois jours plus tard, la maison de son rival fut brûlée et son corps noirci, fut retrouvé dans les ruines. Il avait mis le feu à la maison avec sa pipe - c'était le verdict général. Une succession mystérieuse de meurtres a suivi. Un bibliophile après l'autre a été trouvé dans les rues ou la rivière, avec un poignard dans le cœur. La boutique de Don Vincente a été fouillée. Les «ordonnions» y ont été découvertes. Comment le livre a-t-il échappé aux flammes qui ont brûlé la maison de l'acheteur? Don Vicente a avoué non seulement ce meurtre mais d'autres encore. La plupart de ses victimes étaient des clients qui lui avaient acheté des livres dont il ne pouvait supporter de se séparer. Lors du procès, l'avocat de la défense a tenté de discréditer ses aveux et, lorsqu'il a objecté que les «ordonnions» étaient une copie unique, ils ont prouvé qu'il y en avait une autre au Louvre, et que, par conséquent, le défendeur aurait pu l'acheter honnêtement. Don Vincente, jusqu'alors insensible et silencieux, poussa un faible cri. «Aha» dit l'alcade, «vous commencez à réaliser l'énormité de votre offense!» «Oui», a sangloté le voleur pénitent, «la copie n'était pas unique, après tout.»

William S. Walsh,

A Handy-Book of Literary Curiosities, 1892

La Genève internationale atteint des records

La Genève internationale se porte bien, si l'on en croit les derniers chiffres fournis par l'Office cantonal de la statistique. Le nombre d'employés actifs dans le secteur ne cesse de croître, tout comme les dépenses.

En 2017, 30'183 personnes travaillent dans les organisations internationales (y compris les 4'000 employés des missions permanentes et des consulats), soit une hausse de 2,7 % en un an. Un tel chiffre n'a jamais été atteint. Et cet effectif croît avec une belle régularité alors que le nombre

d'organisations (34) reste stable. Enfin, le nombre de réunions a augmenté de 18 % en un an, pour s'élever à 3'364 conférences, là aussi un record. Plus de 220'000 délégués y ont participé.

Ces chiffres démontrent une belle santé de la Genève internationale, et cela malgré les pressions budgétaires de certains Etats ainsi que la concurrence d'autres villes.

La population de Genève dépasse maintenant les 200'000 habitants.

In memoriam

Hommage à Kofi Annan

Nous sommes en deuil après le décès de Kofi Annan le 18 août 2018.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) est profondément attristée par le décès de Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui restera dans les mémoires pour la manière admirable dont il a dirigé l'ONU au cours d'une décennie aussi difficile que mouvementée.

«La disparition de Kofi Annan prive le monde d'un ardent défenseur de la paix, de la justice sociale et du travail décent», a déclaré Guy Ryder, Directeur général du BIT, à l'annonce de la triste nouvelle. «En cette sombre journée pour nous tous, consolons-nous à la pensée que son héritage lui survivra».

Mû par la conviction que rien n'est impossible et en digne fils de l'Afrique, Kofi Annan célébrait la diversité, qu'il considérait comme une richesse pour l'action collective, et mettait sa vision du monde et sa compassion au service de la lutte contre la pauvreté, l'injustice et la maladie.

Lauréat du prix Nobel de la paix, Kofi Annan a inlassablement défendu les droits de l'homme, qui constituaient pour lui le fondement même de la sécurité et du développement. Il était aussi un fervent partisan de l'Agenda du travail décent et a apporté un soutien sans faille à la mission et à l'action de l'OIT.

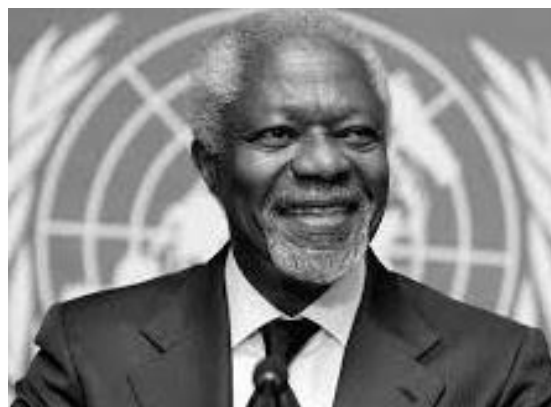
En 1999, s'adressant aux dirigeants d'entreprise réunis à Davos à l'occasion du Forum économique mondial, il avait déclaré: «Par la

manière dont vous menez vos activités, vous pouvez contribuer directement à promouvoir les droits de l'homme, le travail décent et les normes environnementales.»

L'emploi des jeunes lui tenait particulièrement à cœur. En juillet 2001, il s'était rendu au siège au BIT pour lancer avec notre ancien Directeur général, Juan Somavia, une initiative consacrée à cette importante question. A cette occasion, il avait déclaré: «Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser ainsi perdurer ce cercle vicieux. Les jeunes sont notre plus grande richesse. Ils dirigeront le monde de demain, ils sont l'avenir».

Son mandat à l'ONU terminé, Kofi Annan a continué d'œuvrer activement en faveur du travail décent et de la justice sociale dans le cadre de sa fondation.

C'est un véritable ami et un allié indéfectible dans la lutte pour la justice sociale qui nous a quittés.



Salah Ayoub, 1929-2018

Notre ancien collègue, Salah, nous a quitté le 31 juillet à l'âge de 88 ans.

Ses origines étaient égyptiennes et allemandes. Il est né à Hannover, Allemagne le 30 septembre 1929. Lorsque son père, de nationalité égyptienne, faisait ses études au Collège de Technologies à Hannover, il a rencontré et par la

suite épousé une femme allemande – la mère de Salah.

Salah a passé son enfance et sa jeunesse principalement au Caire et à Alexandrie. Il était un sportif accompli. Membre de l'équipe nationale égyptienne de water polo, il a participé aux Jeux Olympiques de 1952 à Helsinki. Pendant

Message

la plus grande partie de sa vie il est resté actif dans ce sport, et pendant ses années à Genève il a nagé quotidiennement dans une piscine près du BIT.

Son éducation supérieure a commencé en 1946 à la Faculté de Commerce de l'Université du Caire où il a acquis un diplôme de "Bachelor" (BA) en Sciences Politiques en 1951. Il a ensuite poursuivi ses études en Sciences Economiques Publiques à l'Université Ludwig-Maximilian de Munich obtenant son doctorat en 1956.

C'est à Munich qu'il a rencontré Anita, une Allemande de Rosenheim, qu'il a épousée en 1958. Leur fille, Noha, est née en 1962.

Salah a commencé sa carrière professionnelle comme inspecteur dans le département du travail du Ministère des Affaires Sociales et du Travail au Caire. Ensuite il a été affecté comme conseiller du même ministère au Koweït et plus tard comme cadre d'information au sein de la Ligue des Etats Arabes à Bonn, Allemagne.

Sa carrière au BIT a commencé en 1965 avec un poste d'assistant administratif au Bureau du BIT du Caire. De 1968 jusqu'à la fin des années 1970, il a occupé plusieurs postes à Genève dans l'ancien Département du Développement des Ressources Humaines (connu plus tard comme le Département du Personnel), notamment dans les services de Formation Professionnelle et de la Planification des Ressources Humaines et dans l'unité du Développement des Programmes.

Dans l'ancien service de HR/PLAN, Salah et ses collègues avaient formé un groupe d'amis très serré qui partageaient de nombreuses activités communes : des soirées, des excursions sur le lac, des randonnées au Salève, surtout les samedis. Anita n'aimait pas trop les randonnées, Salah et elle montaient en voiture, et les rejoignaient au sommet pour de longs déjeuners. Salah a gardé l'amitié de ses collègues pendant toute sa vie.

En 1981 Salah a été nommé Assistant Exécutif auprès du Directeur général adjoint Elimane Kane, responsable pour les activités du BIT en Afrique. En 1985 il a continué de travailler avec Elimane Kane lorsque ce dernier est devenu Directeur de l'Institut International du Travail. Et quand Elimane Kane a été nommé DDG Responsable pour la Coopération Technique et les Programmes du Terrain, Salah est devenu à

nouveau son Assistant Exécutif. Au cours de ses années de travail Salah a atteint le grade D.1, un beau parcours depuis ses premières années de stages en 1954 et son affectation au Bureau du Caire en 1965.

Salah a joui de la pleine confiance d'Elimane Kane. Ils formaient une équipe hautement appréciée au sein du Bureau. En 1988 Salah a connu le moment le plus triste de sa vie au BIT. Il s'est rendu à l'aéroport pour accueillir Elimane Kane de retour d'une mission très difficile en Afrique. C'est alors que Elimane a été victime d'une crise cardiaque et est décédé dans les bras de Salah.



Considérant l'expertise et les accomplissements de Salah au BIT en regard de ses publications, ses contributions aux conférences, ses missions et sa participation dans les associations professionnelles, on constate que deux sujets majeurs le préoccupaient : la politique publique de l'éducation et en particulier l'éducation et la formation professionnelle, et le développement économique et social au Moyen Orient.

A côté de ses activités professionnelles, Salah était engagé socialement au sein du Bureau. Entre autres activités, il a été membre du Comité du Syndicat pendant plusieurs années.

Il a tissé des liens d'amitié avec ses collègues qu'il a soigneusement maintenus. Ce trait de caractère était évident avec ses collègues de HR/PLAN, du Département de Formation, de l'Institut international d'études sociales et avec ses anciens collègues du Bureau du Caire.

Après sa retraite en 1989, Salah et son épouse se sont installés à Munich. Après le décès d'Anita en 2007, Salah est revenu vivre à Genève et environs, d'abord à Versoix pour plusieurs années puis dès 2012 à la Résidence Colladon, une maison de retraite au Petit Saconnex.

Salah Ayoub n'a jamais réellement pris sa retraite du BIT. L'Organisation est restée sa véritable maison. Il a maintenu des liens étroits avec ses anciens collègues. Pendant son séjour à Munich, il fréquentait souvent les anciens chefs d'EQUIPRO et de F/REHAB et d'autres retraités du BIT résidant à Munich. Une fois de retour à Genève il s'est associé avec les « Muppets », un groupe d'anciens fonctionnaires.

Un des dictons favoris de Salah était « se coucher tôt, se lever tôt ». Un de ses anciens collègues et ami qui lui rendait souvent visite à Colladon était surpris de voir à la mi-matinée que Salah était déjà au courant des événements du monde. A cette heure, Salah avait déjà lu le volumineux

Süddeutsche Zeitung qu'il allait chercher tôt chaque matin au kiosque Duboule.

Salah laisse derrière lui sa fille Noha. Elle lui était très chère, et réciproquement. Elle s'est pleinement consacrée à l'accompagner et à lui prêter assistance, en particulier pendant les dernières années en maison de retraite. La présence de sa fille, ainsi que les visites de ses anciens collègues du BIT, lui ont épargné la solitude qui affecte beaucoup des personnes âgées – les hommes souvent plus que les femmes – surtout lorsqu'ils ont traversé un long veuvage, ce qui était le cas de Salah.

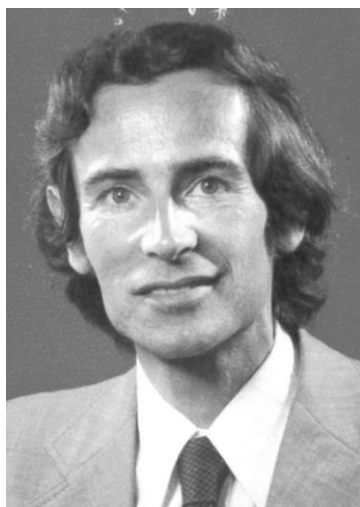
On se souviendra de Salah comme d'une personne très humaine. C'était facile de plaisanter et de rire ensemble. Quelques fois son humour était satirique, un peu noir, caustique, comme une réminiscence de la culture de Munich et du comédien local, Karl Valentin.

Werner Sengenberger et Christine Cornwell

Robert Kray, 1937 – 2018

C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de notre ancien collègue Robert Kray chez lui en Alsace, après une brève maladie le 24 septembre 2018.

Robert Kray est entré au BIT en 1975 et a d'abord travaillé à la Section des fournitures de bureau. Après une brève période à la bibliothèque, il entra en 1979 à la Section de diffusion, droits et licences des publications, où il prit en charge l'administration du classement décentralisé. Au cours des années suivantes, il a



mis au point un système efficace de gestion des documents, qui comprend une charge de travail

annuelle de plusieurs milliers de dossiers, soit environ 30 000 lettres et mémos. Robert Kray était un fonctionnaire sérieux, discret et assidu, conscient de l'importance de pouvoir présenter rapidement les cas les plus anciens, ce qui pourrait avoir des incidences financières et juridiques. Il a également effectué diverses missions ponctuelles, telles que l'obtention d'estimations pour des acquisitions et la mise en place d'expositions de livres. Fier de servir le BIT, il s'est toujours intéressé à ses diverses activités et réalisations.

En tant que membre du secrétariat de la Section, sa volonté d'aider a été très appréciée de tous ceux avec qui il était en contact. Au cours des quelque dix-huit années où il m'a fait rapport, j'ai appris à le connaître en tant que collègue digne de confiance et amical. Sa mort soudaine m'a beaucoup attristé, ainsi que ses anciens collègues du BIT. Nos sincères condoléances vont à son épouse, Marie-Françoise Kray.

Ivan M.C.S.Elsmark

In memoriam

Depuis le dernier numéro du *Message*, nous avons eu connaissance du décès des collègues dont les noms suivent et nous présentons nos sincères condoléances à leurs familles:

AYOUB Salah	31.07.2018	KANE Papa	16.10.2018
BALDWIN Theo	19.10.2018	KHAN Muin-ud-din	04.01.2018
BELL Mildred	16.06.2018	KOWMONGKOL Thep	13.08.2018
BERNARD Hélène E.	05.09.2018	KRAY Robert	24.09.2018
BOIS D'ENGHIEN Gérald M.	14.06.2018	LAPLACE Françoise	22.11.2018
BRAIDA Théodore	04.02.2018	LETERME Robert	14.01.2018
BUCHANAN Lola Jean	06.10.2017	LLOYD Jean	10.01.2018
BUHLER Paul	26.12.2017	MATHEZ Monique	17.10.2018
CERNY Alicia S.	10.10.2018	MEISTER Magdeleine	17.08.2018
CHABASSE Odette	17.07.2018	MOHINDRA Gian P.	07.08.2018
CHAMOREL Jean-Pierre	19.06.2018	MONDOL Mohammad Firoz	29.09.2018
CHARDON Yvette	03.06.2018	MONUX ORGAX Francisco	17.09.2018
CHEVRON Jean-Jacques	23.09.2018	MOSTAFA Mohammad	09.10.2018
CHIVERS Patricia Ling	16.06.2018	MUGHARBEL Mokhless	24.10.2018
CLEMENT Hilda	18.10.2018	NARAYANA P.	05.12.2017
COULIBALY Dotien	23.02.2018	NEGREL Jean	12.02.2018
CRUCIANI Antonio	04.08.2018	NZANGU MAMBU Leki	15.07.2018
CUMMINGS Ian George	17.07.2018	PALMADE Jean	16.08.2018
DE BIVORT Sara Franklin	01.10.2017	PAUL Jean Erick	12.06.2018
DESIGAUD Jeanne	10.09.2018	PAULIN Roger	31.03.2018
DHARMALINGAM Simniah	17.03.2018	PELLETIER Jacqueline	07.08.2018
DIA Manuel Abaya	21.08.2018	PERRILLAT-GHENO Marie	--
DURAFOR René	21.10.2018	Louise	
FAHHAM Abdul-Rahman	01.02.2018	PICARD Suzanne	09.06.2018
FAULKNER Mary	06.07.2018	PICKETT Joyce Winifred	31-05.2018
FAVERO CUNIAL Marianne	02.03.2018	RAJ Gomathy Sylvia	15.05.2018
FREYDMAN FERRERO Irène	03.09.2018	RANDALL Marie Louise	05.01.2018
GABBAY Marcel	10.05.2018	RICCA Sergio	11.03.2018
GALPAROLI Jean Marcel	10.02.2018	RODRIGUEZ A.M.	15.11.2018
GERCEKCI Ali Semith	19.10.2018	RUDIN Helen	27.07.2018
GRUAT Marie Monique	15.09.2018	RUTTER Ernest George	17.01.2018
GUERIN Renée	30.10.2018	SHAW Douglas	10.07.2018
GUILLAUME Robert	05.03.2018	SLABY Jan Maria	21.02.2018
HERZ Marcel	21.12.2017	SOUSSOU Yvonne	12.05.2018
HOWELL Gareth	04.01.2018	SPY Bernard Marcel	20.09.2018
HU Fu-sen	05.03.2018	TATE William B.	29.06.2018
HUSBAND-CAMERON Patricia	04.10.2018	TEWFIK Souraya	04.11.2017
HUSTER Wolfgang	25.03.2018	VIANO Francesca	10.01.2018
IBRAHIM-TROUW Mia	27.05.2018	WASTELL Richard (1986) et Mary	13.05.2018
Antonietta		WEHNER Erika	11.01.2018
IVANDA-KALETA Krystyna	31.05.2018	WILLARD Diana Maureen	06.07.2018
KAAN Catherine	27.06.2018	YOFFEE William M.	02.08.2018
KALUGIN Alexandre	12.10.2018		

Les époux/épouses survivants de membres de la Section des Anciens fonctionnaires deviennent automatiquement membres, sans frais. Sauf avis contraire des intéressés nous considérons que tel est bien le cas. Ils continueront donc   recevoir nos communications ainsi que la publication biannuelle du MESSAGE. Ils pourront, en cas de besoin, demander l'assistance du Bureau de la Section qui fera de son mieux pour les aider.

BULLETIN D'ADHESION A LA SECTION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES

Veuillez remplir toutes les rubriques et envoyer à l'adresse suivante:

Section des Anciens Fonctionnaires du BIT
BIT, Bureau 5-67, CH-1211 Genève 22
Téléphone +41(0)22 799.64.23, e-mail: anciens@ilo.org

Nom de famille : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Date de naissance : _____ *(pour usage interne seulement)*

Fonctionnaire au BIT du _____ au _____ *(pour usage interne seulement)*

Téléphone : _____ ☐

Fax : _____ ☐

e-mail : _____ ☐

Cochez les cases ci-contre
seulement si vous ne souhaitez pas
que ces données apparaissent dans
notre Liste des membres.

Je désire *(cocher ce qui convient)* :

- ☐ devenir membre à vie en faisant un versement unique de 300.- CHF
(pour le personnel local des pays en développement, 50.- CH)
- ☐ devenir membre sympathisant (fonctionnaire actif), cotisation unique 100.- CHF
(20.- CHF pour le personnel local des pays en développement)
déductible de la cotisation future de membre actif

REJOIGNEZ NOUS !

Vu le montant des frais d'encaissement en constante augmentation, LES SEULS MOYENS DE PAIEMENT ACCEPTES SONT:

- le paiement au moyen d'un bulletin de versement (ccp 17-359482-0)
- le transfert sur notre compte à la Banque cantonale, Genève N° ☐ K 165 2835 2 ;
IBAN: CH 04 0078 8000 K 1652 8352; BIC/SWIFT Code: BCGECHGGXXX

Signature

Date:

APPLICATION FOR MEMBERSHIP OF THE SECTION OF FORMER OFFICIALS OF THE ILO

Please complete all items and return to the following address:

Section of Former ILO Officials
ILO, Room 5-67, CH-1211 Geneva 22
Telephone (022) 799.64.23; e-mail: anciens@ilo.org

Family name: _____
Given name: _____
Postal address: _____

Postal code: _____ Town: _____

Country: _____

Date of birth: _____ (*for internal use only*)

ILO official from _____ to _____ (*for internal use only*)

Telephone: _____ ↑ ☐

Fax: _____ ↑ ☐

E-mail: _____ ↑ ☐

Please check the above boxes if
you do not wish to have this
information published in the
annual List of Members.

I would like to (*please check*):

☐ become a life member making a one-time payment of 300 Swiss francs
(for local office staff in developing countries 50 Swiss francs)

☐ become a supporting member (active officials) making a one-time payment of 100 Swiss francs
(for local office staff in developing countries 20 Swiss francs) deductible from the future contribution as
active member

COME AND JOIN US!

**In order to limit bank and postal collection charges, PLEASE USE THE FOLLOWING WAYS
OF PAYMENT :**

- Banque cantonale, Genève N° K 165 2835 2; IBAN: CH 04 0078 8000 K 1652 8352;
BIC/SWIFT Code: BCGECHGGXXX
- our Geneva postal account N° 17-359482-0.

Signature

Date:

A word from the Executive Secretary

According to the information we have, about 1,200 ILO retirees live in the Geneva area or in neighbouring France, and about the same number are settled in other countries around the world. Access to the ILO as well as to information, in particular on the Staff Health Insurance Fund (SHIF), exists for those close to Geneva. But it is not the same for our retired colleagues elsewhere in the world and especially for local staff. These staff members have been somewhat forgotten.

On the occasion of the ILO Staff Union General Assembly (October 2018), two members of the Bureau of the Section of Former Officials (Abdoulaye Diallo and François Kientzler) met with the ILO Regional Trade Union Stewards of Africa, the Americas, Asia as well as of Europe and the Middle East. Indeed, we would very much like the retired local and professional staff of these regions to benefit from all the necessary help that is available to those closer to the ILO Headquarters. We listened and heard the concerns of the regional delegates regarding future retirees and those who are already retired. These problems include the often lengthy delays in determining the pension entitlements of local staff, their difficulty in accessing ILO offices after retirement, delays in reimbursement of health care, non-recognition of the SHIF card by hospitals and the cost in some places of the “toll-free” telephone number for the SHIF. The Section of Former Officials is committed to supporting their requests and helping find solutions.

But above all, we want local pensioners to organize themselves, to affiliate to the Section of Former Officials as at Headquarters (50, - USD for lifetime membership) and organize themselves into local sections of former ILO officials, even if they also have the possibility of joining the association of former civil servants of their country, which itself is a member of the FAFICS (Federation of Associations of Former International Civil Servants). The Geneva Section of Former Officials has created a website (<http://www.anciens-bit-ilo.org>), the access to which is public and without password. We post information intended to be useful to all former ILO officials and we are willing to host any relevant information from the Regional Former Officials' Sections. Do not hesitate to contact us (e-mail: anciens@ilo.org); we will help you in your process to set up a Section and integrate your information in our website.

In conclusion, I would like to inform you that the Section has opened a webpage dedicated to the ILO Centenary on its website. We have started posting your contributions about a particular experience or memory of an ILO official that you have sent to us; throughout the coming months all contributions will be made available. This webpage also gives you access via a link to the ILO's public webpage on the Centenary. Please feel free to check out our regularly updated website.

François Kientzler

War and Peace

What does 11 November 1918 mean to us today, one hundred years after the event, and what lessons may we draw for future guidance? At a time when commemorations are taking place flanked by political speeches, it is befitting to reflect on this question.

Who in 1914 would have thought that the assassination of the Austrian-Hungarian Archduke in the far-away province of Bosnia by Serb and Croat nationalists would provoke a world-wide conflict and mark the end of an era? Seen in a historical perspective, political folly, narrow national interests and military alliances brought about a chain reaction, the ultimate consequences of which went far beyond anyone's imagination. The outcome was the loss of 18 million lives, immense human suffering and extensive destruction.

Message

When peace finally came, it was not the tranquillity hoped for, but it brought in its wake serious geopolitical problems linked with an ideological and social polarisation, undermining the peace for which so much blood had been shed. That was the terrible legacy of the Great War.

While time can be a barrier to fully perceive the mood of those who experienced the declaration of Armistice that November day in 1918, we can all sense the common relief of a war-weary population, and their great sadness at the terrible losses and human suffering. We can also share their yearning for a better world, one in which peace would reign, conflicts settled by diplomatic means and social justice prevailing.

An uneasy compromise had brought about the Versailles Peace Treaty. It failed to repress the undercurrent of instability and reconcile contradictory political currents. Still, an important step towards settling future conflicts peacefully on the basis of common rules was the creation of the *League of Nations*. Unfortunately, the League lacked the political and moral force to dismantle the growing political tensions and the German aggression in 1939 led to the outbreak of the Second World War, with all its horrors and consequences.

Why did diplomatic efforts fail, permitting the crisis to escalate into a world war? History shows us that major political decisions are rarely taken on the basis of a clear view of their evolution and outcome. Often they present a combination of opportunism, personal opinions and prejudices, resulting in the miscalculation of actions and thereby to fatal unintended consequences.

The Second World War brought even greater human sacrifices and widespread suffering than the First, leaving many countries in complete ruin. It was also crucial in making the world what it is today.

Does that mean that we have entered an era of reason? Sadly not. History repeats itself, although it is difficult to perceive it in the twilight of emerging events. Only over time does it become clear that we are repeating the same errors over and over again. The sad truth is that, although humanity is advancing in many areas, the basic instinct of aggression and selfishness remain as vibrant as ever.

Since 1945 the world has experienced many crises and armed conflict, although restrained statesmanship and the role of the United Nations have prevented a Third World War. Beyond diplomatic efforts, the risk of a nuclear war has so far been a deterrent. We should not be complacent as, like all deterrents, they are never perpetual. The sword of Damocles hangs over our heads.

But today the issue of war and peace is not the only concern. Many fatal dangers threaten humanity: climate change is accelerating with relentless speed, natural disasters are spreading death and destruction, the erosion of fundamental human rights and freedom is on the rise, the risk of a global economic crisis is lurking - just to mention a few of our present anxieties.

Looking back these last hundred years, what have we learned and what future are we offering our successors, not just the next generation, but our grandchildren's children? This question is one that each of us must take the responsibility to answer.

The year 1919 was known as the "*Peace Year*". As we come to the end of this year, let us hope for a better, more peaceful world. With this in mind, let us wish each other a happy New Year 2019 and *In Terra Pax*.

Ivan M.C.S. Elsmark

Message of condolences

The Bureau of the Section with the editors wish to express its solidarity and compassion to the families of the numerous victims who died or were wounded and all those who have suffered by war, terrorist attacks and major natural catastrophes.

News of the Section

Activities of the Section 2018

The Former Officials' Section has a 10-person executive Bureau which, except during the summer months, generally meets every two weeks. Its office (No 5-67) is next to those of the Staff Union on the fifth floor. Although the Section keeps in touch with its members by email, post and its twice yearly magazine *Message*, as well as via its website (<http://www.anciens-bit-ilo.org>), there is still much room for improvement if it is to maintain close contact with retirees in the various regions.

Thanks to the Section's physical proximity to the Staff Union, its Secretariat, its Executive Secretary and the other members of the Bureau are able to maintain contact and engage in regular exchanges with the Union. This cooperation concern mainly matters of mutual interest, such as the SHIF and the Pension Fund. The Section supported the Staff Union's campaign against salary cuts in Geneva and welcomed the broad mobilization of the staff during the spring of 2018.

The effective functioning and governance of the Staff Health Insurance Fund (SHIF) is a constant subject of concern and one which crops up at each of the Section's meetings. And there seems to be every reason to be worried, what with the risk that the processing of claims could be farmed out to an outside agency and that the social protection of retired officials could be transferred to national schemes - which in many countries do not even exist. Eager though we are to see an improvement in the Fund's governance and management and in the social protection of retired officials in the various regions, we were also pleased to see the improvement in certain benefits on 1 July 2018 in terms of prevention and of the recognition of certain alternative medicines.

The Pension Fund, too, is going through a turbulent patch, not so much for reasons of finance or efficiency but rather because of a number of internal problems that are hardly conducive to a serene work environment. The Fund has introduced a new integrated computer system, and as a result some newly retired officials have had to wait months for their first

payment; fortunately, current payments to retired officials have not been affected.

The Section has continued to work on improving its communications with retirees. Its website (<http://www.anciens-bit-ilo.org>) is regularly updated, not just with information that is of direct concern to retirees but also with the latest news from the ILO, such as the Staff Union's recent campaign against salary cuts mentioned above. At the same time, we are busy preparing the next issue of *Message*, which is eagerly awaited by a large number of retirees but which involves a lot of time-consuming work. We are sincerely grateful to all those who devote their spare time to the magazine and are always on the lookout for new volunteers to help with translation and proofreading and to write articles or provide documentation.

The Former Officials' Section always takes part in the annual pre-retirement seminar, where we can spend a few minutes with each participant so as to establish a personal contact with future retirees and encourage them to join the Section.

We are also involved with similar associations of other international organizations in Geneva, and a seminar under the heading "*Comment bien vieillir* – Stay younger for longer" was held on 14 May 2018 in the ILO's Governing Body Room in cooperation with the former officials' associations of WHO, the United Nations (AAFI-AFICS) and the ITU. The working documents for the seminar are available on our website. Following a presentation dealing with the normal and pathological impact of ageing on mental health, interventions were heard from associations belonging to the "*Plateforme des Aînés de Genève*": Pro Senectute, the Geneva Red Cross, the Geneva home-care assistance institution (IMAD) and Cité Seniors (on the Swiss side of the border) and the gerontological information and coordination centre (CLIC) in the Pays de Gex (on the French side).

The Seminar was attended by 200 participants and was the product of several months' sustained collaboration among associations of retired officials of international organizations in Geneva.

Message

The previous seminar of its kind, on loneliness and isolation, was held in October 2014, and we believe that events such as these show how useful such associations and groups of retirees can be.

As we prepare to mark the hundredth anniversary of the ILO in 2019, which is sure to be a memorable occasion, hundreds of tributes and other events have been planned to be held in Geneva and throughout the world. No doubt they will be closely followed in the media.

The Section is cooperating with the ILO as it prepares for the centenary celebrations, and the Director-General Guy Ryder has personally expressed the hope that former officials, who were the making of the Organization, will follow the event very closely. On two occasions in the first half of this year the Section met the ILO officials who are responsible for arrangements and it has been very pleased to be of help.

Though the date has not yet been fixed, a special event will be held for retired officials in the presence of the Director-General. The Section has made a number of suggestions for the occasion that have been duly adapted for inclusion in the general programme of events.

In a circular sent out on 30 January 2018 the Section invited retired officials to send in contributions reliving some of the highlights of the ILO's history and the response has been encouraging, with over 40 contributions already. Some of the stories appeared in the June 2018 issue of *Message*, and others will follow. All these contributions will appear on our website, as well as being passed on to the Department of Communications and Public Information for use in their communications as they see fit.

The Former Officials' Section also supports the ILO's Arts and Decoration Circle, a member of the Sports and Leisure Association, whose some 30 plus members organized a fourth exhibition in the Colonnade at ILO headquarters from 1 to 12 October 2018.

The annual receptions for retirees that take place in May and December in Geneva at the invitation of the Director-General are an excellent occasion for former ILO officials to meet up on familiar ground, and renew old friendships with former colleagues. The Director-General's attendance is always greatly appreciated.

François Kientzler

Section's web site (www.anciens-bit-ilo.org)

Don't forget to check out the Section's web site regularly in addition to reading *Message* as new information is added to the web site as and when available. Look out, for instance, for the dates of future events such as the Seminar "Stay younger for longer" that took place in May earlier this year and the twice-yearly reception for retirees (see under "Activities", "Information meetings" and "Receptions") as well as all the latest information the Section collects on the UN Pension Fund, the Staff Health Insurance Fund and other major issues such as taxation in France. Links to other web sites which you may wish to visit such as SHIF, the Pension Fund, ILO, Staff Union, AAFI/AFICS and FAFICS are also available so you only need to remember the Section's web site address!

As 2019 is the ILO's Centenary, we have opened a web page dedicated to the Centenary activities, where all the contributions made by retirees will

be posted as well as information about events in which retirees are invited to participate.

The three most important recent articles are shown immediately you enter the home page: currently these are on "SHIF: Settlement between the ILO and the ITU", "Latest news of the Pension Fund", and "Activities Report of the Section". Other articles on a multitude of subjects are also accessible from the home page under the main articles (just scroll down to see them). Older articles can be accessed in the heading "Archives" under "Resources". All the issues of *Message* since 1987 can also be found under "Resources", "*Message*", "Archives".

We are always looking to improve and add to the web site so your suggestions on information to include or ways to make it more user friendly (within our technical possibilities!) are very welcome. Your views and suggestions can be sent to anciens@ilo.org.

**Council of the FAFICS
FFAO, Rome, 20-25 July 2018**

As is the case every year during the summer period, representatives of the International Civil Servants Associations, many spread around the world, and members of FAFICS, met in Rome. The Section of Former ILO Officials does not participate but is represented by AAFI-AFICS Geneva. François Kientzler, Executive Secretary and Abdoulaye Diallo, Deputy Executive Secretary, are members of the AAFI-AFICS Board and represent the Section. We cannot be nominees for the AAFI-AFICS delegation to the FAFICS Council as only elected members (natural persons) can be selected. We could participate as observers but this choice has not been made in recent years given the past dysfunctions of FAFICS.

However, we would like to bring to your attention information which we have learned through AAFI-AFICS on the results of issues which are of regular concern to the Section. With regard to the Pension Fund, AAFI-AFICS delegates were aware of an OIOS (Office of Internal Oversight) audit on the governance of the Fund. Some of the recommendations proposed go against the interests of FAFICS and call into question its ability to represent all the pensioners of the Common System. Representatives of FAFICS currently participate in the work of the Pension Board (although they do not have a vote). A recommendation by OIOS proposes the direct election of retiree representatives and thus dismisses the representatives of FAFICS; such a proposal is not acceptable to FAFICS which would thereby be stripped of one of its essential missions. Another proposal concerns the representation of the various International Organizations that are members of the Pension Board Committee: that this representation should be reviewed in favour of the United Nations, which would then have an absolute majority in the Pension Committee, and smaller Organizations no longer have a representative. (See article on the meeting of the Rome Pension Committee following the meeting of FAFICS).

The respective presentations by the Deputy CEO (Acting CEO) in the absence of the CEO for a year and by the Representative of the UN Secretary-General (RSG) for the investments of the assets of the Pension Fund were appreciated by the delegates because they provided, respectively, positive information regarding the management of the Fund and investments. The result of the most recent actuarial study shows a healthy fund, despite the noticeable effect of retirees' increasing longevity.

The issues concerning retirees' health protection remain focused on a transfer to national regimes of the country of residence, a proposal discussed within the "Standing Committee on After Health Insurance and Long Term Care", known as ASHI. But for the representatives of the insured in this Committee such a decision by the organs of the UN General Assembly would leave many pensioners without coverage, because many countries do not have national health insurance systems.

Delegates to the FAFICS Council also discussed the Federation's internal rules of operation. Proposals have been submitted; but delegates called for wider consultation among all members, particularly with regard to the number of Vice-Presidents and the rules for the examination of nominations. Notably Marco Breschi, retiree from the FAO Rome, was elected President of FAFICS and Pierre Sayour, retired ILO official, was elected Secretary General (both of whom are new people). Representatives of the Bureau of the Section had the opportunity to meet with them this summer and discuss their concerns with them.

Additional information can be found on the respective websites of AAFI-AFICS Geneva and FAFICS. To access these, go to the Section's web site (<http://www.anciens-bit-ilo.org>); see pages under "Activities, Relations with AAFI-AFICS and FAFICS" where links allow you to enter these two sites.

(F.K.)

Quote – unquote ...

I dogmatise and am contradicted, and in the conflict of opinions and sentiments I find delight.

Samuel Johnson

Exhibition of the ILO Arts and Decoration Circle, October, 2018



Friends of the Arts and Decoration Circle of the ILO came in large numbers - about a hundred people - to participate in the opening of the exhibition held from 17H00 to 19H00 on Tuesday, 2 October 2018 in the ILO Hall of Colonnades. The location of the exhibition is remarkable due to its large windows, letting light filter in unrestricted, and in being a busy passageway giving an opportunity for the artworks to be viewed by the greatest number of people possible. It was a great event and the participants were able to wander through the Hall of Colonnades and discover the fruit of the work of the 19 exhibiting artists. The name "Arts and Decoration Circle" has really been justified this year by the variety of works presented; abstract and representative paintings and pictures, sculptures, faience painting, jewellery and floral decoration (the latter courtesy of Madeleine Hamilton, Madeleine Brandt and Gudrun Jesse).

At the beginning of his address, François Kientzler, President of the Circle, gathered the exhibiting artists around him. After welcoming the guests, he recalled that the exhibition was the result of the work done by the artists of the Circle over the past months and that the exhibition was a privileged moment to present it. Artists often work in isolation, even in secret, and such an exhibition is an opportunity for friends and family to gather and share the artists' pleasure and pride in their work. Then the President thanked all those who participated in the preparation of this exhibition and allowed its realization, in particular the ILO's DCOMM Service in charge of internal and external communication, Ms. Kiran Mehra-Kerpelman, Alexander Belopopsky and Marcel Crozet. The Services INTERSEV, FACILITIES, SECURI-

TIES are also key elements in the organization of the exhibition with the final authorization being given by Mr. Guy Ryder, Director General, who permits the exhibitions to take place in the ILO. The President mentioned the three people exhibiting for the first time this year, two of whom are still working in the ILO. He warmly welcomed the opening up of the Circle to younger artists, which in his view confirms the interest in the Circle's exhibitions. Five years ago when the Circle was rejuvenated, it was far from certain that it would be a success but every year there is another step up in the quality of the exhibited works - which was also the general opinion of the guests present. The Circle currently has about 35 members.

Next year, 2019, will be the ILO's centenary year. The Director General would like ILO retirees to participate in this event. The Bureau of the Section of Former ILO Officials, in meetings with the representatives of the administration, expressed the interest of the ILO Arts and Decoration Circle in contributing to the Centenary at some point during 2019.

In conclusion, the President thanked all the participants for their presence, which he emphasised is a great encouragement to the Circle to continue its activities and development. He wished everyone good luck in this exhibition and invited them join him for a drink in the Espace Gobelins. It was a very convivial moment shared between friends.

NB: The photos taken during the opening are available on the website: <http://www.anciens-bit-ilo.org>.

François Kientzler

Pensions

Latest on the UN Pension Fund

65th Pension Board meeting in Rome

Soon after the publication of the previous update in *Message 63*, the UN Joint Staff Pension Board met in Rome from 26 July to 3 August 2018 to discuss the current situation of the Pension Fund, and in particular, the Office of Internal Oversight's report on the governance of the Fund (see below).

Office of Internal Oversight Services Governance Audit

Of the thirteen OIOS recommendations, the Board accepted six and rejected seven, the most notable of which are mentioned below. The recommendations and the Board's comments on these are taken from document A/73/341 to the 73rd session of the UN General Assembly. The paper was discussed by the Fifth Committee (Administrative and Budgetary) in November 2018

(<https://www.un.org/press/en/2018/gaab4301.doc.htm>).

Notable recommendations rejected by the Board:

- Proposed changes to the representation and rotation of member organizations on the Fund Board. The Board rejected the recommendation as currently formulated and stated that it intends to establish a working group to "consider issues of participation, rotation and fair and equitable representation, without any presumption of outcome and taking into account the Board's previous review on the matter."
- Proposed separation of the function of the Board Secretary and the Fund's Chief Executive Officer, and creation of a new independent Board Secretariat. The Board indicated that it considers the creation of an additional body to serve as Board Secretariat to be unnecessary and could have budgetary implications. The Board stated that it would establish mechanisms to ensure the proper segregation of roles, such as in relation to the setting of the Board's agenda.
- The proposal that the Board should determine the number of seats to be allotted to retiree representatives and facilitate their direct election as full Board members with voting rights. Currently representatives from

the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) defend the interests of retirees at the Board and fully participate in the Board with the exception that they do not have a vote. The Board rejected this recommendation because it would undermine the tripartite nature of the Board and because retirees are not affiliated with member organizations. Concerns were also expressed about the potential cost and the doubt that direct elections would in reality improve retiree representation.

See document A/73/341 OIOS Report to the UN General Assembly on the Governance Audit (<http://www.undocs.org/A/73/341>), document A/73/9 Report of the UNJSPF Board's Report on the OIOS Governance Audit (<https://undocs.org/en/A/73/9>) and OIOS' comments on the UNJSPF Board's Report (<https://oios.un.org/resources/2018/11/bBzlau6P.pdf>) for further information.

Financial health of the Fund

Following the meeting in Rome the Board issued a communiqué, which confirmed the information given in our previous article: that the Fund is currently in sound financial health. The Fund assets at 31 December 2017 were \$64.1 billion with a small actuarial deficit of 0.05% of pensionable remuneration. The investment performance for 2017 was extremely strong (due to buoyant financial markets during that year but which are unlikely to continue in the medium-term), achieving a nominal investment return of 18.6%, thus exceeding the 3.5% real rate of return needed to ensure the Fund's long-term solvency. Now a mature Fund, the ratio of beneficiaries to active participants is growing and benefits exceeded contributions by some \$272 million in 2017. It should also be noted that the number of active participants actually fell in 2017 by 1.2% as against the actuarial assumption for 2017 of a 0.5% increase. The Board is aware that there is no room for complacency and that it is more vital than ever that the investment performance meets or exceeds the target of 3.5% annual real rate of return.

Message

Operational issues

The Board stated that following the clearance of backlogs between August 2015 and the second half of 2017, IPAS is now functioning satisfactorily albeit with room for improvement. Nevertheless, only 62% - against a target of 75% - of cases had been processed in 2017 within 15 working days of the receipt of complete documents.

Human Resources

In the last update we advised that the CEO, Sergio Arvizu, had been on long-term sick leave since August 2017. It has now been confirmed that he will leave the UN on 7 January 2019. The

Deputy CEO was due to retire at the end of August 2018 but was extended up to 31 December 2018 while the process to find his replacement was underway. Unfortunately, following allegations by the UN participants' representatives of irregularities in the recruitment procedures and the selected candidate's qualification for the post, the candidate withdrew his candidacy. At the time of writing we do not know where the process to replace the CEO and Deputy CEO currently stands.

Watch this space!

20 November 2018

Cherry Thompson-Senior

Health Insurance Fund

Update from the Director-General 18 July 2018

I am writing to inform you of the outcome of a matter relating to the withdrawal of the International Telecommunications Union (ITU) from the Staff Health Insurance Fund (SHIF).

Following the ITU's unilateral decision to withdraw from the SHIF and to provide health and accident insurance to its staff and retirees via a third party, a difference arose as to the share of the net assets of the SHIF, represented by the SHIF Guarantee Fund, that should be attributed to the ITU. In accordance with the agreement between the ILO and the ITU, the matter has been decided through arbitration.

The decision is that US\$8.9 million of the \$61 million available in the Guarantee Fund as at the date of ITU's separation in May 2014, be transferred to the ITU together with a provision for interest calculated at 1.4 per cent per annum.

The ITU had initially claimed an amount of \$18.6 million against the ILO's figure of \$1.8 million representing the net difference between contributions received in respect of ITU insured persons and benefits paid. The ILO's proposal also reflected the accounting practices and audited financial statements that had been unchallenged by the governing bodies of the two organizations throughout the ITU's association with the Fund.

The Arbitrator decided that in the absence of any clear legal basis to distribute the net assets, the distribution should be based upon the solvency parameters of the Guarantee Fund as established in the SHIF Regulations.

The transfer of these funds has had no immediate impact on the financial stability of the SHIF. It continues to be appropriately funded and to deliver insurance coverage to ILO insured persons. An actuarial study is being commissioned in order to review the medium to longer term financial outlook.

18 July 2018

Guy Ryder

What's new on SHIF-related Issues

by *Liz Sommaro* (insured member)

Separation of ITU from SHIF

The Director-General in his Broadcast, dated 18 July 2018, stated in the 3rd paragraph:

“The decision is that US\$8.9 million of the \$61 million available in the Guarantee Fund as at the date of ITU’s separation in May 2014, be transferred to the ITU together with a provision for interest calculated at 1.4 per cent per annum.”

It is very good news indeed that the long-outstanding issue of this separation has been resolved. The persons involved are to be thanked for their work in bringing this difficult and unusual case to a mutually-agreed settlement in this “divorce”.

Edition 2018 of the Regulations and Administrative Rules of SHIF

Article 0.1 – Objective. The objective of the Staff Health Insurance Fund of the International Labour Office (ILO), hereinafter referred to as “the Fund”, shall be to provide, to the extent prescribed by these Regulations and by the Administrative Rules made thereunder, reimbursement of the expenses which may be incurred for health protection – including medical care in case of illness, accident and maternity and personal preventive care – by persons protected by the Fund.

Article 3.1 – Sources of financing – paragraph 2, states that “The full cost of administration of the Fund shall be borne by the ILO.”

Article 4.19 – Dissolution of the Fund states *inter alia* that “... the disposal of its assets may be decided on a proposal of the Management Committee submitted in writing to all insured persons for vote.” There has been no Dissolution of the Fund as such, just the ILO now “going it alone”, but surely the insured persons have a right to have a say in “who should pay what” if the Fund’s Regulations and Administrative Rules have been modified due to the departure of the ITU from the Fund.

So what is the ILO’s responsibility in all this? Should the Office not be liable to pay part, if not the whole, of the amount due to the ITU as it is the ILO that administers the wellbeing of

the Fund and takes the necessary steps *to ensure good financial management of the Fund*? The insured members do not even have the Reports on the Operation of the Fund to know what the financial situation really is (see below).

You will recall that on 1 January 2017 there was an increase in the contribution rates from 3.30 per cent to 3.55 per cent. This was to “avoid the Guarantee Fund declining towards the statutory minimum” (source : SHIF 2013 Actuarial Study in SHIF NewsLetter issued March 2016). Now we are faced with \$9 million less in the Guarantee Fund according to the Director-General’s Broadcast. Is it fair that the insured members have to “pay” a share from the Guarantee Fund for such a high settlement?

You will also recall that in the Audited Financial Statements as at 31 December 2017, an amount recorded as due to the ITU was \$1.8 million, that is \$7.1 million less than the \$8.9 million agreement now arrived at with the ITU - the interest of 1.4 per cent per annum has to be added to this figure of course. Incidentally we have not seen the accounts as no Annual Report has been issued since the 2013-2014 report. We do not know what interest the Fund earned during the period in question. If it is less, then the difference should be borne by the ILO who negotiated the deal. The insured members have never been consulted, but now have to face paying all, or part, of this settlement. For over a decade the “administration of the Fund” has been very lax and we might unfortunately have to foot the bill for this poor performance!

Bills from clinics and hospitals

This is a thorn in my side especially after a recent experience. I was appalled that I was requested to pay an amount of CHF 900 to the anaesthetist for a 10-15 minutes cataract operation which meant putting a few drops in my eye!

I mentioned to the Executive Secretary that it would be more advantageous to SHIF if insured members could see the bills before they are paid to ensure that the services and items have been received and the duration of the treatment. At least we must insist that a copy of the invoice is

provided with the debit advice to the insured person.

It is regrettable that SHIF can pay bills received directly from clinics and hospitals in a week whilst retirees have to wait for 2 months or over for their 80 per cent reimbursement. [In my case I had not received a copy (or original bill which I asked the Clinique Beaulieu to send to me) and asked SHIF if they had received anything concerning me only to be told that “yes, and we have already paid it”.]

Did you know ?

Anaesthetic: Surplus for the +70 by the AMG (Association des médecins genevois)

Is this “surplus” for the over 70s applied elsewhere in Switzerland or only in the Canton of Geneva? If other Canton’s do not have this rule, then perhaps it is very important to know which healthcare facilities outside the Geneva area that retired insured persons can attend.

The Executive Secretary should take this into consideration when concluding special arrangements with healthcare facilities.

Choice of clinics

SHIF NewsLetter (March 2017) states that “In 2017, one of our priorities will be to conclude agreements with healthcare facilities outside the Geneva area”. Eleven clinics and hospitals are listed in this NewsLetter of which six are in Geneva. The NewsLetter also states that “All of these agreements have been concluded in order to ensure that you have easier access to services and to guarantee you the lowest rates.”. However, there is no indication of which ones are the most economical in their rates.

Hopefully we should be receiving an updated NewsLetter on this subject stating what progress has been made to conclude the agreements with healthcare facilities. It seems that it is not easy to make arrangements with hospitals and clinics especially if other UN Agencies are also involved in this process, i.e. UNOG , UNIQA, and WHO, as the negotiation process takes much longer to arrive at a mutually-acceptable agreement. Perhaps the ILO should “go it alone” and negotiate an agreement by using the “fast payment of bills” argument.

Report on the Operations of the Fund in 2013 and 2014

Where do we stand concerning the issuance of hard copies of this Report? The Report has been on the SHIF website for some time. It seems that the Secretariat is having a problem in having the report printed and distributed to all insured members; should not higher authorities step in and take action to authorise and facilitate the printing and distribution?

As far back as 2009 the Chief Internal Auditor in his report to the Governing Body (GB.304/PFA/6/2), paragraph 29, stated “*the LAO identified a need for the Management Committee to improve communication with insured persons by ensuring that the annual report on the operations of the SHIF be prepared and issued annually in a timely manner*”.

Report on the Operations of the Fund in 2015, 2016 and 2017

It is regrettable that the financial situation of the Fund for these years is not known at this late stage in the year. All we have received are promises to make them available (Record of Decisions of the Management Committee, etc.). It is not reasonable that the insured members do not know what the **real situation** of the Fund is especially now we have been told that we have to pay the ITU over \$9 million in the not too distant future, if it is not already done of course!

Latest : We have recently been promised that these reports would be available before the announced General Meeting on 13 December. Hence when you read this, the Reports should be in your hands.

When will the Regulations and Administrative Rules of the Staff Health Insured Fund (2018 Edition) be issued in hard copy to insured persons?

We have been informed that a hard copy of a complete and updated edition will be distributed, but nothing further concerning the Regulations and Rules has been received since the issuance of the Amendments thereto in May 2018. Every insured member is entitled to receive these Rules, as is the case in every Health Fund, and it is surely in the interest of all concerned that these are easily accessible so that they can be observed.

The Section of Former Officials having repeatedly complained that a complete edition of the Regulations and Rules has not been issued in printed form since 2002, will be provided and distributed to the retired members of the Fund. This is most welcomed.

Information Disclosure

As has been pointed out on several occasions, SHIF appears not to take any notice of the ILO policy on information disclosure – Director-General's Announcement No. 8 (Version 1) dated 11 April 2008. As the Director-General himself has stated in a statement last year before the ICSC in Vienna "... an obligation to work together in an open, transparent, objective manner which make decisions stable, transparent and understandable to those to whom they apply.". We place our hope in the new Management Committee that there will be an improvement in communications and rapidly.

Items that affect the solvability of the Fund:

Post Adjustment: What is the situation concerning the effect that a reduction in Post Adjustment will have on SHIF income? [The General Service category staff does not have this problem so their contribution to SHIF remains the same.] We expect that this will be taken into account in the actuarial study announced by the Director-General.

Complementary insurance cover: What can we insured members do to help reduce costs to SHIF? Perhaps one solution would be to use from time to time the complementary insurance for 80 per cent of bills and the SHIF for the other 20 per cent.

Checking and querying bills (invoices): Some doctors and surgeons have very high fees. I would recommend that you (1) ask for an estimate before surgery or any major

intervention; and (2) ask for a copy of a bill from clinics and hospitals to check whether it conforms to treatment received.

Voluntary covered dependants (Article 1.6):

The contribution rate is very low for automatically covered spouses. In this day and age many, if not all, spouses work (or have separate pensions), but only the occupational earnings of the compulsory or main insured person is taken into consideration (3.55 per cent). Undoubtedly their rate of contribution should be increased to a more "reasonable" level. It presently stands at 1.07 per cent for 80 per cent SHIF coverage.

Times have changed - when SHIF was set-up most of the spouses had no professional occupation and income.

It seems reasonable that those spouses who have an income or pension beyond a certain level should be asked to contribute to SHIF considering the advantages they profit from being a dependant of a serving or retired official. The Management Committee should make a study of this question as it is not only the contribution rate that is involved but they also benefit from a communal "Supplementary Threshold level" to arrive at the 100 per cent claim reimbursement amount. A fairer-for-all coverage level for them should be based on a joint-income household rate, but then perhaps it would be far more costly to administer than simply raising the coverage percentage rate.

Conclusion: With a zero growth budget in operation for many years now, the Director-General is doing a great job in keeping the boat steady. We are very grateful for his leadership and the improvements that he has brought into the work of SHIF management in the last year or two. We sincerely hope that - in the ILO's next century - it will carry on!

26 November 2018

News of the ILO

Towards the Centenary: Celebrating one hundred years of the ILO

All birthdays are special, but 100th anniversaries are exceptional. In 2019, the ILO will celebrate its Centenary – also called "ILO100" – and the year promises to be an historic milestone for the

Organization. "The Centenary year will be more than just celebrations," Deputy-Director General and head of the ILO100 Task Force Greg Vines says. "The year will be a time of recognition of

Message

the historical achievements, substance and impact of the ILO over the past century, and will be an opportunity to set the Organization on course for the future".



Preparing for the future of work

The anniversary will be a time to look honestly and critically at the major challenges and changes taking place in the world of work, and how the ILO and its member States can respond to and shape these most effectively, the Director-General has stated.

The Global Commission on the Future of Work will present its landmark report at a major event on 22 January, and this report is expected to provide the basis for discussion and engagement with members and partners throughout the year.

Major milestones in 2019

Following the launch in January, activities will take place throughout the year, involving all regions, and a wide range of member States, social partners and other organizations are expected to contribute.

An innovative global campaign will equip staff and offices to communicate ILO broader audiences beyond its core constituencies, and will

be rolled-out during the year. On 11 April – one of the ILO's founding dates – a 24-hour "Global Tour" will link up ILO offices around the world in an exciting live event. And much more is planned.

The pinnacle of the year will be the 108th International Labour Conference in June. The ILC will discuss the report of the Global Commission, and many Heads of State and Government are expected to address the delegates at the Palais des Nations.

There will be numerous other commemorative events, many of them related to the key dates in the foundation of the ILO, at both the global and regional levels. Several publications and exhibitions are planned. Arrangements are underway to celebrate the Centenary with the wider United Nations family.

The Centenary promises to be a remarkable year and a turning point for the Organization. ILO officials, past and present, will play an important role in ensuring that the celebration communicates a confident and forward-looking Organization as it enters its second century.

Alexander Belopopsky

Head, Internal Communication
Department of Communication

107th International Labour Conference Geneva 28 May to 8 June 2018

In accordance with the Constitution of the ILO and current principles, the 107th Session of the International Labour Conference was held in Geneva from 28 May to 8 June 2018.

As approved by the Governing Body of the ILO, there are three permanent items on the agenda:

- a) Report of the Chairperson of the Governing Body and of the Director-General
- b) Programme and Budget and other questions
- c) Information and reports on the application of the Conventions and Recommendations on the one hand,

as well as several technical questions presented by the Governing Body, including:

- a) Efficient cooperation for development and support of objectives for sustainable development (general discussion)
- b) Abrogation of Conventions nos. 21,50,64,65,85 and 104 and the withdrawal of Recommendations nos. 7,61 and 62
- c) Proposals for amendments to the Maritime Convention (2006)

Applying the principle of tripartism and regional rotation, the elected members of the Conference Office are the following:

President: Mr. Samir Murad (Jordan)
Government Vice-President: Mr. Jean-Jacques Elmiger (Switzerland)
Employer Vice-President: Mr. Khalifa Mattar (United Arab Emirates)

Worker Vice-President: Mrs. Adiko Gono (Japan)

In accordance with current practice the President and Vice-President of the seven Conference Committees were elected by the Governments, Employers and Workers.

As well as the discussions concerning the questions on the agenda in the Committees and the debates in the Plenary, the Conference was honoured by the presence of his Excellency Mr. Juan Manuel Santos Calderon, President of Colombia. During the same Session, the Conference also welcomed their Excellences Messrs. Michel Daniel Higgins, President of Ireland and Faustin Archange Touadéra, President of the Central African Republic who were invited to the Summit organised on the 7 June 2018 at the Palais des Nations on "The World of Work: Employment and decent work can promote peace and resilience".

Keeping to tradition a special meeting of solidarity with Palestine was organised to which all the participants and tripartite delegates were invited; which benefited from speeches given by Mr. Guy Rider, Director-General of the BIT as well as the Presidents of the Employers' and Workers' Groups.

The work of the Conference took place in the Plenary and in the Committees. In his closing speech on 8 June 2018 the Director-General stressed the importance of the discussions and decisions taken during the 107th Session of the Conference of the ILO, which is preparing to celebrate its Centenary in 2019 maintaining its specificity as the only specialised Agency of the United Nations with a tripartite dimension which values WORK and WORKERS.

Abdoulaye Lélouma Diallo
Assistant Executive Secretary of
the Section of Former Officials

History

Before the colours fade Recollections on the occasion of the ILO Centenary

In this issue we are pleased to publish another instalment in our series of memories by our former colleagues. Each one has a story to tell, bringing back memories of "the old days" at the ILO, with a vigour and freshness which the files can never reproduce. These contributions are of great value in crystallising the multiple facets in the historical kaleidoscope of the ILO's past activities, and the role individual officials have played. We would like here to thank all those who have contributed and hope that others will follow with their thoughts and views for inclusion in future issues of the *Message*.

Ivan M.C.S. Elsmark

In the past even the future was brighter*

by *Peter Auer*

The Global Commission on the future of work, set up in 2017 as a second step to the future of work initiative created by the DG, Guy Rider, in 2013, is in full working gear, organising technical events in order to issue a major report in 2019.

This effort makes me think that it is timely to remind of another major initiative on the same subject, back in the not so far past. In 2000 the French Ministry of Labour and the then Director General of the ILO, Juan Somavia, initiated a

series of symposia on the same subject, coined in broader terms as the "future of work, employment and social protection". I was then charged by the DG to coordinate these events in close collaboration with the French ministry of labour. Subsequently, the ILO invited experts on the matter in the ILO, the French ministry, the social partners and the international research community and held 3 conferences in the years 2001, 2002 and 2005.

The first conference, organized in Annecy, France in 2001 discussed the need for the development of policies to provide security for workers in the face of growing uncertainties, which were caused by the forces of globalization, as well as technological and organisational change. Accordingly, the first conference discussed the large subject of the transformations of work and employment as a consequence of these changes and the impact of these transformations on work and society as well as the possible economic, political and social responses for increased worker security. (For details see the conference proceedings: Peter Auer and Christine Daniel "The future of work, employment and social protection: the search for new securities in a world of growing uncertainties" ILS, ILO 2002).

The second symposium meeting, organized in Lyon in 2002, focused on labour market dynamics and discussed trajectories of the employed and unemployed, life cycle approaches, the evolution of regulations and the need for well integrated policies. The concept of life long security, protected transitions on the labour market with varying periods of work, education and training, as well as the protection of risks at particular difficult periods in the life cycle of individuals was a core idea in this meeting. Balancing working and family life was seen as a particularly important part of modern, dynamic labour markets that increase female participation in the worklife. (see Peter Auer and Bernard Gazier "The future of work, employment and social protection: the dynamics of change and the protection of workers" ILS, ILO 2002).

The third meeting in 2005 was again organized in Annecy and found that globalization has indeed enhanced the overall well being of countries that have participated in globalization and have contributed to an overall reduction in poverty. However, in the public perception, globalization was increasingly seen as a job killer, affecting people's life course negatively and a big driver of inequality. While it was found that most adversely affected are countries that do not, or only marginally participate in the economics of globalization, it was also acknowledged that that there are few policies effectively compensating the losers of globalization. The conference analysed these trends and patterns in the

internationalisation of employment, looked at losers and winners and proposes new policies of compensation, based on labour rights and standards and on labour market and social policies which build an effective employment adjustment and social protection system that leads to a fairer globalization. (See Peter Auer, Geneviève Besse and Dominique Méda "The internationalization of employment: a challenge for a fair globalization", ILS, ILO 2005.)

In conclusion the series of conferences organized by France and the ILO posed many of the right questions and proposed a framework for labour standards and labour market policies that would allow to govern globalization at national and international level in order to make it fairer. However, the financial crisis starting in 2008, which needed ad-hoc interventions to cope with the negative impact on jobs, reduced the ability to build long term labour market and social policy frameworks that would accompany the shocks of globalization in a more sustainable way. Quantitative easing worked well for private investors, but was accompanied by a reduction in public spending on social and labour market policies.

Also in the light of recent attempts by a major economic power to reduce globalization altogether and install national preference, and the rise of nationalism in Europe and elsewhere one might ask if the paradigm "let globalization happen, but compensate the losers" is still accepted as a road map for developing standards and policies. What we see is that policies of compensation are superseded by protectionist measures, and one may ask whether the Annecy conference series was too overoptimistic on the governance of globalization by standards and policies. It is in this context that one may say that "in the past even the future was brighter" as this belief of being able to govern globalization in order to make it fairer is less prevalent today than in the early 2000s. This one of the important challenges that the Global Commission on the future of work will have to discuss.

* This is a variant of the saying in German "früher war auch die Zukunft besser" that is ascribed to the humorist Karl Valentin

100 years (nearly): ILO's efforts to protect performers' rights Coping with technological change – in a nutshell

By Sally Christine Cornwell

A little known chapter in ILO's history has been its continuing effort to protect the rights of performing artists (those associated with music, acting, audio-visual works etc). Until the technology for capturing or "fixing" performances in films or on records (phonograms) was perfected, performances were live and remuneration was mostly regulated between the performers and those who hired them.

With the development and increased use and distribution of recordings and films in the 1920s, performers became increasingly concerned about being paid for the repeated copying and use of their works. Moreover they felt entitled to protect the integrity of their works – a moral right. Whereas authors had international laws protecting copyright dating from the late 1880s, no similar protection existed for performers. From the 1920s the ILO recognized that performers were workers who should be remunerated not only for their original performance but for any subsequent commercial use made of it, since such use "employs" the performer's labour.

After 30 years of consultations among governments and different rights' holders, the International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations (the Rome Convention) was adopted in 1961. The ILO, UNESCO and WIPO have shared the administration of the convention. Ratification has been slow, but over 90 Member States have now ratified it.

The Rome Convention marked a major step forward by recognizing that performers had some rights of consent to the use of their works and could claim remuneration in some instances. At the same time, the Convention provided options to avoid or restrict the remuneration rights. The trade unions representing performers were never entirely satisfied with the terms of the Convention, but obtaining greater international protection was seen as an improbable goal.

Since 1961 technological developments and even more sophisticated means of communication

(cable, videos, video discs, satellites, digital technologies) have simply multiplied the means by which performers' works can be copied (even changed) reproduced, re-used, and re-diffused.

Over 20 years ago WIPO updated and renewed its international copyright and phonograms treaties, but efforts to provide similar international protection for performers in audiovisual works have not been successful.

In 2012, however, a WIPO Conference adopted the Beijing Treaty on Audiovisual Performances. This treaty essentially covers the intellectual property rights of performers in audiovisual performances (moral rights and rights and rights to authorize reproduction, distribution, rental and diffusion to the public) of performances that have been "fixed" in audiovisual fixations. There are, however, options to restrict rights: replacing authorization with remuneration and/or transferring rights against royalties or remuneration. The Beijing Treaty, with about 17 ratifications, will come into force when 30 States have ratified.

With these developments, what is the role of the ILO? It has not been closely involved in the Beijing Treaty. The most recent Rome Convention Intergovernmental Committee was held in 2009. Any future meeting is dependent on "new" developments, presumably the entry into force of the Beijing Treaty. What is the future of the Rome Convention once the Beijing Treaty comes into force? Some workers' organisations have expressed doubts about the effectiveness of the new treaty and would like clarifications of the possible implications.

After 100 years of defending performers' rights, will the ILO continue to do so?

Clearly the ILO's continued concern for the employment and working conditions of performers, most of whom are in atypical forms of employment, will remain. The ILO's Global Forum on Employment Relationships in Media and Cultural Sectors in 2014 provides a roadmap. The ILO meeting was followed by a trade union handbook in 2016, "Reaching Out to Atypical Workers in the Arts, Media and Entertainment

Sectors”, prepared by European members of the International Arts and Entertainment Alliance. These are all critical aspects of performers’ working lives.

The question remains, however, as to whether the ILO has a role to play, and which one, in defending performers’ rights when their works are “fixed” and used and re-used in many forms.

Grace Sampson: 50 years’ service

by H.F. Rossetti

Grace joined the staff of the London Branch Office on New Year's Day of 1926. She had reached the age of 16 years exactly four weeks earlier. She retired on the last day of 1975 and on that day, she completed **fifty years'** unbroken service with the ILO, all at the London Branch Office. If at Headquarters, or any other out-stationed Office, there is, or ever has been, any servant of the Organisation with a record of long service equal to this, I should be very much surprised. I shall also be surprised if her record is ever again equaled.

In 1926 Albert Thomas was still Director, which means that Grace Sampson served in the London Office under every one of the DGs. When David Morse was Director-General, he arranged for her to be invited to Geneva on official mission during the session of the Conference in June 1967. This was in recognition of her long and devoted service. And yet she continued to work for another eight years.

Mrs. Sampson had left London on mission on two previous occasions. In 1945 she was in Copenhagen from 15 November to 1 December as a member of the Secretariat at the Meeting of the Maritime Preparatory Technical Conference. The following year she was in Brussels from 14 November to 3 December serving successively as a member of the Office staff at the first session of the Textiles Committee and, immediately afterwards, at the first session of the Building, Civil Engineering and Public Works Committee. She thus had a very early opportunity to acquire first-hand knowledge of the new postwar development of ILO activities, in the shape of Industrial Committees.

The great bulk of Mrs. Sampson's work was, of course, done in the London Branch Office. This does not mean that she stayed in the same place. The office to which the 16-year-old girl reported

on 1 January 1926 (New Year's Day was not then an office holiday) was at 26 Buckingham Gate, near Buckingham Palace. Later "homes" of the London Branch Office in which she served were in Victoria Street, Parliament Street, Piccadilly, and then, for her final year of service, New Bond Street. In addition to these offices, and literally more like a "home" than the others, was the Director's country home at Rudgwick in Sussex, where the staff established itself for several years during the Second World War after the Victoria Street office was bombed. The daughter of the local doctor was, Grace tells me, recruited to help out with the typing when necessary. I first saw Mrs. Sampson when visiting Mr. Burge, who was then Director, for a weekend during this period of wartime exile.

Mr. Burge was the second and much the longest-serving of the Directors of the Branch Office (1924-1945). Mrs. Sampson worked for him for almost 20 years after joining the staff in 1926. Later she served under Mr. Robbins, Mr. Pickford, Mr. G. A. Johnson (on his short migration from Headquarters to London), Sir Guildhaume Myrddin-Evans, and Mr. Slater.

I took over from Mr. Slater on All Fools' Day of 1970. Grace Sampson had by then completed her forty-fourth year of service and it would not be surprising if she looked on me with a slightly weary eye - the seventh Director she had worked for! (Even Grace had not arrived at the London Office in time to work for the very first Director, way back in 1920, J.E. Herbert.)

But if her eye was slightly weary, I got no suggestion of its being so. She was, and always remained, full of energy and enthusiasm. She had, by the time of my arrival, graduated from the girl-clerk of 1926 to the librarian, but she was a librarian with a difference. Her capacious memory and long experience made catalogues and card-indexes and such devices for helping the

ill-informed quite unnecessary. She was of invaluable help to all inquirers after truth who visited the London Office, or who wrote, or who telephoned, provided it was ILO truth that they were after.

She occasionally gazed briefly into the middle distance where memories have their being, or glanced quickly over the shelves, before saying: "I think this report on Food Consumption and Dietary Surveys in the Americas presented by the ILO to the Eleventh Pan American Sanitary Conference held in Rio de Janeiro in 1942 might help you in your inquiries."

Of course, there were times when neither the middle distance, nor the shelves, yielded answers

to the strange requests for information put by visitors, and we had to have recourse to HQ.

Her departure on 31 December 1975, after 50 years of devoted work was a sad day for the London Office and the ILO as a whole. We shall not know ourselves without Grace to refer conundrums to and to help us in all the innumerable ways that have come so naturally to her kindly disposition.

Whether the Organisation will ever have a longer-serving official seems, as I said at the start, doubtful: it could not have one who will take more interest in its work or serve it more devotedly and well.

(First published in *ILO World*, January 1976)

The ALBERT THOMAS Ship

by Siegfried E. Schoen



I. Introduction

In 1919, Albert Thomas became the first Director of the ILO.

How might he have reacted, seeing 55 years later a ship sailing under the UNITED NATIONS flag in Bangladesh waters and bearing his name? I leave the answer(s) to the readers' imagination but will report here how the ship and its name came about.

II. Project BGD/72/003 and Purchase of the HAMAYU MARU ship

From Jan. 1971 to Dec. 1976, an ILO executed technical cooperation project entitled „Inland Waterways Deck Personnel Training Centre Narayanganj BGD/72/003“ was active in Bangladesh.

ILO, UNDP and the Inland Waterways Authority of the Government of Bangladesh were cooperating partners of the project. In order to achieve the project's objective, namely the effective training of inland waterways desk personnel, the project document provided for the acquisition of a suitable ship. ILO's Maritime

Message

Branch (MARIT) and the local Bangladesh Inland Waterways Authority had the task to find such a ship.

Political instability and upheavels in Bangladesh during the lifetime of the project caused delays in its normal operations. In these circumstances, the procurement of a suitable training ship had to be effected by direct selection rather than by the usual international competitive bidding process. Finally, a limited search in some Asian countries led to an acceptable ship named HAMAYU MARU in Japan.

The ship's log-book listed the following technical specifications and other relevant data:

Length:	29.69 m
Breadth:	6.10 m
Depth:	2.70 m
Draught:	1.70 m
Gross tonnage:	155.92 tons
Main engines:	4 cycles, 6 cylinder, 600 BHP
Built:	30. April 1966 by Kurinoura Dockyard in Japan

Prior to the purchase by ILO, the HAMAYU MARU had been in use as a ferry- vessel for transporting mainly people between a group of islands in Japan.

By simple definition, a ship may be classified as being a piece of equipment. As Chief of the then Equipment and Supplies Branch (ESB) it was one of my duties to assist MARIT in negotiating and concluding the purchase-contract for the ship.

Since I had no special knowledge and experience of the intricacies and pitfalls of procuring a ship, I was advised by Internal Audit to contact FAO's Shipping and Transport Department in Rome. There, I learned that this Organisation had on a regular basis a fleet of ships under contract for transports of mostly grain and other food-related articles. An indepth briefing there was of great help to me for my future task in Japan.

The purchase-contract for acquiring the HAMAYU MARU covered basically:

- the ship and its upgrading from ferry-boat conditions to so-called ocean-going standards;
- a crew capable of maneuvering the ship under its own power from Japan to Bangladesh;

- all together at a cost of US \$ 239.555,-.

A draft of the purchase-contract, prepared jointly by officials from MARIT, LEGAL and myself, was the basis for my forthcoming mission to Japan in order to conclude the contract.

Following lengthy negotiations with the Japanese shipowner company, I signed for the ILO the purchase-contract in the ILO Tokyo Branch Office in November 1974 (see photo with Albert Thomas looking from the wall). My contractual counterpart was a representative from the shipowner company.



After a busy five days stay in Tokyo, I left Japan with a kind of heroic feeling having successfully concluded the purchase-contract for the ship. However, as a common proverb states: „never praise the day before nightfall“...

A few weeks after my return to Geneva, the proverb became reality. I received a telegraphic message from Tokyo with the following text: „Ship left Japanese harbour – yesterday – 18:00 hours – „certificate of ocean-going“ not yet obtained – regards“.

Wow! The ship was out on the ocean, but the „certificate of ocean-going“ from the Japanese Maritime Bureau had not been obtained. Could this be true? After all, such a neglect could have caused all kinds of complications if an accident had happened to the ship and/or its crew. Fortunately, after a sleepless night, the following day another more detailed telegram confirmed: a) the receipt of the *written* „ocean-going certificate“ by the ILO Office in Tokyo; and b) that the inspection by the Japanese Maritime Bureau

resulting in a *verbal* „go“, had taken place prior to the ship leaving Japan. From there on, my blood-pressure came down to normal!

III. Renaming of the HAMAYU MARU to become the ALBERT THOMAS Ship and concluding remarks

With the signing of the purchase-contract, the ownership changed and a new name had to be found and given to the ship. The idea to use the name Albert Thomas stemmed, as I remember, from the then Director of FINAD, Mr. P.M.C. Denby. His suggestion was subsequently accepted by ILO's Director-General, Mr. F. Blanchard, agreed to by the local Resident Representative of UNDP and the Inland Waterways Authority of the Bangladesh Government.

Why was the name Albert Thomas chosen to be put onto the ship? For the ILO this choice was most meaningful. Albert Thomas was not only the first Director General of the Office/Organisation (1919-1932), but also the best ambassador of its principle mandate, i.e. Social Justice based on Tripartism in the World of Labour.

In early 1975, after a 3-weeks journey from Japan via Singapore, the ship arrived safely in Bangladesh and thus had finally proven its ocean-going ability. From there onwards, the ship was

put to good service on the country's inland waterways – under its new name Albert Thomas.

IV. Acknowledgments and Personal Considerations

In writing this article, I should like to acknowledge the helpful support provided by the Office's Archives Service as well as by the following ILO colleagues: Ivan Elsmark, Max Kern, Jaques Rodriguez, and Uwe Seier.

Unfortunately, the fate of the ship which was transferred to the Bangladesh Inland Waterways Authority at the end of the project (Dec. 1976) is not traceable anymore.

In my 26 years (1968-1994) of professional involvement in international public procurement with the ILO, I came across hundreds of technical cooperation projects and consequently thousands of different equipment items, ranging from – to give just two exotic examples – a model railway with traffic-simulation-possibilities for training of railway personnel in Egypt to explosives and detonators for training of road-construction personnel in Nepal.

However, the purchase of the HAMAYU MARU /ALBERT THOMAS Ship was both: a memorable and a unique event by its linkage to the name of one of ILO's most remarkable personalities, i.e. Albert Thomas.

Active Partnership – a constructive ILO approach

by Björn Grünwald

Democracy has a tendency to become its own enemy. Oh, it looks very good on the drawing board, but remains a dubious proposition to manage in real life. Difficult enough when applied locally, attempting it nationally brings out many imperfections and imbalances. And internationally – well, welcome to the UN!

The ILO was conceived as a reaction and also an alternative to the violence that increasingly spilled over from military use into civilian society during the Great War. So much so that this became a first priority when discussions commenced after the Armistice, to provide instruments to handle conflicts, as an alternative to violence. An alternative to the Russian Revolution, as it were.

Only that the ILO was not invited to apply its principles in that part of the world, even though the Soviet Union eventually did become a member, finding the ILO a useful venue for its general political ambitions. So, eventually, ILO became one major theater of the Cold War.

Only after 70 years, with the collapse of communism, was there an opportunity for a constructive alternative. ILO reacted very rapidly, and already in early 1992 proposed an Active Partnership approach, offering advice and assistance to the countries which embarked on the very complicated process of transition from failed planned economies and totalitarian regimes, to democracy and market economy.

To handle this, a Multidisciplinary Team was organized and seven senior experts recruited to act as emissaries to, to begin with, sixteen of these nations. The very first projects - for Russia, Bulgaria and Ukraine - were launched already during 1992, as the Team was being brought together. It was decided to locate the Team to Budapest, where it opened for business in January 1993. This was a major feat, getting something up and running within a two-year regular budget period - easy maybe in a company but indeed not in a slow-moving international organization of the UN family. Unfortunately, this meant that there could not be any major funds allocated for our first year, just enough to cover office costs, salaries and some travel expenses, but even this was indeed a great achievement.

Yet, we were in business and set our sights for the following biennium. Except that the very success of this initiative made the ILO member nations take notice, and demand their own MDT's. Which meant that we had to share what funds could be set aside with nine other such Teams worldwide, which left us almost as poor as before. And on top of this, in 1994 the US Congress could not agree on their federal budget, which also prevented them from paying their 25% share of all UN operations, which in turn effectively blocked any hope for expanding the operations of our MDT. Stalemate.

So, seven experts attempting to cover sixteen Central and Eastern European nations in transition, plus backstopping support to a further eight in Eastern Europe and Central Asia, with almost no funds available for major projects? After three years of such homeopathic efforts, if even that, we were totally exhausted, and almost ready to give up. Then it was time for an ILO regional Conference for Europe, late 1995, which was held in Warsaw.

Our Team, the Central and Eastern European Multidisciplinary Team or CEET, was invited. We went, convinced that we would be massively criticized for poor delivery both by the 26 countries we were assigned to support, and by the 24 other European countries. To our utter surprise and dismay, we were instead unanimously praised by all three constituents of all our 26 nations, and generally applauded by the remaining 24!

How was this possible? Well, we were seen as the only major international agency that was seriously attempting to meet our constituents in their countries, working together and prepared to listen to them and their arguments, rather than just going there to tell them what to do. In the evaluation of the Active Partnership Policy that the ILO Governing Body undertook after five years, this was convincingly expressed by the vice Prime Minister of Ukraine who stated that each ILO dollar to them was worth more than ten World Bank dollars precisely because the CEET really paid attention to their priorities, and listened to them.

So, happy end? Well, not quite - even though much was indeed achieved during these first few years of the ILO pioneering dialogue with half a continent that had experienced the very fabric of their societies come apart at the seams.

Many mistakes were made, by the ILO and other actors, but much was indeed also achieved in the first few years when everything was possible, because there was then no established rule of what to do, and how to do it.

Or in the words of the first Polish minister of industry *'it's just a matter of re-creating the beautiful aquarium from what's left of the fish soup the communists made of it when they took over!'*

Remembering the Conference and the Editorial and Translation Division

by Roberto P. Payró

Gone are the days when the Editorial and Translation Division (later Branch) was an important service, not only responsible for editing and publishing books and periodicals, but also conference records and official documents, translations, printing and dissemination by sales

and otherwise. When I joined the ILO in 1950 the Division was headed by J.E.A. Johnstone as chief of Division, a Canadian Professor of Greek, rumoured to have Iroquois blood. He had joined the ILO in 1927 and worked during the war at the *ILO Working Centre* in Montreal. He was a

personality, much respected by all for the strength of his commitment to the ILO and the firmness of his defence of editorial standards and of the interests of his Division. He carried a tradition of excellence in the publishing world, which had its roots far back to the early years of the Organization¹.



J.E.A. Johnstone, official 1943-62

The hardest task was assigned to us year after year as another session of the International Labour Conference took place. Basing myself on my recollection of the years before I was transferred to the ILO Liaison Office with the United Nations in 1957, this is what I can tell you about how we worked for three weeks every June.

Speeches made at the plenary sittings of the Conference were taken down by verbatim reporters² (for Spanish we had such outstanding workers as Enrique Martín, Sorel and Manuel Carrillo (before he was assigned interpreter duties), and transcribed by themselves, or such excellent stenographers or copy typists as de Hoyos, Ricardo Díaz Corpión, Isabel and Rosa Miragaya, and later, Emilio Forcada and Virgilio Garrote. Only rarely would an interpreter take the trouble to re-dictate a speech that had not turned out well in the language of interpretation. In most cases I remember, it was always Dick Roome who turned up at the Typing Pool's quarters high up in the Palais to dictate anew something he

thought he had not done properly on his first try (Dick was an excellent translator and a first-rate colleague, and this may partly explain why he was willing to help those of us who were on Conference Record Service duty.) Rather reluctantly, Mr. Johnstone would let members of his staff serve as interpreters. As a result, we were lucky to have on the Spanish side such good colleagues as Juanita Riley, Ana María Etchegorry and Manuel Carrillo, and the English side had Roome, Michael Bell, Kitty Leibovitch, Jim Connolly, Patrick Denby and Hugh Jones.

The typescripts of all speeches were sent down to the Conference Record Service. Sometimes we were glad to see at first sight that the text had been improved by our colleagues in the Typing Pool who knew how much we suffered from the bad quality of interpretation (and more particularly from the fact that the style and the content of most transcripts needed to be adapted for publication; interpretation did not lend itself to immediate reproduction as a text written with care, unless the interpreter happened to be one of the few really talented ones, such as Kitty Natzio, Albert Kouindjy, George Dunand, Roger Glémet, Mrs. Kerr or, later, Camille Amacker, or was willing to spend time deciding how he or she would translate a prepared speech made available before their turn in the interpreters' booth had started).

There, the mass of typescripts for a whole sitting would be distributed in any order among the editors, revisers and translators on duty. (Until the 1970s, the staff of the Conference Record Service worked from 9 a.m. until the end of business.) As a rule, there were only three people in each language team and the chief of the Service rarely called for reinforcements, because he wanted regular non-Conference work to continue normally at the ILO building by the lake. The composition of these teams varied. One year, the Spanish team would be composed of Martínez Mont, Sifre and Altimiras, and Elena Ochoa and Juanita Riley would serve with Martínez Mont the following year. Subsequently, Pepe Osuna led the team and Araquistáin, Payró or Xavier Caballero seconded him. The French and English teams were more stable: Pierre Boulas was almost always the head, seconded by Bernard Spy, André Lang, Guy Cotté, Raymond Bas or François Moret, and the English team was composed of Nora Moffat, Molly Healey and Pat Norsky (née Boyd), and Robert Caldwell from time to time.

¹ Later I myself was to become chief of the Editorial and Translation Branch from 1970 until my retirement in 1984.

² The English and French verbatim reporters included such well-qualified colleagues as Mrs. Gilmour, Miss Tynan, Mlle Boulaz, Mrs. Lapalme and Mr. Rogès.

Message

Rarely did we leave the Palais before midnight; when Conference Committee reports started to come in, we might be working until 3, 4 or 5 in the morning. I remember one occasion in the early 1950's when Osuna, Araquistáin and I worked non-stop for what seemed to be 48 very full hours because the Spanish edition of the *Provisional Record* had fallen behind by a whole day.)

One person from each language team was assigned by Mr. Johnstone to keep a careful record of what went on in plenary. This record was called the "skeleton" and was used to note not only the order in which business was transacted and the names and accreditation of each speaker (including those who had raised points of order), but also, to the extent possible, the names of the interpreters. The latter information was useful: it let us know what we could expect about the quality of a transcript, thus giving us some insight regarding the time it might take to put a speech into shape.

Most speeches were copiously revised, since we took pride in the fact that anyone reading the *Provisional Record* or making use of the *Record of Proceedings* would find that the concordance of texts in English, French and Spanish was quite good and even excellent. Prepared speeches were relatively easy, even when they were read terribly fast because the delegate was trying to finish before the time limit of 15 minutes expired. But every now and then, practically everyone improvised and then we were faced with something much worse than the tower of Babel.

There were a few excellent speakers, like Léon Jouhaux, Pierre Waline, Sir Guildhaume Myrddin-Evans, Alfred Roberts or Arutiunian, but the others belonged to another class altogether. (For a couple of years I specialized in improving and shortening the transcript of speeches made by Mr. Tripathi, a workers' delegate from India, and the Cuban workers' delegate, who spoke at great length and great speed as well as with double the amount of passion and repetitive emphasis that most delegates would show.)

Then the main editorial team would check batches of typewritten copy, introduce typographical markings and stylistic or substantive corrections, ensure that the record of each sitting was complete, that the list of speakers

was correct, and that all procedural questions had been dealt with in accordance with the Standing Orders of the Conference and long-standing practice. There were times during the Cold War years when everything came to a standstill when a delegate objected to remarks made by a speaker and it became necessary – according to new rules laid down by the Conference – for the President and his advisers to inspect the incriminated passages of a speech or several speeches and determine whether they would be expunged from the record or allowed to be printed. (Sometimes, the passages we were told to delete one day had to be reinstated the next day as part of a corrigendum.)

The next step was for the chief of the Conference Record Service to authorise the despatch to the printers of batches of typescript. In Mr. Johnstone's time, he personally reviewed every batch of copy in the three languages before agreeing to their transmission to printers anxious to receive them as hours went by past midnight until 2, 3 or 4 o'clock in the morning.

Conference Committee reports required even more care. We had been trained to think in terms of a full cycle, so we knew that most of the time we were not handling reports of ephemeral value. The technical reports submitted to the Conference and the reports on the discussions on them were all part of a sequence that would not end necessarily with the adoption of an international instrument; we knew only too well that the precedents established with one set of reports for single or double discussion would be relevant and useful when a cognate subject was placed on the agenda of the Conference at a later stage. Editors meticulously verified the correctness in form and accuracy of the master language and of the translations of the reports and the draft instruments, conclusions, resolutions or annexes attached, and up to the last minute incorporated new matter and further changes communicated by each secretariat after the relevant Committee had concluded its deliberations. (Kundig once told me that, knowing that Johnstone did not want a single page of the annexes and the report of the Application Committee to be sent to the printers before the Committee had completed its work late on the last Friday before the Conference closed, he had threatened to pick up copies of those texts he found lying about in the Delegates' Lounge and start the typesetting some days

earlier. The full report, together with the annexes, had to be distributed the following Monday, so one can understand printing plant Kundig's reaction, all the more since the Application Committee report was by far the bulkiest. It was not before the 1970s that our practice changed and the printers were allowed to start typesetting as early as Monday or Tuesday, although this meant that corrections made at the page proof stage were heavy.)

The roneoed pages of the Committees' reports would be covered with handwritten corrections. A lot of time would be devoted to cross-checking the contents in three languages before it could be decided to send the reports to the printers.

And what happened there? It was not only the printing staff that eagerly awaited the batches of copy we sent. Obviously, lino-typists and Monotype compositors would take several hours setting type and correcting mistakes, but it was our own ILO proofreaders and copyholders who were carefully reading proofs as they became available and marking essential corrections. They would again handle the same volume of proofreading after the printing staff had finished the page make-up and page proofs had been inked; it was often at this late stage that they had to incorporate last minute amendments sent in by the Conference Record Service. In all likelihood, these would concern the report of the Conference Committee on the Application of Conventions and Recommendations, and more particularly its annexes, since many delegates sent in amendments to the summaries of their interventions during the Committee's deliberations, all the more so when the debate had turned against them and the countries represented by them were to be mentioned in a Special List.

The printing work, organising and controlling all external printing done for the ILO by old-style printers proud of their excellence at monotype and linotype printing and binding, but also for ensuring that ILO specifications and quality standards were carefully met through proofreading and other technical work done by our printing staff. The ILO was proud of the quality of its reports and publications. How could one be unaware of this fact when most publications and reports were handled by full-time editors before they were translated for publication in another language, and were closely

scrutinised at various stages by the staff of the Printing Section?

At that time the boss of all printing work was Auguste Larvor, a convivial man outside his own shop but a stern boss when dealing with his own subordinates, who were ruled in the old-fashioned way which some may have called the master's whip and not a glove. Larvor, like his two immediate successors – R.E. Charlton and Fred Richardson – was under constant scrutiny by J.E.A. Johnstone, the chief of Branch, who was respected by all for the strength of his commitment to the ILO and the firmness of his defence of the interests of his Branch. Mr. Johnstone inspected every bit of printed matter produced by the ILO and was determined to make commercial printers and ILO members of the Printing Section respect the golden rule that ILO periodicals appeared on time and Conference reports were never to be issued with more than 24 hours' delay over the scheduled date of publication. Every June he did all he could to enforce the rule that the ILO Conference's *Provisional Record* for the previous day's sittings had to be available by the time delegates started moving into the plenary hall or the various committee rooms at the Palais des Nations, with an occasional delay, never tolerated beyond an hour or two, when a Conference Committee Report on a technical item for first or second discussion, on Resolutions or on the Application of Conventions and Recommendations, was placed for discussion and adoption on the plenary's agenda often only six or seven hours after the printers had received the end of the relevant manuscript. The same schedule would be enforced whenever it had been announced in the *Daily Bulletin* that a draft Convention or Recommendation would be put to the vote at an unmovable time.

What did the ILO entrust to external printers in those days? Everything having to do with the International Labour Conference, including the List of Delegates and the authentic texts of any Convention and Recommendation adopted (which had to be ready overnight before the Conference closed, so that the President of the Conference could affix his or her signature on them). The *Official Bulletin*, the Minutes of the Governing Body, the monthly *International Labour Review*, the *Legislative Series*, the bi-monthly *Occupational Safety and Health*, the fortnightly issues of *Industry and Labour*, the *Year Book of*

Message

Labour Statistics, the Budget (which was then an annual affair) all Studies and Manuals, the Reports of the Director-General to regional conferences (and the records of proceedings of such conferences) and all special publications, were also printed by contractors.

There was no letterpress printing in the case of reports for what we now call Sectorial Meetings. In other words, the reports submitted to Industrial Committees and similar bodies were entrusted to the Roneo Section (the “roneo” machines were much slower than the offset machines installed in the late 1970s), and only the reports and texts emanating from such meetings were subsequently printed in the *Official Bulletin*. The same applied to freedom of association cases, available in roneoed form at the start and printed much later on in a special series of the *Official Bulletin*.

In the 1950s, the Printing Section had a chief (Larvor) and a deputy chief (Charlton), and never less than four proofreaders and one copyholder for each of the main languages (English, French and Spanish). They read and corrected twice and sometimes more than twice the galley proofs and the page proofs of everything the ILO had entrusted to outside printers. Those were the days when English editors knew that no error would be missed if Charlton had done the proofreading, but also knew how well Richardson, Veitch, Thompson and Norris could perform if allowed enough time to do their job; those were the days when French editors would infallibly applaud the work done by Deshusses or Dittert although they might argue with corrections introduced by somebody like Bachelet or Neuenschwander, and when Spanish editors were only too glad to have their texts inspected by such wonderful proofreaders as Félix Lorenzo, Salvador Oriza, Enrique Benavent and, later, Luis Echevarria.

We owed a lot to them. They would not let misprints or factual errors go unnoticed, they would detect passages where words were missing, they would question figures that did not add up, they would teach us the ABC about printing and about proofreading and, at least in my own case, made me improve my drafting by heavily annotating the typescripts I sent to them for copy preparation. Moreover, they made us take an interest in making ILO books look better and in knowing a bit more about the printing trades and

encouraged us to visit printers to see how the work was done. And they worked with editors and revisers as if they were all part of the same team. Although it reported to a different chief, the Stenographer and Typing Pool was always there as another essential element in the processing chain. Whether under the direction of Mrs. Cacopardo, Mrs. Lawrenson, Rosita Daly or Isabel Miragaya, the Typing Pool was always willing to lend a hand. Its staff would take dictation from all translators and copy-type heavily corrected typescripts or handwritten texts from officials like me who preferred to scribble instead of wasting the time of verbatim reporters who could have taken down a whole speech in the time that took me to decide what turns of phrase and what words I would use in a translation.

Although it reported to a different chief, the Stenographer and Typing Pool was always there as another essential element in the processing chain. Whether under the direction of Mrs. Cacopardo, Mrs. Lawrenson, Rosita Daly or Isabel Miragaya, the Typing Pool was always willing to lend a hand. Its staff would take dictation from all translators and copy-type heavily corrected typescripts or handwritten texts from officials like me. Indeed, for as long as I can remember some proofreaders were always made available to handle copy-preparation, copy-editing or sub-editing tasks, when editors were not free.

Can you imagine how it was that our Printing Section's staff worked during those three weeks? I will give you only one example from direct observation. The Spanish edition of the *Provisional Record* was printed by Kundig's at their relatively small premises near the Old Town. The compositors, some Swiss, some Irish, the odd Turk, some German, for the most part, did not know a word of Spanish. It would have been bad enough having to typeset a whole line or word by word from a good typescript in Spanish, but they had to guess what the handwritten corrections said and how they were spelled, because changes had been made by different hands and very often they had to deal with illegible handwriting between lines, on the margins or on bits of paper attached to the copy. Our proofreaders were busy with their own work but had to answer the typesetters' queries and help them unravel what ILO staff members working in a great hurry had written by hand. The same happened at the

Tribune de Genève, where the English and French editions of the *Provisional Record* were printed.

This was the heaviest work period year after year. We, the editors, revisers and translators and the small secretariat composed of Lucile Harrison, Juliette Palacios and Claire Chan, shared with the staff of the Printing Section the lot during the

month of June, perhaps working longer hours because proofreaders and copyholders worked two long shifts. It was a hard school, but a highly rewarding experience that has left me many vivid memories.

Roberto P. Payró, former chief of the Editorial and translation Branch, died in 2017

The Centenary of the ILO 100 years after having overcome a number of crises

While we all celebrate the Centenary of our mother organization ILO from the bottom of our heart, we must not forget the fact that the long roads which our organization has travelled in the past 100 years were not necessarily always flat and easy. The ILO has experienced, not only the very hard years during the Second World War; forcing the Office to implement 90 per cent staff cut (from 400 to 40) and take refuge in Montreal, but also many other serious difficulties during its long history.

Due to the limit set to the space available for each contribution, I can only briefly touch on these. One of the most serious and long lasting difficulties the ILO had to face was the confrontation between the “universalism” and the “tripartism”, both basic principles on which our organization needs to function. The sharp difference of opinions on this issue and the hard antagonism mainly between the employers group (and some governments, particularly the USA) on the one side, and the then Eastern countries on the other, very much disturbed the smooth functioning of the ILO, particularly the normal working of annual conferences and other tripartite meetings, for many years, in fact since the mid-1930s when the USSR joined the ILO, until early 1990s when the East and West confrontation was finally dissolved.

Some of the other serious difficulties the ILO had to face, as far as I have personally experienced, were the introductions of certain political issues into the ILO stages, causing

serious confusion at annual Conferences, first in 1963~64 due to the confrontation among Member States regarding the problem of racial discrimination “Apartheid” in South Africa. I still recall vividly the big noise and shouting for and against the matter in the Conference hall of the Palais des Nations. Then a little later, in early 1970s, the hard accusation against the ILO by the USA regarding the so-called “politicalization of the ILO”, in connection with the conflicts among Member States regarding the issue of Palestine~Israel relationship, etc., which led to the USA's suspension of its payment of annual contribution and finally to its withdrawal from the ILO for several years (1977~80).

This required the Office to take various hard measures for the economization of its activities, including staff cuts. In these difficult years the great efforts made first by Mr. Jenks, and after his tragic death, by Mr. Blanchard to maintain the unshakable position of the ILO must not be forgotten.

The ILO can function effectively only with a harmonious and orderly situation in the world. Let us recall afresh the words inscribed on the foundation stone of the old Office building (in Latin), stating “If you want peace, cultivate social justice”, and also the words in the Preamble to the ILO Constitution, namely, “Universal and lasting peace can be established only if it is based upon social justice”.

*Takayuki Ando,
ILO official from 1956-86*

Quote – unquote ...

The past is never dead. It isn't even past.

William Faulkner

ILO COOP Story: a century-long journey in the cooperative world of work (continued)

by Igor Vokatch

The 1960-1980s: New responsibilities, new international tools and new challenges

The ILO decided in 1961 that a survey of the current state, and likely development of cooperation throughout the world and the collection of such in a survey of up-to-date world-wide information on the cooperative movement, would be of the greatest value to cooperators and potential cooperators everywhere. The ILO Cooperative Expert Meeting in Geneva, (3-8 December 1962) examined the trends and developments of the cooperative movement throughout the world and made recommendations on future policy. The Revised working paper "Developments and trends in the world cooperative movement" was discussed. The meeting was attended by 13 experts from 13 different countries in Africa, Asia, Europe, North and South America, and the Near and Middle East.

Since the reorganisation of the Office, which took effect as from the beginning of November 1964, the functions of the Cooperative, Rural and Related Institutions Branch of the Social Institutions Development Department have included questions related to agrarian reform, land settlement, agricultural organisations, government services related to the social and occupational protection of rural populations, indigenous and tribal populations including nomads and semi-nomads, and the institutional aspects of over-all rural development, including community development.

Two years later the 50th session of the General Conference of the ILO adopted Recommendation No 127 concerning the Role of Cooperatives in the Economic and Social Development of Developing Countries on 21 June 1966 by 317 votes to 0, with six abstentions. The ILO Recommendation No 127 mirrored the development concerns of the 1960s, especially in the approach to the role of governments and cooperatives in the development process. The ILO Recommendation No 127 called for Governments to develop a comprehensive and planned cooperative development strategy in which one central body would be the instrument for implementing a policy of aid and encouragement to cooperatives. Government

involvement and tutelage were seen as a temporary, but necessary measure. It overemphasized the role of government in cooperative development and weakened the autonomous character of cooperative identity. ILO Recommendation No 127 had set the tone in its observation that cooperatives were powerful instruments for social and economic development and from that time on, the United Nations considered the cooperative sector as an important element of the strategy for the Second United Nations Development Decade.

In addition, the Conference adopted two resolutions on the subject of cooperation. The first drew attention to the need for international cooperative banking to increase the availability of financial aid from international sources for cooperative development. The second invited the international bodies concerned to collaborate to the greatest extent possible amongst themselves and with member States to aid and encourage the cooperative movement of developing countries.

The year 1966 was of special importance to the cooperative movement: the ILO adopted its Cooperatives (Developing Countries) Rec 127, and the 23rd Congress of the ICA held at Vienna, amended the fundamental principles of the movement in the interests of efficiency. Continuing attention was given to cooperatives in developing countries.

Non-conventional forms of cooperation, the reasons underlying the establishment of cooperative enterprise development centres in the developing countries and the influence of Recommendation 127 were discussed by a panel of Experts on Cooperatives who met in Geneva, 28 October-1 November 1968. The experts came to the conclusion that it was too early to assess the consequences of such a far reaching recommendation. However, the framework for the cooperative development policy of the ILO itself was established. In the following period, which lasted 25 years, no further meetings of experts were organized by the ILO on this subject. The Cooperative Branch of the ILO concentrated its efforts on the implementation of technical cooperation projects for cooperative development.

The UN General Assembly adopted on 20 December 1968 a resolution recognizing the important role of the cooperative movement in the development of production and distribution. The resolution asked the ILO, other interested agencies and the ICA to increase their assistance as much as possible in order to reach the desired goal.

In line with the UN General Assembly above-mentioned resolution the ILO through its Cooperative, Rural and Related Institutions Branch was dedicated to assisting cooperatives in all countries in every possible way. About 15 per cent of UNDP funds allocated to the ILO have been spent for assistance to cooperative projects. Cooperative Enterprise Development Centres – independent high-level institutions largely under the control of the cooperative movement – were set up in developing countries (Cameroon, Ivory Coast, Tunisia) with the financial support of the United Nations Special Fund. Regional counsellors have been named for Africa, Latin America, Asia and the Near and Middle East. In addition to the four regional counselors, about 60 experts were working in the field. Since 1952 more than 125 experts in cooperation have worked on projects in nearly 70 countries in Africa, Asia, Latin America and the Near and Middle East.

The 1970s and 1980s: years of further transformation, active international presence and recognition

In the 1970s and 1980s, the ILO assisted a large number of Member states in particular in Africa, to establish cooperatives.

To recuperate the afore documented information, during 50th- 70th the ILO was concerned with virtually all questions that were related to cooperative development, such as cooperative legislation, the promotion of cooperatives by national authorities and other institutions, cooperative education and training, the organisation, financing, management and administration of cooperatives, their unions and federations, inter-cooperative collaboration, relations between cooperatives and their members and staff, the economic and social significance of cooperation in the various branches of a national economy, the role of cooperation in an over-all development plan, the relation between the State and cooperatives, etc.

This cooperative work was facilitated by a panel of international consultants on cooperation comprising 36 members from all parts of the world who placed their experience at the disposal of the ILO in meetings or by correspondence.



In 1971 the Joint Committee for the Promotion of Agricultural Cooperatives was established by FAO, ICA, International Federation of agricultural Producers (IFAP), International

Federation of Plantation, Agricultural and Allied Workers (IFPAAW) and ILO. The initiating organizations were soon joined by WOCCU and the UN, and the name changed to the Committee

Message

for the Promotion of Aid to Cooperatives (COPAC). The name was again changed in 1988 to its present title-the Committee for the Promotion and advancement of Cooperatives.

In 1974 the FAO held the first World Food Conference in Rome. The Conference noted the importance of cooperatives in food production, and called on governments to promote their development. The collaboration between the FAO and the ILO in the cooperative field was very much facilitated by the existence of a MoU, supplementing the general agreement between these two organizations, which spells out in some detail the respective responsibilities of the two bodies in the cooperative field and describes the modalities of collaboration. As a concrete follow up of this conference in 1978 was launched ACOPAM "Cooperative and Organizational Support to Grassroots Initiatives" in Western Africa. The project consisted of five phases from 1978 through 1999.

In the 1970s a number of donors massively invested in cooperative training and education. A huge cooperative training project, Materials and Techniques for Cooperative Management (MATCOM), initiated by the ILO with funding from SIDA in 1978. The first year MATCOM was located in the ILO Turin Center. MATCOM consisted of over 40 trainers' manuals and 60 learning elements targeting different types of cooperatives, economic sectors and management levels, and many of them were translated to over 40 languages. MATCOM project remained active until 1988.

COOPTRADE, sub-regional project in 12 countries of Asia, was designed to assist national cooperative movements with the specific aim of developing international inter-cooperative trading relations between cooperatives in industrialized and developing countries. Its duration was from 1982 to 1984.



All these ILO cooperative programmes and projects were precious laboratories for collecting, analysing and assessing the information available and supplying it to member countries in the form of specialised publications and training materials.

The Seventh African Regional Conference of the ILO in Harare (November-December 1988) deliberated on a report by the ILO DG on "Cooperatives in Africa". The report examined the experience of the Africa cooperative movement and ILO's experience in working with cooperatives on the continent, and contemplated the prospects for cooperatives in Africa in the future. The Conference admitted that the state has to withdraw from interventions in cooperatives.

The 1990s: a changing cooperatives' paradigm

It is possible to say that the "Era of Cooperativism" was over by the beginning of 1990s. The technical cooperation projects led to a rapid growth in number of cooperatives and greatly contributed to the efficiency and the structuring of cooperatives in different sectors. In some developing countries (very often of socialist orientation, but not only) where the role of the governments and political parties focused on the interference in the internal cooperative life and the strong control, cooperatives degenerated into parastatals or mass organizations with social control functions. This very common phenomenon discredited the term "cooperative" in many developing countries and spoiled the image of "state-owned" cooperative.

In 1991 and 1992, the World Bank and the International Cooperative Alliance conducted a regional studies on cooperatives and other rural organizations in Africa. The studies concluded that the policy framework for cooperative development was characterized by government control and state interventionism, thereby compromising the formation and operations of genuine and autonomous self-help organizations. The authors of the studies recommended to free cooperatives from government control and to withdraw excessive state support. These measures were implemented within the context of market liberalization and political democratization as well as of structural adjustment programmes in Africa. The core idea of the structural adjustment programmes was a shift from public to private

initiative, financing, management and responsibility.

Because of the new liberal policies of the structural adjustment period, the "unified cooperative model" lost ground and gave way to more diverse and less structured movements.

The donor community-including the cooperative development agencies- concluded that, unlike before, far more attention should be given to cooperative development outside existing and formal cooperative structures. The consequence was that it was not only governments who withdrew from the cooperative scene, but also the donor community. The direct support projects at the grassroots level were abandoned. The few technical cooperation projects were more concentrated on the legislative, policy and institutional reforms as well as on the capacity-building programs. Some of the technical cooperation projects were reoriented from the traditional assistance to the partnerships and other innovative approaches more in line with a new cooperative landscape.

The above mentioned changes affected the ILO policy towards cooperatives, including technical cooperation issues. After 1966 the year of adoption of the Recommendation 127 in the following period which lasted 25 years no further meetings of cooperative experts were organized by the ILO on this subject. Only in 1993 the ILO convened another worldwide meeting of experts on cooperatives. The role of such expert meetings was to advise the DG of the Office in the preparation of subjects relevant to the International Labour Conference. The experts were of the opinion that Rec. 127 had contributed significantly to cooperative development in the countries concerned. The text of the Recommendation, however, should be revised in the light of changes in the democratization, structural adjustment etc...

At the same time new huge ILO cooperative programs like INDISCO program (the program contributed to the Global Employment Agenda to include indigenous and tribal peoples as special target groups for job creation programs) and COOPNET program (which deals with cooperative human resource development, management and networking with cooperative organizations and institutions) funded by DANIDA started in 1993. INTERCOOP

(International network of cooperative trade partners) was one of the first cooperative projects in Africa aimed at the promotion of fair trade between African and European countries.

All along its history, the Cooperative Branch has assisted the constituents of the ILO and cooperative organizations to improve cooperative policy and law. In the 1950s cooperative law started to be an integral part of numerous technical cooperation projects. The cooperative policy and legislation establishing the framework for the cooperative development policy of the ILO was another very important aspect of the ILO cooperative activities. As mentioned above the adoption of the ILO Cooperatives (Developing Countries) Recommendation 127 marked a decisive step for cooperative policy and law. A large COOPREFORM program (Structural reform through improvement of cooperative development policies and legislation) focused the reform of cooperative policies and laws and started to systematize its work on cooperative law. This led to complementing the already existing tools of the Cooperative Branch with two tools, one on how to elaborate a cooperative policy, the other one on cooperative legislation. In parallel with the technical cooperation the ILO provided advisory services on cooperative legislation which was one of the issues Recommendation 127 focused on.

ICA President Lars Marcus addressed the ILO at its 75th anniversary conference in 1994. He discussed the close collaboration of the two organizations and commented the ILO for its support of cooperatives.

In May 1995 the ILO convened another worldwide Meeting of Experts on Cooperative Law at ILO headquarters in Geneva, at which the impact of Recommendation No. 127 was further discussed. The meeting was mainly focused on cooperative legislation.

The first Saturday of July 1995 was declared for the first time the International Cooperative Day for the UN system. The ILO continues to this day as the only specialized agency of the United Nations with an explicit mandate on cooperatives.

In March 1999, at its 274th Session, the Governing Body decided to include in the agenda of the 89th Session (2001) of the International

Labour Conference the question of the promotion of cooperatives, with a view to adopting a revised standard in the year 2002.

In October 1999, ILO sponsored an International symposium on Trade Unions and the Informal Sector in Geneva at which cooperative-trade union joint strategies in the informal sector were prominently featured. Out of discussions the frame of the SYNDICOOP (Poverty Alleviation for Unprotected Informal Economy Workers through Trade Union-Cooperative Joint Action) project was elaborated. Its aim was to improve the working and living conditions of unprotected informal economy workers through pilot projects designed to create decent work and incomes by strengthening the capacity of trade unions and cooperatives so that can work together in the informal economy.

ILO COOP in the 21st century: new legal basis and new perspectives

The COOP Branch developed in January 2001 a one page “vision statement” that since has been useful in guiding the work of the branch. It was stipulated in this document that “Five years from now the cooperative image will have been rejuvenated, and the cooperative brand will be synonymous with high ethical standards and human dignity”

The 90th Session of the ILC adopted the Recommendation No 193 concerning the promotion of cooperatives. The new Recommendation was adopted on 22 June 2002.

The new Recommendation revised and replaced the Cooperatives (Developing Countries) Recommendation, 1966. The new Recommendation reflected all significant changes in the social-economic environment in which cooperatives have to operate. Recommendation 193 is the first and only instrument of universal applicability on cooperative policy and law adopted by an international governmental organization. It is universal in its scope and application. Recommendation 193 is the nucleus of the public international cooperative law. All subjects of public international law, and especially the addressees of the Recommendation, namely the governments of the ILO Member States, the Employers’ and Workers’ organizations, as well as the Cooperative organizations have to respect the content of the Recommendation.

Since 2002, the ILO has been disseminating the Recommendation in partnership with the ICA in order to promote a better understanding of cooperatives and provide guidance on appropriate policy. The text of the Recommendation was sent out to all ICA member organizations. The Recommendation was translated into 34 languages. The ILO organized briefing visits to FAO, IFAD, the European Commission, bilateral donors and many UNDP country offices. 7 global meetings and conferences were organized by ILO and its partners. 20 Regional and 28 National conferences and meetings were organized. Advisory services based on the new Recommendation were provided to 23 countries. A training pack *Promoting Cooperatives: A practical campaign guide to ILO Recommendation 193* was launched at the UK's Parliament in July 2004. The promotional process goes together with concrete applications of the Recommendation.

In the context of an increasing interest to the cooperative legislation the Office commissioned the second edition of the *Guidelines for Cooperative Legislation* in 2005. The current version of the *Guidelines for Cooperative Legislation* (third revised edition) translated into French, Spanish and Russian, centers even more than the previous one on ILO Recommendation 193 whose juridical value has since increased through the adoption of a series of national, regional and international instruments, like the Uniform Cooperative Act on Cooperative Societies of OHADA, the Organization for the harmonization in Africa of business law, the EU Regulation on the Statute for a European Cooperative Society (SCE) 1435/2003, the Mercosur Common Cooperative Statute and the Framework law for the cooperatives in Latin America (*Ley marco par las cooperativas de America Latina*).

The new Recommendation introduced a number of significant changes which affected the work of the office. Since the ILO Cooperative Branch adopted a more balanced approach as far as regions and types of cooperatives. The work focused on core issues like legal and policy advisory services, research and publications. The Branch worked also on cross-cutting issues in relation to cooperatives and other technical points on the ILO Decent Work Agenda.

This period is characterized by the close collaboration between the ILO and the ICA. In 2003 the ILO Director-General participated in the ICA General Assembly in Oslo. The ILO and the ICA signed a MoU on the 10th February 2004 to implement a "Common Cooperative Agenda aimed at creating decent jobs and reducing poverty. The MoU in question was extended in 2013. Another memorable event was the launch by ILO and ICA of a Global Campaign against Poverty in 2005. The ultimate goal of this campaign was to make a significant contribution to poverty reduction by using the full potential of cooperatives in MDG achievement particularly with regard to reducing poverty by half by the year 2015.

Technical cooperation is still an important element, but its volume has considerably diminished in the last years. Technical cooperation has moved from direct technical support to the development of new tools and approaches that effectively combine business efficiency with different innovative trends.

The Cooperative Facility for Africa (COOPAfrica) an innovative technical cooperation programme of the ILO, principally financed by UK's Department for International Development (DFID) from end 2007 to mid-2012 reflected very well the progress and new tendencies of the cooperative approaches in the field. As a regional programme, Coop^{AFRICA} focused on nine countries Sub-Sahara Africa. It anchored its approach within national and regional development priorities tailoring its activities to feed into national frameworks, as well as within the ONE UN reform. It embraced a multi partner approach with the aim of optimizing its results by working with the African Union Secretariat, the Committee for the Promotion and Advancement of Cooperatives (COPAC), the International Cooperative Alliance (ICA), the International Organization of Employers (IOE) and its Pan-African Employers Confederation (PEC), the International Trade Union Confederation (ITUC-Africa) and the UK Cooperative College.

In 2010 a report of the Committee of Experts on the application of Convention and Recommendations included a review of Recommendation 193. The report, "General survey concerning employment instruments", was submitted to and adopted by the 99th session of

the International Labour Conference. It provided a first appreciation of the application and implementation of Recommendation 193.

New contacts were established with the universities and research institutions involved in the cooperative promotion. A number of talented students were recommended by these institutions for the internship in COOP.

Since 2010 the ILO Cooperative Branch came up with a challenging initiative to revive the once but never accomplished work on the development of the system of cooperative statistics. This work was supported by the ILO Department of Statistics and the issue of statistics on cooperatives was included as the item for discussion at the 19th International Conference of Labour Statisticians which was held in Geneva in 2013. Delegates expressed the need to have more comprehensive and internationally comparable statistics on cooperatives, and encouraged the ILO to introduce the topic for more in-depth discussion at the 20th ICLS planned to take place in October 2018.

The year 2012 was proclaimed by the United Nations the International Year of Cooperatives. The IYC has generated great momentum on issues related to cooperatives around the world. The ILO with its Cooperative Branch played a key role in the celebration of the International Year of Cooperatives as a member of the Coordinating Committee and the only UN specialized agency with an explicit mandate on cooperatives. The ILO Director-General issued statements throughout the year highlighting the links between cooperative businesses and decent

work. The ILO also ensured high-level participation in International Years of Cooperatives events.

In our days in compliance with the overall goals of the ILO the activities of Cooperative Unit consist mainly in providing the advisory services and assistance in cooperative policy, legislation, training and education, research and publications, international meetings, business development, networking and coordinating regional and interregional technical cooperation programs and projects in the frame of the implementation of the 2002 ILO Promotion of Cooperatives Recommendation No 193.

Many more interesting facts, dramatic and enjoyable events reflecting the fascinating history of the ILO COOP could be recalled and documented. However, the author of this article would humbly like to stop here and give the privilege to continue to his young colleagues who will take over and continue the ILO COOP story...

Bibliography:

Le coopérateur Albert Thomas : E.Poisson, 1933
Historical Dictionary of the cooperative movement. Jack Shaffer 1999
La république cooperative. Théories et pratiques coopératives au XIX et XXe siècles : Jean-François Draperi 2012
Un coopérateur réaliste: Georges Fauquet, Annecy 1969
Different articles on cooperation in the "International Labour Review"
Reports and Documents on cooperation of the ILO Conferences and Meetings.

An Unknown Hero Retiree. Based on real event

A friend told me a story. Here it is...

One Friday night I was in front of a PC screen writing my memoirs. My upbeat mood was interrupted by bitter resentment at seeing the text self-deleting at an astonishing speed destroying the whole of it. Beginning with the last letter I had typed. Panicking I started pressing anything I could on the keyboard at random like a drunken pianist. Miraculously it worked; the Self-deleting stopped as abruptly as it had begun.

Alas, my victory was short lived. The file I was working on became like a cloud, or marshland, or cream (60 per cent), with the cursor bogged down in it. I lost the ability to either edit it or send to PRINT. I am a "dead man" - I thought to myself. Not only are they watching on-line what I am producing on the screen but they can also cut short the flight of my demiurge ecstasy at any moment.

All of a sudden, an ominous red light filled the room. "Yes, you are a dead man" flashed back

the computer in large capital letters, reading my brain at I do not know what distance., I was only able to utter “Awesome” not believing my eyes. Smitten with horror and shivers running down my spine I darted on all fours under the desk hell-for-leather. As the “Households Wartime Manual” orders us all to do when under a nuclear attack.

Flickering, the “Red Light” faded away at a cunningly slow speed. I thus won. The enemy cleared the battle field as a result of my timely manoeuvre. At first sun, I left the bridgehead under the desk still perspiring with the cold sweat and fatigue which the victory had cost me.

My glorious victory was based on two postulates. Number one: Retreat is an ambush. Number two: Defeat is a victory including in its most destructive Pyrrhic form. Of course my victory surpassed Trafalgar, Waterloo, and El-Alamein taken together. But not Stalingrad, admittedly. For that, I am still a bit weakish in the guts. For the first time a little man like me unique on this planet had inflicted a crushing defeat on the all-

powerful international e-Intruder, the “Red Light” surreptitiously watching us all from behind the screens. Let us not call it the “Mother of All e- Battles” yet.

Based on the Rules of War, I wanted to send an ultimatum to the e-Intruder for signature using appropriate quotations from the New Oxford Dictionary of English Slang and Rude Words (out of print) but then dismissed my thought. The “Red light” was so demoralized that it left no IP address behind when fleeing the battle field. A coward.

My winner's largesse knew no limits. It manifested itself, in particular, in my not wishing the e- Intruder to be “better dead than red”. Indeed, following the above e-Meeting Engagement the “Red light” never re-visited me. Likely, it was heeding popular wisdom: Once beaten - twice shy.

Put on hold for History.

Alexander Samorodov, ILO Retiree

Aquaculture

When I arrived in Bangladesh in 1984, as member of the World Employment Programme, the ILO Office had unused funds of \$ 4,000 that would go back, if not applied. Finding plenty of water in ponds, small lakes and other not exploited areas, I suggested a mini-project could be started with the country's main exporter of shrimps.

With their marine biologist, we prepared an audiovisual training course and went around the less developed southern parts of the country, arranging meetings and seminars with peasants, croppers and landowners. Most of the participants were keen to start trial operations with the technical assistance of the exporter and the help of our Manpower officers at BMET.... It has been a great satisfaction to read in The Economist of Feb.17th, an article “Into the urban maw”, showing that fish and shrimp culture in

Bangladesh had multiplied since 1984 to 2016 by 19 times, to a total of 2,2m tonnes! Not only hundred of thousands of better jobs have been created, but plenty of fish has become available, at lower prices, in all the urban areas, besides the rural ones.

As we can read, the employment duration is at least double that for rice, for the year. Also a plus is the improved diet everywhere, with proteins, vitamins and minerals, making the children grow stronger and more. And finally, the lower price of fish allows the urban workers to send more money to their families in the rural areas.

I believe some of the merit for developing such an agro-industry should go to the ILO and its investment in the right place and time!

William Mellgren

Quote – unquote ...

I always pass on good advice. It's the only thing to do with it. It is never any use to oneself.

Oscar Wilde

Labour joke

In the world of work there is a limitless wealth of human relations. An episode that I'd like to recount here shows how the mood at a given time helps to make the workplace an evocative and creative environment. I participated in a meeting of ILO directors in the South American region, held in Lima, Peru. Elimane Kane, Deputy Director at headquarters, headed the meeting. Among other directors, Carlos Alberto de Brito, Director of the Brasilia Office, was present.

It was the month of January, near to the Carnival in Rio, one of the most famous festivals in the country. In casual conversation I commented that I would certainly spend time at the Rio Carnival.

When I arrived in Montevideo, my secretary reluctantly told me that I was *officially* unable to go to the Carnival in Rio. We discussed it first, and eventually she showed me a telegram (it was not yet the time of digital communication) that Elimane Kane had sent. Elimane argued that the Carnival was a party perpetrating abuses of all sorts against human beings, and was incompatible with the character of an international official. He recommended that I didn't attend.

Maria Elisa, a dedicated and perceptive desk officer, was very upset about the situation, because she knew that this went clearly against my wishes. She was relieved when I laughed, with good-natured ribbing of Mr. Elimane Kane.

J.C. Alexim

ILO field offices: coping with political change, civil strife and coups d'état

The sub-regional office for the South Pacific in 1987

During the ILO's 100 year history many ILO field offices have witnessed sudden changes of governments - many by force, others by unexpected swings in electoral majorities. Representing the ILO in such situations has posed specific dilemmas for the ILO staff as they have striven to maintain a functional office worthy of the ILO's highest principles.

This short account highlights the main issues the ILO Office in Suva faced from late 1986 to late 1987. This period included a surprising election victory by an opposition labour political party, followed by a military coup d'état, a period of conciliation and finally a more definitive and harsher coup d'état.



ILO Office Suva, March 1989

Front row (L-R) : Dirk Jena, Violet Whippy, Mere Sakitoro, Raagini Prasad, Alette van Leur, Laisa Levula, Ilispati Jinta, Meli Tunisau ; Back row (L-R): Moira McDonald, Nisha Azimullaj, Arthurleen Lilo, Nelien Haspels, Christine Cornewell, Merry Johnson, Harry Hatton

Suva: a hub for programmes in the South Pacific

In 1986/87 the ILO had three Member states (Fiji, Solomon Islands and Papua New Guinea) and a very large and diversified technical cooperation programme, spread across the South Pacific in more than 12 other smaller island states. The geographical expanse was daunting. Programmes ranged from rural development, vocational training in basic trades, women's rights and incomes, hotel and tourism management, occupational safety and health in forestry, population and development, workers' education, maritime training and labour intensive employment techniques to shorter consultancies on enterprise development, employment policies, social security policies and advice on international labour standards.

Support from the ILO Office in Suva to these programmes depended heavily on reliable and regular means of communication and travel over the vast distances between Fiji and the island states, covering approximately one-third of the "watery" globe. The challenges were somewhat unique: it was a time before fax machines became widely available; before the internet and before full access to direct dial phone systems; and the number of airlines was limited, not to mention the frequency of flights. The means that were available (phones through a central Suva exchange, telex messages and wire transfers of funds and scheduled flights) were critical for liaising with the tripartite partners and ILO expert staff outside of Fiji.

Fiji: A balancing act

Each of the South Pacific island states has its own history, cultural identity and political and economic systems. However, because the ILO Office for the South Pacific was (and is) based in Fiji, ILO staff was particularly attentive to the history, ethnic diversity and special measures of governance in the country. The population is composed of a mix of indigenous Fijian peoples, other Pacific Islanders, Indian descendants of indentured workers to harvest crops and Chinese and European descendants of early settlers. Upon obtaining independence from the UK, laws regulating land ownership as well as the Constitution were carefully crafted to protect the rights of the different groups and to ensure harmony. It was more or less a successful balancing act, until 1987.

Political winds unsettle the ILO Office

For many years prior to the 1986/87 period, the Alliance Party, with indigenous Fijian leadership, held the reins of government. Relations with the ILO were excellent, dating back to the ILO Office opening in 1975.

In the early 1980s two developments cast a cloud over the relations between the ILO Office and the Fiji Government. One concerned the use of community labour in Fijian village life, which was viewed by the opposition party of the day as not respecting the ILO's Forced Labour Conventions. This, in turn, led the Fijian nationalist members of the Alliance Party (the Taukei) to consider denouncing the Convention. The second development was the grave concern of the government that the ILO's workers' education project was being used to strengthen the Labour Party. In early 1986 the ILO Office in Suva was requested to close the project unless it could exercise tighter control over the trade union activities. The strain in relations was grave enough that an ILO Deputy Director General from Headquarters undertook a mission to Suva and had extensive discussions with the Prime Minister and the Minister of Labour, as well as with the employers' and workers' organisations. This calmed the atmosphere for a time.

In late 1986, surprisingly the ethnically mixed Fiji Labour Party, a coalition of the Labour Party and the Indo-Fijian National Federation Party, won a majority in Parliamentary elections.

The Governor-General swore in the new government a few months later in the first quarter of 1987. The new Prime Minister was an ethnic Fijian and founder of the Fiji Labour Party. The ceremonial speeches specifically highlighted the important role that the ILO had played in Fiji, citing international labour standards and development cooperation. The Director of the ILO Office was present and received a friendly jab in the ribs from the UNDP Resident Coordinator with a comment that the ILO was all set.

Within a week of the new government assuming office, the new Minister of Finance, a trade union leader of Indian descent and key figure in the Labour Party, convoked the ILO to his office. He requested the ILO act very quickly to obtain funding to launch projects in employment

creation and enterprise development. Time was of the essence.

Up until 12 May 1987, the ILO Office in Suva was riding high.

The coups d'état

On 13 May Lt. Colonel Sitiveni Rabuka led a coup d'état. He followed a text book pattern, and it was said that his dissertation on graduating from the Australian military college Duntroon had been on models of coups d'état. The Labour Party parliamentarians were rounded up and locked up as were other trade unionists. Radio and telecommunications were taken over by the military. Airlines and shipping were disrupted, key suppliers and industries were put on hold. Roadblocks and curfews kept the population subdued.

Tension remained high for the next several months while the different national political entities and the Governor General sought to find some acceptable compromises and solutions. Restrictions remained, but the curfew was eased and travel was possible. However the conciliation efforts failed. In September 1987, a second military coup took place, this time with much harsher measures, including strict curfews, imprisonment of trade unionists and other activists and journalists. The UN Resident Coordinator set up a security committee and declared an emergency situation, limiting UN related travel to Fiji.

The impact on the economy was devastating over the next several months. Tourism declined. In the absence of trust and the rule of law, businesses closed and qualified people starting leaving the country. In short order the Constitution was revoked and Fiji left the Commonwealth. Some embassies withdrew their ambassadors and High Commissioners were replaced.

Dilemmas for the ILO Office

From the first coup d'état through the months following the second one, the ILO Office in Suva faced a number of dilemmas. The immediate concern was security: for international technical experts, spread around the Pacific; for local technical cooperation staff; and for local office staff who were from different ethnic groups. Communications with the Regional Office and Headquarters, within Fiji and with the other island states constituted a second dilemma as the

normal means had been cut off or were carefully monitored. Another concern was how to obtain information about the political situation and the safety of ILO social partners and how to defend ILO fundamental principles in this hostile environment. Finally within the Office every effort was made to avoid political discussions, but it quickly became apparent that staff of Indian origin felt it was better to migrate. In the months that followed there was considerable staff turnover and it was difficult to maintain an ethnic balance in recruitment.

We found a few solutions for some of these dilemmas. Immediately after the first coup, the ILO Office benefited from the satellite communications facilities of foreign embassies to send messages to HQ and the Regional Office. It was a delicate decision as we strived to maintain our international status and tripartite character.

As it was not fair to ask local staff to carry out tasks that might put them in jeopardy, driving to the airport through the roadblocks became a job for an associate expert brandishing her laissez passer with the ILO flag flying on our cumbersome Toyota Crown. Telephoning, typing and transmitting certain telexes, using languages other than English devolved to senior management. The important contacts we had developed with the social partners were difficult to maintain during office hours and equally difficult during the evening curfew, but by walking across gardens and through hedges after sunset to people's homes, we stayed in touch and were given information on their well-being. During peaceful periods even golf course encounters provided useful information on political developments.

The UN Security Committee was responsible for advising and guiding UN staff should an emergency arise. There was constant tension in this committee around the definition of what action could be taken that would not aggravate the military government. The ILO decided for its own part that when we heard through our good contacts that there could be some civil unrest in the city, we would send our office staff home in the big white van left to our use by the recently completed regional trade union project. We would ring up UNDP to inform them we were closing the office and offer any of their staff a ride home in our van. We became very glad to have that van!

This was a very sad time for all of us who loved the islands and their peoples. With the two coups d'états something very serious had been broken. Many expectations were crushed and life in the Pacific was changed dramatically and for a long time.* At a certain point after the coup, the Director and deputy Director of the ILO Office in Suva were invited to meet the by now Brigadier General running the country, Sitiveni Rabuka. He asked us to explain the ILO's principles and operations. We had to avoid some very rocky ground; trade unionists and feminists were being held in custody, the ICFTU was sending a fact finding mission into Fiji, the implications of tripartism and the application of the ILO standards on forced labour continued to be a source of debate and confusion. We played it straight and left shaking hands.

If one can find a silver lining in this cloud of upheaval it would be that the challenges and crises brought us together as ILO colleagues. We

formed strong friendships that have lasted to this day. A reunion in Fiji among some of us in the office at that time, including the international and national staff, is being planned.

June, 2018 *Sally Christine Cornwell, Mary Johnson*

* Political uncertainty reigned for a number of years after the two coups d'état in 1987. Enough calm was restored to enable the ILO to continue its work during that time. The attached photograph of the ILO Suva staff was taken in 1989. History repeated itself, however, several years later when another coup d'état took place in 2000, again replacing an elected government headed by a multiracial coalition. The 2000-2006 period was highly unstable leading to yet another coup in 2006. A constitutional crisis occurred in 2009 resulting in another abrupt take-over of power. After being suspended for several years, parliamentary elections were held in 2014. The current Prime Minister, who had been instrumental in the 2006 coup d'état, was elected at that time.

Ground breaking policies: labour intensive road construction A case study 50 years into the ILO century

by Jens Müller

At the outset of the World Employment Programme (WEP) in 1969/70, specific policy initiatives on using labour intensive techniques in infrastructure projects were still in an embryonic stage. The extensive WEP research programme, the country missions and the World Employment Conference still lay ahead. At this time, in 1970, the author shared his experience of how labour intensive techniques came to the rescue of a road construction project that had initially been planned to rely on highly capital intensive material and techniques.* The present text summarizes an article describing the case study in the *International Labour Review*.

Fifty years later, as the ILO marks its centennial, these lessons remain relevant to the ILO's policies on employment intensive investments.

The initial project

The Public Works Department of a subtropical African country was tasked to transform a 480 kilometre dirt road into all-weather gravel road. The road was to be complemented with other public works (drainage works, 20 bridge

constructions and realignments to eliminate dangerous bends) but the case study focused solely on the provision of a compact gravel road.

A young, inexperienced civil engineer, the author, was put in charge of the project through bilateral funding. Thirteen national technical and inspection staff were planned to assist, but only 6 and a half were actually assigned.

The equipment planned was highly mechanized and sophisticated and had to be imported. It consisted of four construction units composed of over 20 different vehicles/earth moving machines, some of which had hydraulic systems. It took nine months for most of the equipment to arrive. Some was lost en route due to rough terrain over the 1,000 kilometres from the nearest harbor.

In addition to the above shortcomings, other constraints soon surfaced. Operators and drivers had to be trained, especially for the hydraulic equipment but there were no trainers. Maintenance and repair were constant issues with long delays for spare parts and qualified

Message

personnel. The supply of fuel and lubricants, especially for the hydraulic systems, was uncertain and also frequently delayed. All of this resulted in under-utilization of equipment and long periods of idle time.



Grading

Had the project operated according to plans, under ideal circumstances, the direct operational cost of 1 kilometre of road using capital-intensive methods, was calculated at US\$ 500. And with a reasonable rate of utilization of the machinery, 1 kilometre could be graveled in approximately 3 days. However, taking into account the idle time of the machines, the theoretical time was reduced from 3 days to 2.3 days.

The actual implementation of the project

With equipment missing or under repair soon after the start of the operations, the project team began substituting labour for the equipment. The

supply of labour was abundant as nearby residents, up to one hundred at a time plus on-lookers, would come to the site looking for work. The project team discovered that most of the operations (opening a quarry, clearing the road, excavating and loading, spreading and shaping and compacting) could be accomplished by labour-intensive methods. The three operations that did need capital intensive methods were hauling and dumping (trucks), watering (waterbowzers) and finishing with final compaction. For some operations, such as excavating and loading as many as 150 labourers were employed. Although the quality of the road would be lower, a satisfactory result could be obtained by using heavy equipment (motorgraders, waterbowzers and rollers) to roll over the road one month after completion.

The photos shown here demonstrate how labour was employed to clear the road and spread gravel. The gravel was hauled from the gravel pits by trucks that had been loaded by hand.

Using a similar analysis as for the “ideal” capital-intensive methods, with the same assumptions, the project manager calculated that the direct operational cost of 1 kilometer of completed road was \$550 using the “hypothetical most labour intensive” methods. It was possible to employ enough people on the different operations to obtain the same speed in gravelling 1 kilometre, ie 2.3 days.

Comparing the two methods: An “optimum balance”

The analysis revealed some striking numbers when the two methods were compared according to input factors and employment created and capital costs:

Input factors	Capital intensive method	Labour intensive method
Per cent costs per km of road		
Equipment/fuel etc	88 per cent	44 per cent
Labour	12 per cent	56 per cent
Total work days created per km of road	34	428
Capital required tp create 1 work/day per km (US\$)	11.25	0.49

It was clear that some operations could adequately be accomplished through labour-intensive methods, while others absolutely

required capital-intensive methods. Moreover, comparing the operational costs for certain operations (spreading, watering and compacting)

between the two methods, the capital-intensive method was far more economical. The study suggested developing an “optimum balance” method, mixing the two technologies. One advantage of this new method would be to create employment, on the one hand, and eliminate the need for some costly heavy equipment such as a bulldozer and excavator, on the other hand. The author cautioned, however, that using this method would require careful planning, particularly network planning (critical path) in order to maximize the economic outputs and employment creation.



Clearing and leveling

Labour-intensive methods: new management challenges

Several unforeseen problems were encountered when a large labour force was employed. As this method was totally unexpected, overall management and supervision was seriously unprepared for ensuring optimal work organization and productivity. Fortunately, responsibility and authority were delegated to gang leaders and headmen who became the keys to success. A puzzling question related to work organization was the absence of any standard on the amount of output that could be expected from one day of work. Even with the introduction of work study techniques it became difficult to motivate the workers to produce more, short of increasing pay or introducing bonuses. Yet this was not possible because of government wage regulations based on hours of work, not on output.

On the material side, housing and camp facilities presented few problems as most of the unskilled workers lived nearby in their own homes. The semi-skilled and skilled workers (about 30 in number) were housed in camps. The author sensed, however, that living accommodations would be a problem if camps had to be provided for a workforce of over 200 labourers. Food was

readily transported from nearby towns. And although some camp dispensaries were established, medical supplies were short and remained a concern.

Finishing the project

Unsurprisingly, given the difficulties encountered, the project was critically behind schedule. After 10 months of operations, the project had only completed 50% of the work initially planned for 12 months. A foreign consultant engineering company was requested to help complete the work. The method was highly capital intensive accompanied by foreign staff: more and bigger machinery was used; except for truck drivers, all operators, supervisors and road foremen were European; and spare parts, fuel supplies were independently available. The road was made quickly and the quality was slightly better than the labour-intensive road.

As efficient as this completion was, the author noted several serious shortcomings: no employment was created – even food was imported; there was virtually no on-the-job training for local peoples; all machinery was removed after the work; the local people did not feel that the road belonged to them, giving them little motivation to maintain and repair it; and the costs, although not known, were presumably financed with scarce foreign exchange.

{It is worth highlighting the significance of local participation and “ownership” in projects before turning to the conclusions. The author returned to the project site 25 years after his assignment. He discovered that the labour-intensive parts of the gravel road were better maintained than the other sections. The local villagers confirmed that they considered this “their” road.}

Conclusions and lessons learned

Rather than preferring one of the two methods, the author concluded that every project must be approached thoroughly to achieve an “optimum balance”. This would make it possible to determine the technology appropriate for different socio-economic conditions.

The issues recommended for review/guidance for the future were extensive. They focused on the availability of equipment and access to maintenance and repair; planned future use of the equipment; site location; availability of human resources according to skill levels; policies and plans for employment creation; possibilities for

Message

on-the-job training; material/logistic facilities; wage regulations; follow-up plans; and advantages and disadvantages of participation by local peoples.

Key lessons learned were highlighted for the future:

- Project design and planning from the outset were critical to success. Network diagramming and critical path methods were essential.
- Socio-economic conditions and human resource availability were as important as the technical and administrative considerations.
- Project management needed to adapt in order to cope with large numbers of workers as opposed to a few skilled machine operators. A broad project management training programme should include not only general

and production management, but financial and human resource management as well as knowledge of employment creation potential of different technologies.

- Finally and perhaps most importantly the involvement of local people on a project creates a sense of “ownership” and is a motivating factor for maintenance and repair in the medium and long term, even without a formal programme.

Note:

Jens Müller in The International Labour Review (Vol. 101, no. 4, April 1970), “Labour-intensive methods in low-cost road construction: a case study”. The author was an official of the Management Development Branch, Human Resources Department at the time.

Faces from the Past

by Liz Sommaro



A December buffet

Life in the Financial Services Department or at that time Budget and Control Branch, PAIE (Claims and Central Payroll Unit) and the Treasury and Investments Branch – there have been so many changes in the names of the Branches and Units that one can’t keep track of them all!

Who can possibly say Finance and Accounting is boring and tedious work? Those were the days where we enjoyed our daily contacts and our differences, and made our working life easier because we helped each other out. We were very

loyal to our Organisation and valued our lives as international civil servants.

Who can forget the incident when, after a very heavy rainfall, water was dripping from the ceiling near the R.3 delegates bar, a colleague put a huge baking tray (from the ILO kitchen) filled it half way with water and put plastic fish and a lobster in with a caption “Donations to the Fund for the Renovation of the Roof”. We were working at the time on an umpteenth version of a PFAC paper concerning the renovation work to be done and we still don’t know to this day who took the money or the lobster!

But what *does* make daily life and contacts easier to handle between officials of so many different nationalities with their own languages and cultures? Well there are many photographs of the gatherings for lunches, promotions and farewell parties, enjoyed by finance “workers”.

The Canadian brunches (the Treasury Branch initiated these gatherings), where all the invitees clerks and bosses alike brought a dish or regional drinks they prepared, were very successful as we had so many diverse cultures in the Branch. Everyone lent a hand, and as you can see from one photograph Barbara Farrish-Walker one of the bosses helped out with the washing up whilst others cleared up the locale which we had borrowed.

The atmosphere was always joyful; by getting to know each other better in a harmonious atmosphere it made for good working

relationships in our daily life. The farewell parties included the invitees the retired person wished to have present, but always included the bosses of course not just for the speeches and presents, but out of the mutual respect earned on both sides. It was also a means of thanking colleagues in other branches and departments for their support and assistance over the years because without them the work could not be completed and finalized – a true Team Work to get a job done.

Most of us still keep in touch even through retirement and talk about the “good old days” and are very proud that the ILO has made it to be 100 years old and that we contributed, albeit perhaps in a small way, to its continued existence. For those in the pictures which appears on page 94 who didn’t make it to see this anniversary, or will not be able to come to Geneva for the celebrations next year, you are and will be forever in my/our heart(s).

United Nations

Remarks at unveiling of Nelson Mandela statue

I am pleased to be with you today to unveil this statue of one of humanity’s great leaders.

Nelson Mandela embodied the highest values of the United Nations – peace, forgiveness, compassion and human dignity. He was a champion for all people – in his words and in his actions. He was willing to fight and die for the ideals he held so dear. When he achieved the pinnacle of power as president of his beloved country, Madiba set an example that still resounds throughout Africa and the world – he stepped down after one term, confident in the durability of South Africa’s newfound democracy.

He did not pursue power for its own sake, but simply as a means of service. This humility is a hallmark of Madiba’s greatness. The fight against apartheid marks a landmark in human rights and freedom.

The credit goes to the people of South Africa, but the United Nations played its role, a role that we should be proud of. So, it is more than

appropriate that our Headquarters should be honoured by this statue.



The Mandela Statue at UN, New York

I thank the Government of South Africa for its generosity in donating it. From this day on, all delegates, staff and visitors to the United Nations can be constantly inspired by Madiba’s legacy looking at this wonderful statue.

Thank you.

António Guterres

UN statement re UNRWA

Secretary-General regrets United States decision providing no further funding to the Palestine Refugee Agency (UNRWA).

The following statement was issued by the Spokesman for António Guterres, Secretary-General of the United Nations:

We regret the United States' decision to provide no further funding to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), which provides essential services to Palestine refugees and contributes to stability in the region. The United States has traditionally been the largest single contributor to UNRWA. We appreciate its support over the years. UNRWA enjoys the full confidence of the Secretary-General. Commissioner-General Pierre

Krähenbühl has led a rapid, innovative and tireless effort to overcome the unexpected financial crisis UNRWA has faced this year. It has expanded the donor base, raised considerable new funding, and explored new avenues of support. In addition, UNRWA took extraordinary internal management measures to increase efficiencies and reduce costs.

UNRWA has a strong record of providing high-quality education, health and other essential services, often in extremely difficult circumstances, to Palestine refugees who are in great need. The Secretary-General calls on other countries to help fill the remaining financial gap, so that UNRWA can continue to provide this vital assistance, as well as a sense of hope this vulnerable population.

Health Corner

These articles are not intended as a substitute for consultation with health care professionals. Each individual's health concerns should be evaluated by a qualified professional.

Balance disorders and problems in walking in older people

Whatever their specific causes, balance disorders and problems in walking are important risk factors for falls and thus represent an increased risk of hospitalization, disability and death.

Balance disorders

Common in older persons, such disorders must be taken seriously because they may be related to a neurological problem or other health condition. They are mainly experienced when walking or when the person stands up. They can be more or less severe (leading to falls), interfere with daily tasks, be associated with other symptoms (pain, muscle weakness, vertigo, etc.). They can be extremely handicapping in daily life and restrict considerably a person's autonomy.

Their causes are numerous, and include:

- certain medicines, in particular psychotropic drugs (benzodiazepines, neuroleptics, antidepressants) antiepileptics/anticonvulsants, and drugs used in cardiology
- troubles of the inner ear, or the cerebellum (balance organs)
- neurological disorders

- muscular problems
- orthostatic hypotension – very common in older persons (drop in blood pressure when getting up)

In the event of **severe vertigo**, possible causes include (*see also QNT99 April 2015*):

- Ménière's disease
- vestibular neuritis
- benign paroxysmal positional vertigo (episodes of dizziness with certain movements of the head)

Other possible causes

- hypoglycaemia (drop in blood sugar)
- intracranial hypertension (e.g. tumour)
- multiple sclerosis
- migraines
- epilepsy
- Parkinson's disease
- decrease in visual acuity

The solution obviously depends on the cause, hence the need for a thorough medical evaluation.

When loss of balance is linked to the consumption of certain medicaments the dosage must be lowered or the drug changed.

In other cases, depending on the ailment, it will be possible to relieve the symptoms through medicinal treatment or re-education.

The prevention of falls is of utmost importance because of the risk of fracture and serious complications. The home environment must be adapted by getting rid of obstacles, removing rugs, and enabling the carers or emergency services to be rapidly alerted (e.g. by wearing an electronic alarm bracelet).

Problems in walking

These problems are also common in older persons. One-third of those aged 65–74 years and two-thirds of those over 85 years encounter difficulty in walking 400 metres. A recent study showed that over one-third of persons aged 70 years or more living at home had difficulties in walking, ranging from 24% in those aged 70–74 to 46% in those aged 85 or more.

Normal walking is automatic, unconscious and coordinated, resulting from interaction between the nervous and musculoskeletal systems. Characteristics of walk vary from one person to another, with a tendency to a 15% decrease in speed every decade after 70 years. This decrease seems to be mainly provoked by a reduction in the length of step rather than the pace of walking. In men and women aged 70–79 years in good health, walking speed is normally about 1.2m/sec and 1.1m/sec respectively.

Problems in walking are numerous, and include:

Unstable, uncoordinated, unsteady gait, motor deficiency of osteo-articular origin, limping, foot drop, duck walk, small steps, hesitancy, decrease or increase in arm swinging, half turn block, stiffness, irregular and unequal steps, arms wide open, cautious walking, shortening of steps, slowing of speed, difficulty in starting out, blocking.

They indicate a greater risk of subsequent adverse incidents, as well as being one of the principal risk factors for falls. According to a prospective study, a speed of less than 1m/second correlates with a 50–60% risk of a fall occurring within 5 years. These troubles also

indicate an increased likelihood of cognitive disorders and functional decline.

In another study, problems with walking preceded the onset of non-Alzheimer type dementia within five years.

In general, such problems are an excellent *indicator of fragility* in older persons: it is important that they be evaluated because they can provide precious diagnostic and prognostic information. Such evaluation is easily carried out in a doctor's surgery and enables appropriate treatment to be decided and the follow-up to be planned.

A range of pathologies can give risk to walking and balance disorders in older persons, including neurological and musculoskeletal problems, cardiovascular disorders (peripheral arteriopathy, orthostatic hypotension, cardiac insufficiency,) or respiratory disease (e.g. chronic obstructive pulmonary disease, COPD). Certain medicines, particularly psychotropic drugs, can also have a role.

Evaluation of walking problems by diagnostic tests

Timed 'Up and Go'

This very simple and rapid test consists of measuring the time required to get out of a chair, walk 3 metres, turn 180 degrees, return to the chair and sit down. Time more than 14 seconds is linked to an increased risk of falling.

Double task tests

These tests consist of evaluating walking while an additional task is being carried out, for example, talking, counting backwards, or carrying a glass of water. In a study conducted in older persons in a care home, the fact of stopping walking when a conversation was engaged predicted a fall within six months with a high degree of accuracy. This very simple test can, for example, be done while the patient is going from the waiting room to the consulting room.

When walking problems are detected what should be done?

Three types of intervention can be envisaged:

To improve walking

Depending on the causes of the problems, a programme of physical exercises, for example in the context of a "gym for seniors" group or under the supervision of a physiotherapist, may

Message

be proposed. Hospitalization for re-education in walking may also be required for the most fragile patients.

Treatment with certain medicines, in particular psychotropic drugs, should be adapted. Treatment of cardiovascular or pulmonary ailments can also improve performance. If necessary, specialised care for certain neurological, osteo-articular, or muscular problems should be envisaged. And aids (such as walking sticks, walking frames or orthotics) which help to make walking easier and safer can be prescribed.

Prevention of falls

Walking problems being a major risk factor for falls in older persons, interventions for their prevention, whether of primary or secondary type, are an integral part of the management of such problems.

Prevention of functional decline

As older persons with difficulty in walking are particularly fragile and at risk of functional decline, measures to support and preserve functional independence for as long as possible are important. This includes tertiary prevention (reducing the consequences of potential falls), and can imply a comprehensive geriatric evaluation, associated with multidisciplinary interventions, in order to improve the functional prognosis of such persons.

Conclusion: Physicians taking care of older people are frequently confronted with problems in walking. Evaluation is facilitated by the use of standardized methods enabling patients at high risk of adverse incidents to be identified. Preventive measures and treatment can improve the functional prognosis of these patients.

This article is reproduced with kind permission of the Association of Former WHO Staff Members (AFSM) Quarterly News Magazine, and the author Dr David Cohen. *QNT 111, April 2018.*

Therefore do not hesitate to consult your physician if you experience even minor problems with balance or walking.

David Cohen



Caption

Falling forward: tripping over obstacles (uneven ground)

Falling backwards: slipping

Sources:

Taken from: **Rochat S, Büla CJ, Dunand G.** Chutes et personnes âgées. *Prim Care* 2006;6:2003. **Guideline for the prevention of falls in older persons.** American geriatrics society, British geriatrics society, and American academy of orthopaedic surgeons panel on falls prevention. *J Am Geriatr Soc* 2001;49:664-72.[Medline]

Tinetti ME, Williams TF, Mayewski R. Fall risk index for elderly patients based on number of chronic disabilities. *Am J Med* 1986;80:429-34. [Medline]

You and your money

Taxation: Withholding tax in France from January 2019

In the previous *Message* (No. 63-2018) we raised the issue of changes to be made from January 2019 for residents in France who are liable to income tax. Over the summer there were

concerns about the state's technical ability to implement the proposed reform, but a final decision has now been made that it will in fact be implemented correctly.

For employees, tax will be deducted at source by the employer who already pays the many employer and employee social security contributions, and who will now also have the new obligation to retain the tax that the employee owes to the Tax Authorities. But since retirees no longer have an employer, their tax will be directly deducted from their bank account. This should not significantly change the prevailing practice for the majority of retired taxpayers who have already opted for a monthly payment system. The deduction will be made over 12 months and cash payments will be prohibited above an annual tax of 300 euros.

The amount of the tax that will be levied monthly is shown on the tax notice which should have been received at the end of the summer of 2018 and payments will begin in January 2019. However, this does not change the obligation to make the annual tax declaration in spring 2019. Taxpayers will continue to receive their pre-filled declaration by mail or will be able to consult it on their personal space which they may access on the Ministry's website (<http://www.impots.gouv.fr>). By the end of the

summer at the latest, or very quickly for those who make the declaration by Internet, taxpayers will know the amount of the effective tax for 2019 and the projected tax for 2020. The Tax Authorities will make a refund if too much has been paid or if requested to repay the balance. The Tax Authorities are encouraging taxpayers to create their personal space on the internet to do the entire administrative process: declaration, payments, possible changes, etc. But the paper declaration remains possible even if the goal is to have zero paper.

We advise you to read the information sheet attached to your tax notice which you should have received at the end of the summer of 2018 and which gives detailed information on the questions that you may have on this subject. A manager from the Bellegarde sur Valserine Tax Authorities will speak at the ILO Pre-retirement Seminar, Tuesday 13 to Friday November 16 2018, during a session focusing on taxation in France. Please also be aware that it is always possible to contact the Tax Authorities for your own area for additional information on your particular situation.

Time to read

Refugee and Mixed Migration Flows: Managing a Looming Humanitarian and Economic Crisis

by *Bimal Ghosh*

266 pp., Springer Nature 2018, hardcover CHF 126.50, € 123.04 (G), € 126.49 (A), £ 101.00, US\$ 129.00; eBook CHF 101.00, € 95.19 (G), € 95.19 (A), £ 80.50, US\$ 99.00

In his new book our former colleague, Bimal Ghosh, provides an insightful analysis of the looming refugee and mixed migration crisis in the context of four major, contemporary flows: two in west and east Europe, and one each in the Americas and Asia. The analysis, in each case, is followed by a judicious identification of the key issues involved and the presentation of a set of proposed policy responses to them. The discussion is then placed in a global setting and dovetailed with the recently launched United Nations initiative to adopt global compacts on refugees and migrants. The author brings to this book, the first of its kind, his vast experience of

advising, and actively engaging with, many of the principal international organisations concerned with refugee and migration issues.

This book will be of interest to researchers, students, NGOs, professional bodies, national ministries, international organisations and rights groups in the fields of economics, public finance, political economy, human rights and refugee law, and international relations and demography.

This is the tenth study since 1987 in Bimal Ghosh's series of books on "Global development and governance, migration and human rights".

Women's ILO Transnational networks, global labour standards and gender equity, 1919 to Present

Edited by Eileen Boris, Dorothea Hoebtke and Susan Zimmermann

2018, ISBN 9789221300731 (print), ISBN 9789221300748 (pdf), paperback, price CHF 35, USD 35, GBP 26, EUR 32, co-published with Koninklijke Brill NV

The question of women workers has been on the ILO's agenda since 1919. This volume gathers the newest scholarly research on the complex history of the ILO's activities for women workers.

"This fascinating collection of essays assesses the ILO's role in securing social justice for women workers around the world and asks how that role

might change as the world of work is transformed in the next century." according to Celia Donert, University of Liverpool.

"This is a must-read volume for scholars and students interested in women, labor and international/transnational history." As pointed out by *Judy Tzu-Chun Wu*, University of California, Irvine, USA

World Employment and Social Outlook 2018 Greening with jobs

ILO 2018, ISBN 9789221316466 (print), ISBN 9789221316473 (pdf), paperback, price CHF 40, USD 40, GBP 32, EUR 35

This edition examines environmental sustainability in the world of work. It focuses on how climate change and environmental degradation will impact the labour markets, affecting both the volume and quality of employment, and quantifies the shifts expected to take place within and between sectors. While climate change mitigation measures may cause

shortterm job losses, the report shows that a just transition to a more sustainable economy offers much potential for job creation and the promotion of decent work. The report also looks at key issues linked with the path to a greener economy, including macroeconomic and environmental policy, public programmes, worker 2018 protection and skills.

IT Questions

New data protection regulation in the EU by *Heinz Lübbe*

Recently I wanted to make an appointment online for a laboratory test. Everything was simple and normal. Name, address, age etc. had to be filled in. At the end of the form there was a reference to the new "Data Protection Regulation" of the EU and that I had to agree to it. At first I thought that it was another 20 pages document in incomprehensible legal jargon, as known from the EULA (End User Licence Agreements). But then I became curious and

shocked when I had to agree to a listing of 6 pages of companies and activities that should receive and "evaluate" or process my data. For a simple appointment request this seemed to be a lot and so I took a closer look at the list. With many companies and their use of my data I had doubts if all this was necessary. Therefore I stopped the request without completing the form. I made my appointment by telephone directly and without providing all the information. But I

wanted to take a closer look at this new “Data Protection Regulation” that led to this listing.

Various newspaper articles and Wikipedia have stated that the new EU General Data Protection Regulation (GDPR) entered into force on 25 May 2018 after a transitional period of 2 years. In essential points it is in line with the existing regulation of 1995, but the new regulation no longer has to be implemented by the countries and is directly valid in the EU. In addition, all institutions outside the EU that collect data within the EU or process data from EU citizens also have to respect the new Regulation.

Nevertheless, there are various opening clauses that allow countries to adopt their own more stringent provisions in certain cases. The aim of the new version is to give individuals control over their personal data. In addition, uniform regulations on the protection of personal data should apply within the EU, thereby standardising and simplifying data exchange and processing for public institutions and private companies. Furthermore, it is certainly hoped that this regulation will set an example for other countries and economic partners, as it also applies to service providers outside the EU who collect data within the EU.

What is this new regulation about and what does it mean for us as originators and owners of the data? All information that can be assigned to a natural person is referred to as personal data. Identification ranges from name, address or telephone number to IP data on the Internet or GPS data in mobile phones or navigation systems. The possibilities of assigning data to a person are considerable nowadays. The owners, i.e. we, must now agree to the storage and processing of our data. For this purpose, the collecting institutions provide information on the use and handling of the data (see example above). The purpose of the collection must be clear from the beginning and must be precise and legitimate. The data collectors need written permission to do so. The consequence of this demand is simple: anyone who does not accept this cannot use the service offered. In many cases it is perfectly normal that you have to provide your personal data for a service. The doctor collects data about patients. How can banking services, online reservations etc. be carried out without personal data? But there are also cases where one wonders whether it is really necessary to collect such a large amount of data. According to the

regulation, only absolutely necessary data should be collected and stored only for as long as is necessary for processing. On the other hand, it is doubtful that every person will now begin to analyse the data protection policies of every provider in order to discover questionable applications.

Another important provision of the new regulation is the right of every person to inspect their data, to rectify errors and to demand that the data be deleted. This gives the originators more control over their data. The data collected must be prepared in such a way that they are understandable and comprehensible for the persons providing them. On request, people can even pass on their data to other users themselves. The processor of personal data should actively delete the data himself if there is no longer any reason for storage and processing. When deleting data, it should be noted that in certain situations there are legal regulations for archiving data, such as for doctors, financial service providers or public institutions. On the other hand, Internet companies and social media must delete personal data upon request.

Another very interesting aspect of the regulation for us as IT users is data protection through “Privacy by design” and “Privacy by default”. It is based on the simple idea that data protection does not have to be guaranteed by regulations if data protection is already integrated in the technical design of processing procedures. On the one hand, data protection should be taken into account when designing software, hardware, and procedures and, on the other hand, the standard settings of software should ensure that data protection is guaranteed from the very first use. This should also protect those users who do not immediately make secure settings due to ignorance, laziness or incorrect assessment of the circumstances. It cannot release users from the obligation to make secure settings, but it should make it easier to monitor individual data protection.

In order to implement the regulation, data protection supervisors are to be appointed in public institutions and large companies to monitor and enforce compliance with the regulations. In addition, attempts are now being made to combat abuse and infringements of the regulation with drastic penalties. Anyone who violates the data protection regulations must be

prepared for the consequences. This opens up a wide field for lawyers and causes uncertainty in particular for small providers who cannot afford such legal disputes.

Some international publications have blocked access for European customers. Small websites and service providers have closed their pages because they also record their customers or the spectrum of users via IP addresses. According to the regulation, personal data must be transparent and controllable at all times. What does this mean for an association or a local newspaper? How should the data be stored and made available to

the originators on request so that they do not get into trouble?

As almost always, this regulation is a first step in a difficult area. Its practical application will show where there is still a need for clarification and improvement. There has been criticism from various associations and organisations. For some, the regulation does not go far enough, others see their rights restricted. For the originators of personal data, the regulation at least creates some possibilities for controlling the processing of the data and perhaps in the future, it will also slow down the data collection obsession of some large companies.

Miscellany

IPCC Report on Global Warming

The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) has issued its new report “Global Warming of 1.5°C” on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty.

According to IPCC, Science alerts us to the gravity of the situation, but science also, and this special report in particular, helps us understand the solutions available to us. Together we will produce a strong, robust and clear Summary for Policymakers that responds to the invitation of governments three years ago while upholding the scientific integrity of the IPCC.

According to WMO Deputy-Secretary-General Elena Manaenkova global mean temperatures in 2017 were about 1.1 °C above pre-industrial levels. Unfortunately we are already well on the way to the 1.5°C limit and the sustained warming trend shows no sign of relenting. The past two decades included 18 of the warmest years since records began in 1850. This year is, yet again, expected to be one of the warmest years. We have witnessed extreme weather ranging from record heat in northern Europe and historic flooding in Japan, India, Southeast Asia and the southeastern United States. The consequences

were devastating, but advance predictions helped save many lives. Long-term climate change indicators highlight the need for urgent climate action. The rate of sea level rise is accelerating and much of the thick multi-year ice in the Arctic has melted. Carbon dioxide concentrations are record-high.

The world is currently 1C warmer than preindustrial levels. Following devastating hurricanes in the US, record droughts in Cape Town and forest fires in the Arctic, the IPCC makes clear that climate change is already happening, upgraded its risk warning from previous reports, and warned that every fraction of additional warming would worsen the impact.

Scientists who reviewed the 6,000 works referenced in the report, said the change caused by just half a degree came as a revelation. “We can see there is a difference and it’s substantial,” Roberts said.

At 1.5C the proportion of the global population exposed to water stress could be 50% lower than at 2C, it notes. Food scarcity would be less of a problem and hundreds of millions fewer people, particularly in poor countries, would be at risk of climate-related poverty. At 2C extremely hot days, such as those experienced in the northern hemisphere this summer, would become more

severe and common, increasing heat-related deaths and causing more forest fires.

But the greatest difference would be to nature. Insects, which are vital for pollination of crops, and plants are almost twice as likely to lose half their habitat at 2C compared with 1.5C. Corals would be 99% lost at the higher of the two

temperatures, but more than 10% have a chance of surviving if the lower target is reached.

UN Climate summit in Poland this December will show to what political will exist to implement measures to avert the worst of climate change. Will it be all words and no performance, that is the question

The Nobel Peace Prize 2018

The Norwegian Nobel Committee has awarded the Nobel Peace Prize for 2018 to Denis Mukwege and Nadia Murad for their efforts to end the use of sexual violence as a weapon of war and armed conflict. Both laureates have made a crucial contribution to focusing attention on, and combating, such war crimes. Denis Mukwege is the helper who has devoted his life to defending these victims. Nadia Murad is the witness who tells of the abuses perpetrated against herself and others. Each of them in their own way has helped to give greater visibility to war-time sexual

violence, so that the perpetrators can be held accountable for their actions.

This year's Nobel Peace Prize is firmly embedded in the criteria spelled out in Alfred Nobel's will. Denis Mukwege and Nadia Murad have both put their personal security at risk by courageously combating war crimes and seeking justice for the victims. They have thereby promoted the fraternity of nations through the application of principles of international law.

(Nobel Foundation)



Nadia Murad and Denis Mukwege

The future of work: Thinking is also work

by *Heinz Ljibbe*

Wonderful world of boundless communication! Isn't it incredible that we can always, and almost everywhere, communicate with family, friends and colleagues? We can receive calls, messages, pictures, voice messages and videos on our mobile phones at any time. We can communicate via WhatsApp or use video telephony with Skype. Newspaper, television news services and Twitter

send us the latest information from all over the world with pictures and videos. We can receive and respond to emails immediately or see for ourselves on Facebook, Instagram etc. what our friends are doing or we can update our information. Who would like to be in a queue at the ticket counter when one can process everything online much faster and also receive

additional information? The possibilities are almost unlimited today.

But how does this affect daily life? Everywhere you can see people looking at their mobile devices and sometimes not paying attention to traffic. Sometimes it can be annoying if the person you are speaking to keeps looking at his or her smartphone, giving the impression that the conversation is not important. It becomes particularly curious when people look at their mobile phones to see whether messages have been received or sent where there is no network at all, e.g. on the high seas. These are so-called "phantom messages" to which permanent users of mobile communication react.

All this is certainly not so important when you have free time or are retired. But this unlimited communication can also lead to problems at work. In addition to electronic communication, there is also "normal" communication at the workplace. Colleagues come by to ask a question or exchange the latest information. With the open-space offices, sometimes unwanted communications from the surrounding area are also added. During a recent visit to the World Economic Forum, I learned that many employees are now being equipped with headphones to neutralise noise. This does not mean that communication in the workplace has no positive aspects. Cooperation is encouraged where necessary, but there are also situations in which it can hinder work.

I actually became aware of this problem when I read in a magazine an interview with Georgetown University Professor Cal Newport about his book "Deep work". He defines "deep work" as follows: Deep Work is the ability to concentrate on a mentally demanding task without distraction. This includes innovative tasks as well as learning new skills or working on a complex problem. Newport contrasts this with "shallow work": intellectually undemanding tasks that can often be done with little attention.

Professor Newport explains in his book that jumping between "Shallow work" and "Deep work" does not function well. Messages of any form remain indirectly active in the brain about 10 - 30 minutes later and "disrupt" the thought process. True intellectual excellence and truly earth-shattering ideas do not arise in passing,

between this and that conversation, between one WhatsApp message and the other email.

But how can one master the balancing act between mentally intensive work and constant availability and communication? Is the rapid response to an enquiry now also seen as a criterion of effectiveness and helpfulness? Is the generation that grew up with the smartphone in their hands still capable of "deep work", because even at school it is rarely practiced? Concentration is difficult and needs to be learned. Can one person solve this problem on his or her own? Germans look at their smartphones 53 times a day on average. Alexander Markowetz, professor of computer science at the University of Bonn, found this out in a study on the behaviour of 300,000 smartphone users. Every 18 minutes they interrupt what they are actually doing.

But idleness, silence and introspection do not currently enjoy a good reputation. Long working hours, little free time and many appointments have almost become a status symbol in the modern world of work. Above all, the technology seduces us to simulate busyness and persuade oneself how productive one is at the moment. Professor Newport believes that companies that master this challenge will have an economic advantage in the future. They will be more innovative and productive. "To be successful, you have to offer the absolute best you can," says Newport, "a task that requires high concentration."

But we are not alone in the world, and not all interruptions are self-inflicted. Therefore, according to Professor Markowetz, we must begin to consider each other in our communication and impose a new communication etiquette on ourselves. This would have to be taught at school. Companies should create the conditions to ensure that intensive communication and concentrated work are not a contradiction but equal components of the work process. It will not be easy!

Sources:

Cal Newport: Deep Work: Rules for Focused Success in a Distracted World, 2016, ISBN: 978-1455586691, Grand Central Publishing, Hachette Book Group, Alexander Markowetz: Digitaler Burnout, Warum unsere permanente Smartphone-Nutzung gefährlich ist, 2015, ISBN: 9783426276709, Droemer Verlag

Bibliokleptomania

is a modern euphemism which softens the ugly word book-thief by shrouding it in the mystery of the Greek language.



The roll of book-thieves, if it included all those who have priggged without detection or who have borrowed without returning, would doubtless include the most illustrious men of all ages. It will include learned men, wise men, good men, - the highest dignitaries of church and state, even a pope. And that pope was no less a man than Innocent X. To be sure, he was not pope, but plain Monsignor Pamphilio, when he stole a book from Du Moustier, the painter, - his one detected crime. But who shall say it was his only crime? To be sure, again, Du Moustier was something of a chief himself: he used to brag how he had priggged a book of which he had long been in search from a stall on the Pont-Neuf. Nevertheless, he strenuously objected to be stolen from. When, therefore, Monsignor Pamphilio, in the train of Cardinal Barberini, paid a visit to the painter's studio in Paris and quietly slipped into his soutane a copy of "L'Histoire du Concile de Trente", M. Du Moustier, catching him in the act, furiously told the cardinal that a holy man should not bring thieves and robbers in his train. With these and other words of a like libellous nature he recovered the "History of the Council of Trent", and kicked out the future pontiff. Historians date from this incident that hatred to the crown and the people of France which distinguished the pontifical reign of Innocent X.

Among royal personages, the Ptolemies were book-thieves on a large scale. An entire department in the Alexandrian Library, significantly called "Books from the Ships", consisted of rare volumes taken from sea-

voyagers who couched at the port. True, the Ptolemies had a conscience. They were careful to have fair transcripts made of these valuable manuscripts, which they presented to the visitors; but, as Aristotle says, and, indeed, as is evident enough to minds of far inferior compass, the exchange, being involuntary, could not readily be differentiated from robbery. Brantôme tells us that Catherine de Médicis, when Marshall Strozzi died, seized upon his very valuable library, promising someday to pay the value to his son, but the promise was never kept.

Perhaps the greatest of biblioklepts was Don Vincente, a friar of that Poblat convent whose library was plundered and dispersed at the pillage of the monasteries during the regency of Queen Christina in 1834. Coming to Barcelona, he established himself in a gloomy den in the book-selling quarter of the town. Here he set up as a dealer, but fell so in love with his accumulated purchases that only want tempted him to sell them. Once at an auction he was outbid for a copy of the "Ordinacions per los Gloriosos Reys de Arago", -a great rarity, perhaps a unique. Three days later the house of the successful rival was burned to the ground, and his blackened body, pipe in hand, was found in the ruins. He had set the house on fire with his pipe - that was the general verdict. A mysterious succession of murders followed. One bibliophile after another was found in the streets or the river, with a dagger in his heart. The shop of Don Vincente was searched. The "Ordinacions" was discovered. How had it escaped the flames that had burned down the purchaser's house? Then the Don confessed not only that murder but others. Most of his victims were customers who had purchased from him books he could not bear to part with. At the trial, counsel for the defence tried to discredit the confession, and when it was objected that the "Ordinacions" was a unique copy, they proved there was another in the Louvre, that, therefore, there might be still more, and that the defendant's might have been honestly procured. At this, Don Vincente, hitherto callous and silent, uttered a low cry. "Aha" said the alcade, "you are beginning to realize the enormity of your offence!" "Yes", sobbed the penitent thief, "the copy was not a unique, after all."

William S. Walsh

A Handy-Book of Literary Curiosities, 1892

There comes a time

Yes, at the ripe age of 95, our Aamir Ali has produced yet another book. He calls it a “collection of writings, somewhat miscellaneous; take it or leave it”. He wants to tell us about his life “not because there was anything remarkable” in it; but “because there wasn’t”.

It’s up to the reader, and those who know Aamir a little, to decide whether his life has been remarkable or not. I for one would assert that it has been remarkable. Yet in his own self-abnegating way, Aamir manages to relate it as if it were not remarkable, as simply a series of joy-rides, light and easy. Somehow, he makes the remarkable appear normal. Whether it is dashing off to peaks in the Himalayas and the Alps - clambering up the Salève at 0530 in the morning to be back at the office just after 0900, or walking five hours here, and leaving mountain-huts at 0200 there; burning the midnight oil writing the reports for and of the first ILO Asian Regional meetings, while witnessing Jawaharlal Nehru manhandling rowdies at one meeting; facing rebellious hordes of armed villagers in the revolutionary days of 1942 during the “Quit India” movement; bridging the gulf between childhood in Kobe, Japan and boarding school in

Dehra Dun, British India, he skips lightly. Over such terrain and more, he skips lightly, pausing briefly to wonder how the all-white members of the Swiss Alpine Club might react as he becomes the first “coloured” fellow in their midst (no untoward reaction, “never had any problem at all”, he notes).

This Indian whose secondary and university studies were all in India has ended up teaching English to equally highly educated Brits and other nationalities in Geneva, be it oral delivery, or written prose (“officialese”), or Shakespeare’s literature. This book provides a glimpse into his family that loved English, and whose ancestors had been to study in Britain as far back as the latter part of the nineteenth century. Even more interesting, Aamir notes how his mother – quite remarkable that an Indian lady from a business community had reached university studies at the time – brought the English language and English songs into the daily life of her children.

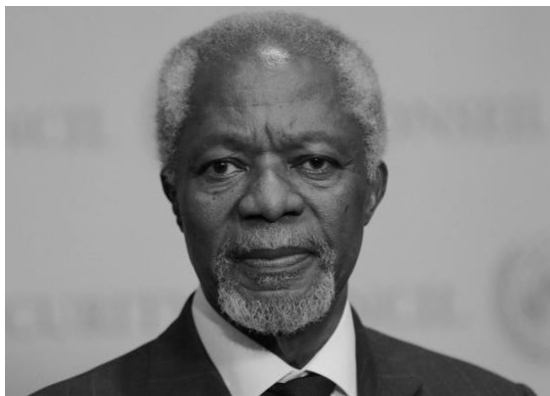
Zafar Shaheed

Reference: 117 pp, 2018, Etch, Natraj Publishers, Dehra Dun, ISBN:978-81-8158-303-1, price Rupees 399

In memoriam

ILO mourns passing of Kofi Annan

We are deeply saddened by the death of former UN Secretary-General Kofi Annan who led the United Nations admirably for a turbulent and challenging decade.



“The world has lost a great champion for peace, social justice and decent work with the passing of Kofi Annan,” said ILO Director-General Guy Ryder, reacting to the news of his death. “Though it is a sad day for us all, his legacy will live on.”

Driven by the idea of ‘don’t think no’, and a proud son of Africa, he embraced diversity for the enrichment it brought to common endeavours and brought his global vision and human compassion to the fight against poverty, injustice and disease.

A Nobel Peace prize winner, he was a staunch defender of human rights as the foundation of security and development. Annan was a strong

advocate of the ILO's Decent Work Agenda a constant champion of the ILO's mandate and action. In 1999, he told leaders at the World Economic Forum in Davos: "You can uphold human rights and decent labour and environmental standards directly, by your own conduct of your own business."

Youth employment was a particular concern for him. In July 2001, he came to the ILO in Geneva to launch an initiative on youth employment, together with former ILO Director-General Juan

Somavia. "We cannot afford to let this vicious circle continue any longer. Youth is our most valuable asset. They are the leaders of the future, they are the future," he said at the launch.

After leaving the UN, Annan remained a strong advocate of decent work and social justice through his Foundation.

We have lost a genuine friend and staunch ally in the fight for social justice.

(ILO)

Salah Ayoub, 1929-2018

Our former colleague Salah passed away on July 31st at the age of 88.

Salah had Egyptian and German roots. He was born in Hannover/Germany on 30 September, 1929. Salah's father studied at the College of Technology of Hanover. During his stay there he met and married a German woman, Salah's mother.

Salah spent his childhood and his youth mainly in Cairo and Alexandria. He was an outstanding sportsman. He was member of the Egyptian national water polo team, with whom he participated in the Olympic Summer Games in Helsinki in 1952. He kept up the water sport for much of his life. During his time in Geneva, he went daily for a lengthy swim to a pool nearby the ILO Office.

Salah's higher education began in 1946 with studies at the Faculty of Commerce at the University of Cairo where he received a bachelor degree in Political Science in 1951. He then went for doctoral studies in the field of public economics at the Ludwig-Maximilian University of Munich, where he got his doctoral degree in 1956.

It was also in Munich where Salah met Anita, a German woman from near-by Rosenheim, whom he married in 1958. Their daughter Noha was born in 1962.

He started his professional career as a Senior Inspector in the Department of Labour of the Ministry of Social Affairs and Labour in Cairo, then became advisor of that Ministry in Kuwait,

followed by an assignment as information officer at the League of Arab States in Bonn/Germany.

His work with the ILO began in 1965 when he was appointed as Administrative Assistant in the ILO Office in Cairo. From 1968 until the end of the 1970s, he held various posts in Geneva in the former Human Resources Development Department (subsequently renamed the Training Department), including the Vocational Training Branch, the Planning Branch, and the Programme Development Section.



He and his colleagues in the former HR/PLAN Branch became a closely knit group of friends. Together they had many social evenings, outings on the lake and Saturday hikes up the Salève. Anita was not enamored with mountain climbing, so Salah and Anita would drive to the top and join the group for the long Saturday lunches.

Message

Salah remained close to these colleagues for the rest of his life.

In 1981, Salah was appointed as Executive Assistant to ADG Elimane Kane, responsible for ILO activities in Africa. In 1985, he joined Elimane when he became director of the International Institute for Labour Studies. And Salah was once more Executive Assistant to Elimane, when he was appointed as Deputy Director-General in charge of the Technical Cooperation and Field Programmes. By that time, Salah reached the D.1 status in the Office – a long way up from his early posts of internship in 1954 and his job in the Cairo Office in 1965.

Salah had the full confidence of Elimane Kane. The two were a team. Both were highly regarded in the Office. It was the saddest moment in Salah's life at the ILO, when in 1988 he went to the Geneva Airport to meet Elimane who came back from a stressful mission in Africa. Elimane suffered from a heart attack and died in Salah's arms.

Looking at Salah's expertise and his achievements in the ILO, through publications, contributions to conferences, missions, professional memberships and so on, two preoccupations stick out: The focus on the public policy of education, and vocational education and training in particular; and his concern with the economic and social development in the Middle East.

Next to his professional activities, Salah was socially engaged in the ILO. Among other things, he served on the Staff Union Committee for a number of years. He formed friendships easily and he maintained them. This commendable trait was evident with his colleagues in HR/PLAN, with colleagues in the Training Department, with those of us in the Institute, and with former colleagues in the Cairo office.

After Salah's retirement in 1989, he and his wife moved to Munich.

After Anita's death in 2007, he returned to the Geneva region. For some years, he lived in Versoix, and then, as from 2012, in the Résidence Colladon, a maison de retraite in Petit Saconnex.

Mentally, Salah Ayoub never retired from the ILO. The organization remained his true home. He kept close contacts with his former colleagues. During his stay in Munich, he regularly met the former chiefs of EQUIPRO and F/REHAB and others from the Munich "outpost" of retired ILO colleagues. Back in Geneva, he joined and became a friend to the "Muppets" group of former officials.

One of Salah's life mottos was "Early to bed, early to rise". A former ILO colleague and friend who used to visit him in the Colladon in mid-morning was amazed to find Salah fully up-to-date about world events. By that time, he had already read the voluminous newspaper *Süddeutsche Zeitung* that he fetched early every day from the nearby Duboule newspaper shop.

Salah leaves behind his daughter Noha. She was very dear to him, and vice versa. She was very committed to looking after him and assisting him, especially his last years in the retirement home. This together with visits by former colleagues from the ILO saved him from experiencing the loneliness that affect many elderly people – men often more than women –, especially if they are long-time widowers, as Salah was.

Salah will be remembered in the ILO as a human person. It was easy to joke and laugh him with. At times, his humour was of the satiric, gallows sort, which is part of the Munich culture reminiscent of the local comedian Karl Valentin.

Werner Sengenberger and Christine Cornwell

Vale. Ed Dowding – in his 99th year!

It is my great privilege to pay tribute to the life of Albert Edward Dowding (Ed) who died in Auckland New Zealand earlier in 2018 in his 99th year. Ed will be remembered by only a few of his much younger former colleagues with whom he used to meet at the retired ILO officials reunions

held in Geneva up until the early 2000s when travel became more difficult for him and his wife.

Although a generation separates Ed and me, I felt that I knew him well before I ever met him as a retiree down-under as over the years he was a

regular correspondent to the ILO-Friends Newsletter on retiree matters.

It was Ed who encouraged me to step up to the role of President of Association of Former United Nations Officials (AFUNO-NZ) when the health of another former ILO official; Lee Ryan, meant that he could no longer undertake those duties. Ed, of course, was the founding President of the (AFUNO) in New Zealand which became a new national group of FAFICS in 1993. While Ed's first interest was always the ILO, he also maintained an interesting network with those of many other UN agencies.

In New Zealand, we had all hoped that Ed would have made it to 100 years so he could have also been able to celebrate the centenary year of the ILO. But that was not to be and yet he enjoyed reasonably good health right into early 2018.

Ed attended the well-known Auckland Grammar school and went on the study at the University of Auckland. Ed came from the "old school" of Vocational Training when training was undertaken by those who knew well their subject area from a very practical point of view. He was a motoring enthusiast from an early age and enjoyed modifying sports cars himself. One such car was a 1930 Austin 10 on which he raked the windscreen, cut the doors down to make it more like a MG, and predictably modified the exhaust with a straight through pipe with copper tubes so it made a uniquely distinctive sound. As a motoring enthusiast Ed did a lot of touring.

His career in Vocational Training started overseas with the New Zealand Government under the

Colombo Plan programme training technical teachers at the Teachers' Training College in Sri Lanka. His work with the ILO started shortly after in Egypt in 1958, when I was still at school. Over the next 18 years he was to hold senior executive roles in the old ILO Training Branch in Geneva (now the WTO office) and he recalled very proudly how when he first entered the conference room there he could not help but "feel the whole history of the ILO" (NZ Journal of Employment Relations , 2010, 35(3): 1-5).

With the formation of UNIDO in the mid-1960s Ed saw much of the ILO field work taken up by this new agency. Until then major industrial training had been the domain of the ILO and as Ed observed "Some of the powerhouses of Asia can be grateful for the help that ILO gave at a critical time"(in their national development). From Geneva Ed went on to establish the ILO Pacific office in Suva Fiji where he was the first Director. The establishment of the ILO Pacific office involved extensive negotiations with the then Fiji Prime Minister Ratu Sir Kamasase Mara. It was from the Pacific office that Ed retired in 1980.

In later years Ed was somewhat bemused by the way that the management of VET had moved away a practical approach but he retained his confidence in the ILO being able to adapt its training and employment support to ever changing global conditions and to continue to be able to "evolve to meet the needs of workers throughout the world".

Ed is survived by his wife Una and his son John.

Mike Shone

President of AFUNO-NZ, Auckland,



Three Presidents of AFUNO-NZ – all former ILO officials

Lee Ryan (L) and Mike Shone (R) meet up with Ed Dowding (Centre) in Auckland New Zealand. March 2018

Alan Gladstone

Alan Gladstone came to the ILO in the late 1950s, from a promising legal career in New York, to join the Labour Management Relations Branch (LMR) of the ILO. It was an exciting time, as he met new professional challenges in addressing issues of comparative labour law and labour relations systems, working with an international group of similarly committed young officials, many of whom became friends. Very rapidly, Alan became an international civil servant. But he never ignored the New Yorker in his soul. He soon returned home to marry his sweetheart Gloria, who accompanied him back to Geneva, where their beloved children James and Lizzie were born and brought up.

Even as he rose in the professional ranks and grades of the ILO, and in his mastery of labour law and labour relations, Alan personified that old adage, so true: "It's nice to be important, but more important to be nice." He was promoted from LMR to the management of the International Institute of Labour Studies – the "think-tank" of the ILO – in the 1970s. Here he was engaged in managing research and in training ILO constituents in various labour matters.

But he always remained close to his former colleagues, coming down frequently from the top floor of the ILO, where the Institute was located, down to the 5th floor, where his old colleagues were located. He would pop his head in, saying "hi" with his perennial smile, and find out how everyone was doing. Thus, he kept in close touch with new and old colleagues and their work. It seemed a seamless transition from these regular visits to assuming the directorship of the Industrial Relations Department (that included labour law and labour relations and as well as the

labour administration and inspection matters of the ILO). As Director, Alan continued his regular visits to his colleagues in their offices, to find out how things were going. One is tempted to say that Alan invented "management by walking and popping into your office", at least as regards the ILO.

One of his many roles in this position was Secretary General of the International Industrial Relations Association (IIRA). In this role, Alan interacted with the leading professors in this field, from all over the world. In his natural way, he became friends with many of them, moulding key contacts for the ILO and extending its expertise in the process.

Towards the end of his career, Alan was also engaged more directly with the supervisory mechanism of the ILO which ensures that international labour laws are respected, by undertaking investigative visits to different countries in this respect. This allowed him to continue practising his legal skills, in addition to the managerial skills that grew with his career.

Alan will be remembered for his many professional achievements, of course, but perhaps even more so for his human qualities, as a husband, a father, a grandfather, a friend, a buddy. A gentleman and a scholar, a senior officer of the ILO, Alan is now free to be what his dear wife Gloria would sometimes tell us: "My husband would love to just ski in the winter and play tennis in the summer ..."

Zafar Shaheed

See also the previous obituary in Message No 63

When I am dead

When I am dead, may dearest,
Sing no sad songs for me;
No shady cypress tree.
Be the green grass above me

With showers and dewdrops wet;
And if thou wilt, remember,
And if thou wilt, forget.

Christine Rossetti

In memoriam

Since the last issue of our publication, we have learned with sadness of the death of the colleagues whose names are recorded below.

AYOUB Salah	31.07.2018	KANE Papa	16.10.2018
BALDWIN Theo	19.10.2018	KHAN Muin-ud-din	04.01.2018
BELL Mildred	16.06.2018	KOWMONGKOL Thep	13.08.2018
BERNARD Hélène E.	05.09.2018	KRAY Robert	24.09.2018
BOIS D'ENGHIEN Gérald M.	14.06.2018	LAPLACE Françoise	22.11.2018
BRAIDA Théodore	04.02.2018	LETERME Robert	14.01.2018
BUCHANAN Lola Jean	06.10.2017	LLOYD Jean	10.01.2018
BUHLER Paul	26.12.2017	MATHEZ Monique	17.10.2018
CERNY Alicia S.	10.10.2018	MEISTER Magdeleine	17.08.2018
CHABASSE Odette	17.07.2018	MOHINDRA Gian P.	07.08.2018
CHAMOREL Jean-Pierre	19.06.2018	MONDOL Mohammad Firoz	29.09.2018
CHARDON Yvette	03.06.2018	MONUX ORGAX Francisco	17.09.2018
CHEVRON Jean-Jacques	23.09.2018	MOSTAFA Mohammad	09.10.2018
CHIVERS Patricia Ling	16.06.2018	MUGHARBEL Mokhless	24.10.2018
CLEMENT Hilda	18.10.2018	NARAYANA P.	05.12.2017
COULIBALY Dotien	23.02.2018	NEGREL Jean	12.02.2018
CRUCIANI Antonio	04.08.2018	NZANGU MAMBU Leki	15.07.2018
CUMMINGS Ian George	17.07.2018	PALMADE Jean	16.08.2018
DE BIVORT Sara Franklin	01.10.2017	PAUL Jean Erick	12.06.2018
DESIGAUD Jeanne	10.09.2018	PAULIN Roger	31.03.2018
DHARMALINGAM Simniah	17.03.2018	PELLETIER Jacqueline	07.08.2018
DIA Manuel Abaya	21.08.2017	PERRILLAT-GHENO Marie	--
DURAFOR René	21.10.2018	Louise	
FAHHAM Abdul-Rahman	01.02.2018	PICARD Suzanne	09.06.2018
FAULKNER Mary	06.07.2018	PICKETT Joyce Winifred	31-05.2018
FAVERO CUNIAL Marianne	02.03.2018	RAJ Gomathy Sylvia	15.05.2018
FREYDMAN FERRERO Irène	03.09.2018	RANDALL Marie Louise	05.01.2018
GABBAY Marcel	10.05.2018	RICCA Sergio	11.03.2018
GALPAROLI Jean Marcel	10.02.2018	RODRIGUEZ A.M.	15.11.2018
GERCEKCI Ali Semith	19.10.2018	RUDIN Helen	27.07.2018
GRUAT Marie Monique	15.09.2018	RUTTER Ernest George	17.01.2018
GUERIN Renée	30.10.2018	SHAW Douglas	10.07.2018
GUILLAUME Robert	05.03.2018	SLABY Jan Maria	21.02.2018
HERZ Marcel	21.12.2017	SOUSSOU Yvonne	12.05.2018
HOWELL Gareth	04.01.2018	SPY Bernard Marcel	20.09.2018
HU Fu-sen	05.03.2018	TATE William B.	29.06.2018
HUSBAND-CAMERON Patricia	04.10.2018	TEWFIK Souraya	04.11.2017
HUSTER Wolfgang	25.03.2018	VIANO Francesca	10.01.2018
IBRAHIM-TROUW Mia	27.05.2018	WASTELL Richard (1986) et Mary	13.05.2018
Antonietta		WEHNER Erika	11.01.2018
IVANDA-KALETA Krystyna	31.05.2018	WILLARD Diana Maureen	06.07.2018
KAAN Catherine	27.06.2018	YOFFEE William M.	02.08.2018
KALUGIN Alexandre	12.10.2018		

The editors and the Bureau of the Section express their sincere condolences to their families: